

Bulletin

Le plus ancien magazine bancaire du monde. Depuis 1895.



La liberté: ce qu'elle représente, ce qui la menace
Dossier : à la découverte de l'espace de liberté Internet



SPHÉROTOURBILLON (0,000558 KG) CONTRE TERRE (5 973 600 000 000 000 000 000 000 KG).
DUEL ÉQUILIBRÉ?



DUOMÈTRE SPHÉROTOURBILLON. Calibre Jaeger-LeCoultre 382.

D'un côté, une planète. Sa puissance d'attraction inouïe. De l'autre, un mécanisme complexe de moins d'un gramme. La montre Duomètre Sphérotourbillon révèle un tourbillon multi-axes inédit capable de compenser les effets de la gravité dans toutes les positions. L'ingénieux concept Dual-Wing ouvre à nouveau la voie à des fonctions extraordinaires: cette pièce exceptionnelle peut se prévaloir d'être la première montre à tourbillon multi-axes ajustable à la seconde près grâce au système de retour en vol de la petite seconde.


JAEGER-LECOULTRE

VOUS MÉRITEZ UNE VRAIE MONTRE.

Boutique Jaeger-LeCoultre

2, rue du Rhône - Genève

+41 (0)22 310 61 50



Ont collaboré à cette édition :

1 Stefanie Schramm

Comment l'homme fonctionne-t-il? Cette question fascine depuis longtemps la journaliste hambourgeoise, qui a une prédilection pour la psychologie et la recherche sur le cerveau. Pour le Bulletin, elle se plonge dans un débat où philosophes et chercheurs spécialistes du cerveau s'opposent : sommes-nous vraiment libres de nos choix? *Page 24*

2 Luca Zanetti et 3 Andreas Fink

Le photographe de reportages tessinois vit entre Zurich et Medellín. «La Colombie est un de mes grands amours», raconte Luca Zanetti à propos de ce pays déchiré, où beaucoup sont soumis à une cruauté inhumaïne, ce pays aux deux côtes, aux trois cordillères des Andes et à l'Amazonie impénétrable. Andreas Fink, correspondant en Amérique latine, s'est déjà rendu en Colombie une dizaine de fois; à Medellín, ce Bavarrois domicilié à Buenos Aires a trouvé la synthèse de toutes ses expériences. Il a rencontré des entrepreneurs, des enseignants, des hommes politiques et des artistes, tous déterminés à faire de cette ancienne capitale du crime une ville accueillante.

Retrouvez ce reportage sur Medellín à partir de la *page 50*

4 Judka Strittmatter

Née en 1966 dans le Brandebourg, cette journaliste et auteure a rencontré, pour le Bulletin, un ancien détenu et gardien de la prison de la Stasi de Hohenschönhausen. Elle a posé la même question à chacun : pour vous, qu'est-ce que la liberté? *Page 26*

La liberté est un bien éphémère

On ne peut pas discuter de liberté raisonnablement. Chacun de nous y aspire et veut y goûter. Lors d'une manifestation, personne ne scandera ne pas vouloir être libre. De même, aucun homme politique n'inscrira à son programme le retrait des libertés. Elle est sujette à controverse lorsqu'elle quitte les hautes sphères de l'abstrait pour s'inscrire dans les contradictions du réel. Elle dévoile son véritable visage et une question se pose alors : peut-il y avoir trop de liberté? Internet, par exemple : en quoi est-ce une bénédiction? Où se cachent les dangers de son immensité pour la liberté? Nous consacrons un dossier à ce sujet urgent et important (à partir de la page 33). Tina Brown, star des médias aux Etats-Unis, y aborde l'ambivalence d'Internet, arguant qu'il s'agit d'une arme à double tranchant pour les pays développés mais d'un fantastique outil pour les pays émergents.

La liberté économique, pour sa part, est le moteur du bien-être individuel et sociétal. Faut-il pour autant la limiter lorsqu'elle a un impact négatif sur l'environnement et qu'elle empiète de ce fait sur la liberté d'autrui? Cette question est abordée à la page 66. L'entrepreneur et philanthrope soudanais Mo Ibrahim a grandement contribué à promouvoir la liberté, en remettant un prix prestigieux à des chefs d'Etat africains exemplaires. A la page 71, il explique ce qui le motive et ce que cela engendre. La liberté a gagné du terrain dans de nombreux pays où elle semblait n'être qu'un mirage. Le «Printemps arabe» est devenu un symbole. Mais la marche vers l'autodétermination se produit aussi ailleurs, passant parfois presque inaperçue. Dans notre reportage, vous découvrirez comment la ville de Medellín, ancien haut lieu de la drogue et du crime, s'est libérée de l'emprise de la terreur avant de renaître (page 50).

Pourtant, la liberté est justement en danger là où on la considère comme acquise. Dans le monde libre, on oublie de plus en plus cette notion. En la considérant comme acquise, on en oublie sa nature et sa valeur. La liberté ne s'obtient pas une fois pour toutes. Il s'agit d'un bien éphémère, fragile et indiscutable, qui exige qu'on se batte pour l'obtenir.

La rédaction



Découvrez la nouvelle ŠKODA Octavia



www.skoda.ch ou sur

12X GAGNANT
QUALITÉ-PRIX

La Suisse rayonne: la nouvelle ŠKODA Octavia est là! Entièrement reconçue, comme en témoignent son design impressionnant, ses innovations intelligentes, son volume intérieur généreux et ses moteurs à la pointe de la technologie. Et parfaite héritière du break le plus vendu de Suisse. Mettez en lumière ses qualités uniques de best-seller. Et découvrez vous-même pourquoi la nouvelle ŠKODA Octavia représente une catégorie à part. Faites une course d'essai dès maintenant chez votre partenaire ŠKODA.
ŠKODA. Made for Switzerland.

Bulletin : Liberté

- 4** **Un sentiment si particulier**
Histoires de personnes qui vivent leur liberté de manières totalement différentes.
- 14** **Sauvez la liberté!**
Notre bien le plus précieux est attaqué de toutes parts. Prise de conscience.
- 18** **Et autour de nous**
Carte du monde de la liberté et de sa privation.
Zoom : l'influence de la mondialisation et du protectionnisme.
- 24** **Devoir et non vouloir**
Le libre arbitre n'est-il qu'une illusion ?
- 26** **Le prisonnier et le gardien**
Deux hommes, deux mondes : rencontre avec l'ex-prisonnier de la Stasi Gilbert Furian (image) et l'ex-directeur des lieux.



A partir de la page 33

Dossier

Internet, espace de liberté

Andrew McLaughlin
**Pourquoi je suis
si optimiste**

Georgia Popplewell
**Puissance et impuissance des
blogueurs politiques**

«Je joue au chat et à la souris.»

Daiyuu Nobori
**Les tunnels qui irritent
la censure**



Tina Brown
**Dénonciateurs, twittos
et journalistes**

Darknet
La face sombre d'Internet



- 50** **Réveil à Medellín**
En Colombie, l'ancienne métropole de la drogue renaît.
Zoom : la situation en Amérique latine.

- 62** **Pas d'exception sans règle**
Plongée dans la jungle juridique suisse.
Zoom : une PME raconte.

- 66** **Le prix de l'environnement**
Idées pour protéger l'environnement sans contraintes.
Zoom : les principaux dangers.

- 70** **Mo Ibrahim**
Comment le milliardaire des télécoms rend l'Afrique plus indépendante.

- 76** **Comme le vent, comme l'oiseau**
Beaucoup de chansons parlent de liberté. Lesquelles ? Quiz.



- 80** **Les pensées sont libres**
Illustration de Jörn Kaspahl.

Photo de couverture:
Le réalisateur Peter Luisi (page 12)



Nouveau sur l'App Store
L'application «News & Expertise» avec le nouveau Bulletin et d'autres publications, articles et vidéos actuels du Credit Suisse.
www.credit-suisse.com/bulletin

Impressum: éditeur: Credit Suisse AG, contenu, rédaction: Ammann, Brunner & Krobath AG (www.abk.ch), conception, mise en page, réalisation: Crafft Kommunikation AG (www.crafft.ch), rédaction photo: Studio Andreas Wellnitz, Berlin, adaptation française: Credit Suisse Language Services, pré-impression: n c ag (www.ncag.ch), impression: Stämpfli AG, tirage: 150000 exemplaires, contact: bulletin@abk.ch (rédaction), abo.bulletin@credit-suisse.com (service abonnés)



Un coin de ciel bleu

Comment définir la liberté personnelle ? Découvrons à travers le parcours de cinq hommes et femmes aux quatre coins du monde les multiples sens que peuvent revêtir ces mots.

Par Simon Brunner
Collaboration: Pal Pillai et Toni Gadza





Radha, 70 ans

OUVRIÈRE AGRICOLE, GUDIPALA, INDE

Radha a perdu la vue il y a plus de deux ans. Cette Indienne, qui n'a jamais connu son nom de famille, était alors une femme active. Elle travaillait aux champs et s'occupait de son foyer. Du jour au lendemain, elle s'est retrouvée dans l'obscurité.

« J'avais perdu ma liberté », dit-elle. Radha n'aimait pas marcher avec une canne, elle préférait se guider en suivant les murs à tâtons. Même se nourrir devenait un problème : « Lorsque j'avais faim, je devais attendre que quelqu'un cuisine pour moi. » Radha a été examinée pour la première fois dans un dispensaire. Diagnostic : une cataracte. L'opération aurait coûté 15 000 roupies (250 francs), une fortune pour elle. Mais le médecin lui a recommandé une clinique ophtalmologique à Chennai, qui opère gratuitement les personnes dans le besoin. La première chose qu'elle ait vue après l'intervention, c'était son visage. Les infirmiers tenaient un miroir devant elle. Elle était radieuse : « C'est l'une des meilleures choses qui me soient arrivées. » Elle a hâte de reprendre son travail aux champs : « Avant, on me payait 60 roupies (1 franc) par jour. Il paraît que les salaires sont passés à 100 roupies (1.70 franc) maintenant. »



David Eitzinger, 39 ans, et sa famille

**NAVIGATEUR AU LONG COURS, MOOREA,
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

« L'été touche à sa fin, dit David Eitzinger, le thermomètre n'affiche plus que 24 degrés la nuit. En quinze jours, j'ai dû enfiler un T-shirt deux fois. » Il rit de bon cœur.

A près de 40 ans, il fait le tour du monde en bateau avec sa famille depuis deux ans. Nous le joignons par téléphone en Polynésie française. « La visite de l'archipel constitue un temps fort pour les voyageurs, on est loin de chez soi, il semble inaccessible, mais il est paradisiaque. Et la population locale est complètement détendue. » Poursuivre le voyage semble difficile. La famille doit encore passer par les Tonga, les îles Fidji et le Vanuatu, mais avant elle veut encore vivre la saison des baleines à bosse.

En partant avec leurs enfants (5 et 6 ans), David et son épouse ont laissé à Berlin deux emplois bien payés (il était indépendant dans l'informatique, elle dirigeait un label de mode pour enfants) et une maison toute neuve. Pourquoi ? « En construisant notre maison, on s'est rendu compte que notre vie était toute tracée pour les quinze prochaines années. On s'est regardés et on s'est dit que ce n'était pas possible. Aujourd'hui, on vit l'aventure de notre vie. »









Eduardo « Eddie » Troche, 18 ans

(AU CENTRE, EN BASKETS BLEUES)
ÉLÈVE, CAMDEN, USA

«J'avais neuf ans quand j'ai perdu mon père», raconte Eduardo Troche, dit Eddie, en sueur pendant la pause au «Steve's Club» de Camden. Fils d'immigré portoricain, il vient presque tous les jours pour soulever des poids. La salle de musculation appartient à une organisation caritative qui veut aider les jeunes à sortir de la rue. En effet, cette ville portuaire de la côte est des Etats-Unis souffre particulièrement de la désindustrialisation. Un tiers des familles vit sous le seuil de pauvreté et le taux de chômage flirte avec les 20%. Selon l'institut de recherche CQ_Press, Camden était la ville la plus dangereuse des Etats-Unis en 2004, 2005, 2009 et 2012.

«Avant, mon père aussi allait souvent faire de la musculation, mais un jour, il a arrêté le sport et il a mal tourné. Il a fait de mauvaises rencontres et il s'est fait tuer, comme mon oncle et mon cousin, confie Eddie Troche. Pour moi, c'est clair: si j'arrête le sport, je vais avoir des problèmes. Je m'entraîne pour rester libre.»

Mrvica Metelko, 38 ans et Luce Terze, 36 ans

VIVRE EN AUTOSUFFISANCE, ÎLE DE BRAČ,
CROATIE

« Tout a commencé quand j'ai constaté que je n'étais plus heureuse en ville, dit Mrvica Metelko. Je me sentais prisonnière. »

C'était il y a sept ans. Et cette étudiante en économie est partie avec une amie, Luce Terze, vivre sur une île à une heure et demie de Split en bateau.

Elles y ont vécu en autosuffisance, bientôt rejoints par deux amis. Mrvica Metelko raconte : « On a travaillé dur, on a ri, on a pleuré et on s'est disputés. On chantait, on jouait, on apprenait, on s'asseyait autour du feu, on nageait dans la mer, on promenait le chien, on faisait du pain, on plantait nos légumes, on lisait beaucoup, on écrivait, on dessinait. Cette nouvelle vie me libérait. »

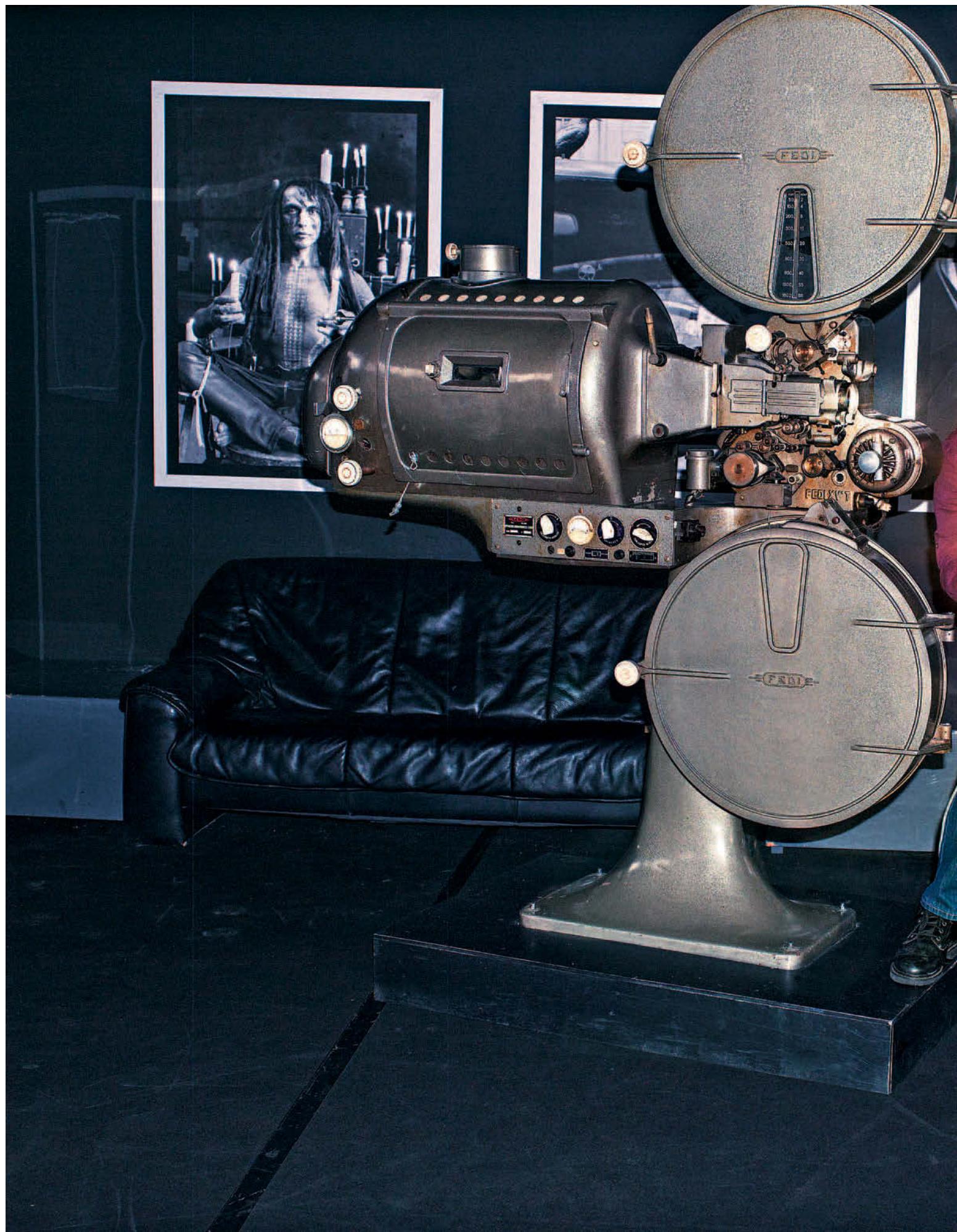
La communauté occupait une maison de pierres et dormait dehors en été et au

printemps. « En général, on avait une place fixe dans la nature. Ma chambre était à l'orée d'une forêt de pins avec une vue imprenable sur un bosquet d'oliviers et sur la mer. »

Ils vivaient presque en autarcie et n'avaient besoin que de peu d'argent. « Cent euros chacun pour toutes les dépenses mensuelles. » Mais cette année, ils ont dû quitter les lieux. « Notre vision ne correspondait plus à celle du propriétaire des lieux. » Depuis, Mrvica Metelko et ses amis cherchent un nouvel endroit. « Notre histoire ressemble à une utopie, mais après sept ans, je peux dire que le retour à une vie normale n'est pas une option envisageable. »









Peter Luisi, 37 ans

CINÉASTE, ZURICH, SUISSE

«Quand j'allais à l'école du cinéma en Californie, j'ai dormi neuf mois dans une voiture et je volais même mes repas à la cantine. Il fallait que j'économise 5 000 francs pour le film de fin d'études.» Peter Luisi, cinéaste suisse, a toujours su qu'il ne ferait qu'une chose : du cinéma. Pour réaliser son rêve, il doit faire de nombreux sacrifices. Il travaille nuit et jour, vit modestement et est «prêt à vider (son) compte pour chaque film».

A l'école, il a lu le classique «Feature Film Making at Used-Car Prices» (Comment faire un film au prix d'une voiture d'occasion) et il a tourné son premier film pour 7 000 dollars. «Il était horrible.» Puis il a eu du succès avec «Verflixt Verliebt» (2004), «L'homme de sable» (2011), «Boys are us» (2013) et le scénario de «Vitus» (2006), écrit avec Fredi M. Maurer. Mais il a aussi connu des revers. Pour «Love made easy» (2006), un investisseur s'est retiré du projet au dernier moment. Peter Luisi s'est accroché. Bilan : 180 000 francs de dettes.

«Monsieur Luisi, quelles sont vos motivations ?» — «Mon moteur interne m'impose de faire des films. J'y suis obligé.» — «C'est aussi une question de gloire et d'honneur?» — «Pas vraiment. La vie d'un metteur en scène est moins glamour qu'on ne le croit.» — «Que voulez-vous réaliser?» — «L'art doit toujours inspirer. Une bonne œuvre, c'est un cadeau pour la vie. Voilà ce que je recherche.»

LIBERTÉ CHÉRIE

Par Wolf Lotter

La liberté n'est pas un cadeau.
C'est une conquête.
Le bien le plus précieux qu'un homme
puisse désirer.
La plus importante des luttes.

La liberté n'exige aucune reconnaissance.
Elle exige engagement, effort,
passion, courage.
Car ce n'est pas un cadeau.
C'est un combat.

LIBERTÉ

Quel beau concept. Mais de quoi s'agit-il au juste ? De quoi est-elle faite ? Peut-on la voir, l'entendre, la sentir ? Quel goût a-t-elle, quelle texture ? Peut-on la mesurer, la peser ?

Autant de questions qui semblent n'intéresser que les philosophes ou, occasionnellement, une branche exotique de la recherche neurologique qui, depuis quelques années, s'attache à expliquer le phénomène du libre arbitre. Mais sinon, la question ressemble plutôt à un problème de riches : la liberté ? Les gens n'ont-ils donc pas d'autres préoccupations ? Au-delà des discussions de comptoir et autres beaux discours, ne nous leurrons pas : l'Occident et ses richesses ne s'en soucient guère. Combien d'Occidentaux auraient vraiment le courage de s'engager ou de lutter pour leur liberté personnelle, de défendre leur droit d'expression ? Serions-nous prêts à agir comme les manifestants de Leipzig en 1989, lorsqu'ils descendirent dans la rue pour réclamer plus de libertés ? Connaissons-nous encore le goût de la liberté comme ceux qui, ces dernières années, ont tout risqué, en Egypte, en Tunisie, en Syrie, en Libye ou en Turquie ?

Nous savons cependant une chose : la liberté a le goût et l'odeur du printemps. L'actuel mouvement pour la liberté s'appelle « Printemps arabe », comme autrefois la résistance des Tchèques contre leurs oppresseurs s'appelait « Printemps de Prague ». La liberté est une fenêtre ouverte. La vie est dehors.

Mais n'est-ce pas dangereux ? Dehors, il y a des inconnus. Et une fenêtre ouverte ? On risquerait de tomber, ou quelqu'un pourrait entrer ! Nous admirons les citoyens du « Printemps arabe ». Un peu, en tout cas. Les héros de la liberté font de belles icônes pop. Mais nous savons également à quoi nous en tenir. La liberté, ce n'est pas le paradis non plus.

La liberté est une fenêtre ouverte. Mais n'est-ce pas dangereux ? On pourrait tomber, ou quelqu'un pourrait entrer !

On se demande où sont les courageux défenseurs de la liberté dans nos contrées. Sommes-nous si libres que nous pourrions nous passer d'un « Printemps européen » ou d'un « Printemps occidental » ? Le couple inséparable liberté-diversité est-il solide au point qu'il ne soit plus nécessaire d'en parler ?

Penchons-nous un instant sur cette question. A l'ombre de la crise, une autre musique se fait entendre, favorable aux adversaires de la liberté, ceux qui l'accusent d'être un problème de riches. La liberté, c'est pour les nantis, les capitalistes. L'homme du peuple, lui, veut de l'ordre, des règles, une situation claire. Il a besoin qu'on s'occupe de lui, particulièrement en période de crise ! Il a besoin d'un guide, car il est incapable de décider librement et individuellement. Que préfère-t-il : la

liberté ou un salaire régulier ? La liberté ou une retraite assurée ? En temps de crise, la liberté est remise en question, et depuis toujours. Les dictatures du XX^e siècle sont un parfait exemple de ce qui se passe lorsque les hommes troquent leur liberté contre un guide et une prétendue sécurité matérielle.

Car voilà le problème de la liberté : lorsqu'elle existe, personne ne la remarque, car elle paraît aller de soi. Un grand degré de liberté implique également de nombreuses prises de décisions. Il faut constamment essayer, tenter, expérimenter : ce n'est pas de tout repos. Par essence, le pouvoir a toujours épargné au peuple l'effort de la décision, lui a interdit les expériences par mesure de précaution. Le modernisme, les Lumières, la science,

Contrairement à ses détracteurs, elle ne redoute pas le changement. Sans liberté, rien ne s'améliore.

leurs partisans étaient dans l'autre camp et s'appelaient Giordano Bruno ou Galilée. Ils connaissaient le prix de la liberté, savaient qu'elle ne fait pas bon ménage avec la sécurité. La liberté veut aussi dire que les choses pourraient être autrement. Elle n'a rien à voir avec cette sécurité illusoire qui prétend tout prévoir, tout réguler. Contrairement à ses détracteurs, elle ne redoute pas le changement. Sans elle, rien ne s'améliore jamais.

Ainsi, la situation est paradoxale : en Occident, la société d'abondance ne se serait pas tant développée si elle n'avait conquis, à l'ère du modernisme, les libertés nécessaires à l'épanouissement de l'esprit et du savoir. Là où elle règne, où les marchés et la pensée sont libres, le bien-être et la démocratie croissent dans des proportions insoupçonnées. Mais ceux qui en jouissent ne savent pas forcément à quel point la liberté contribue à leur bien-être. Dans bien des cas, nous avons tout simplement oublié de quoi fut fait notre « printemps démocratique ».

Beaucoup d'Occidentaux repus ne savent plus ce qu'est la liberté. Ils la considèrent comme une évidence. Ils rêvent plutôt d'un Etat social qui pourvoirait à tous leurs besoins et s'occuperaient de leurs problèmes. On discute de « justice sociale », se laissant résumer par : je veux la même chose que les autres et qu'on me le garantisse. Cela n'a rien à voir avec la justice et l'équité, il s'agit bien plus d'avidité, de convoitise, de cupidité – autant de vices que « l'Etat équitable » ne combat qu'en apparence. Mais peut-on bien gouverner sans attiser ces préjugés ?

Le contrôle est la préoccupation première de tout gouvernement. Plus ce contrôle est grand, plus le pouvoir politique est puissant. Voilà pourquoi les hommes politiques parlent si volontiers de liberté mais rognent tout espace, limitent tout lieu où nous pourrions nous permettre de faire ce que nous voulons – la pratique de la liberté, en somme. Au nom de la prétendue justice, sous prétexte d'égalité, les espaces de liberté disparaissent de plus en plus. C'est ce qu'énonce l'éthicien économiste allemand Rupert Lay dans son ouvrage intitulé « Ethik für Manager », constatant que parler de liberté plutôt que

d'accorder des espaces de liberté est l'une des stratégies de manipulation les plus utilisées par les dictatures pseudo-démocratiques.

La liberté comprend un risque dont aucune chance n'est dépourvue, condition préalable à une évolution positive. Seuls ceux qui ne connaissent rien à la vie peuvent espérer que le changement vienne de lui-même. Dans les pays émergents et en développement, la soif de liberté croît avec l'émancipation économique. De plus grandes libertés économiques engendrent des libertés politiques plus nombreuses. L'Europe a connu cette évolution avant que la grande satiéte ne vienne faire oublier la valeur de la liberté et, avec elle, la source du progrès et du développement.

Trop nombreux sont nos concitoyens qui préfèrent les garanties aux chances que la liberté peut offrir. Pour le Prix Nobel d'économie Friedrich August von Hayek, le but de la liberté consiste à pouvoir créer des évolutions qu'il nous est impossible de prédire. Cela signifie également que nous ne savons jamais ce que nous perdons avec la limitation de la liberté. Rester libre demande un travail exigeant, incitant à tout examiner avec attention, à toujours aiguiser son regard, et non à se contenter de se faire servir. C'est se servir soi-même. La liberté, nous dit Friedrich August von Hayek, n'est positive qu'en fonction de l'usage que nous en faisons. Elle ne nous assure aucune possibilité particulière. Au contraire, elle nous laisse décider de ce que nous ferons de la situation où nous sommes.

Bref, la liberté est une affaire d'adultes. Particulièrement en ces temps où beaucoup, dans leur rapport à la liberté et à la diversité, se comportent de façon puérile.

La liberté est une affaire d'adultes. Particulièrement en ces temps où beaucoup se comportent de façon puérile.

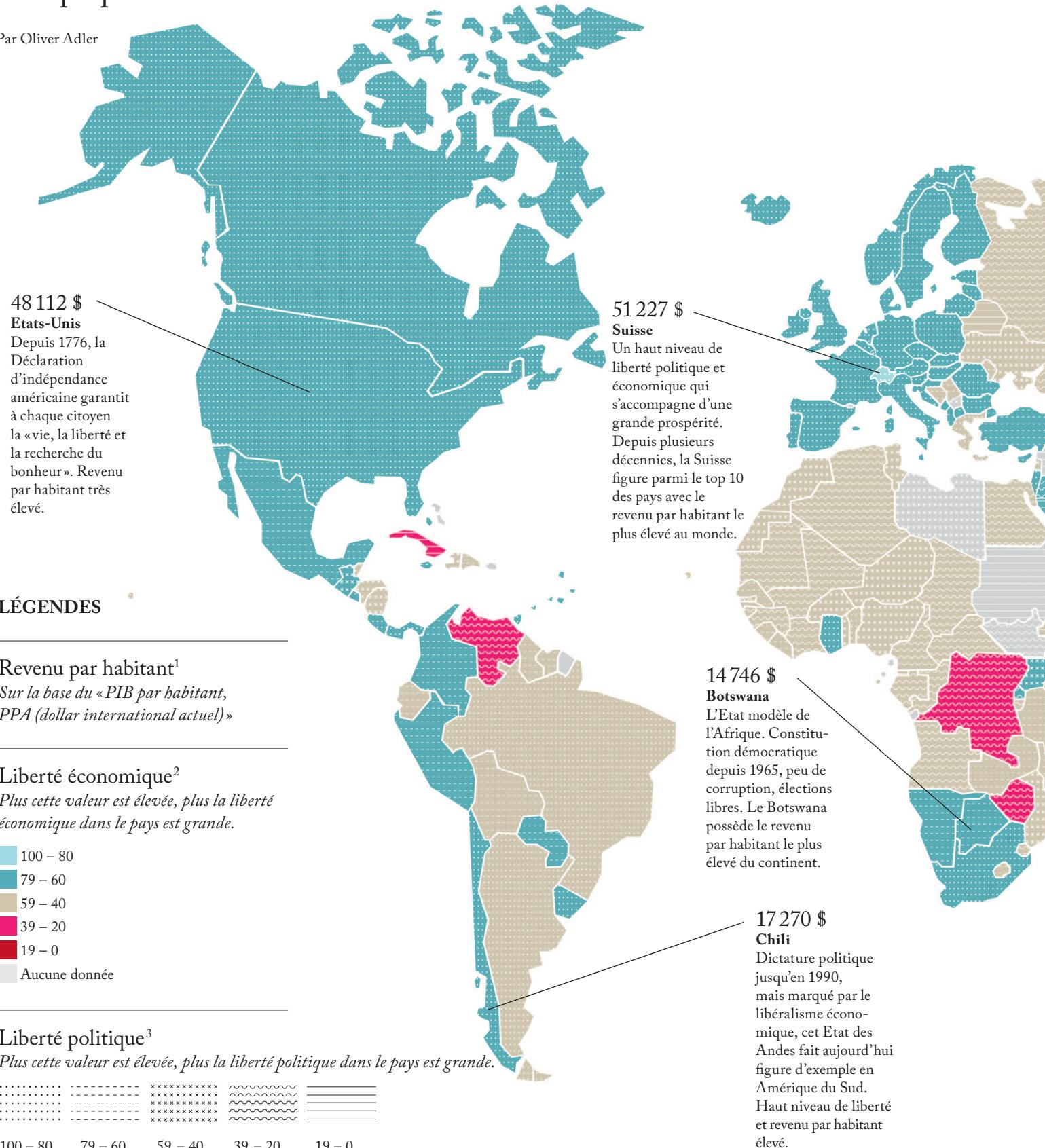
Nous devons faire ce que nous n'avons pas le droit d'omettre : recommencer à défendre la liberté, de façon inflexible, dogmatique et doctrinaire, comme nous y encourage Friedrich August von Hayek, sans concession aux considérations pratiques. On ne transige pas avec elle pour toute la sécurité du monde. La société civile a besoin de combattants de la liberté, sensibles à son parfum et à son goût, à son poids, à son bruit et à sa forme. Luttons pour notre liberté – non pas parce que nous ne pouvons nous y soustraire, mais parce que nous le voulons. □

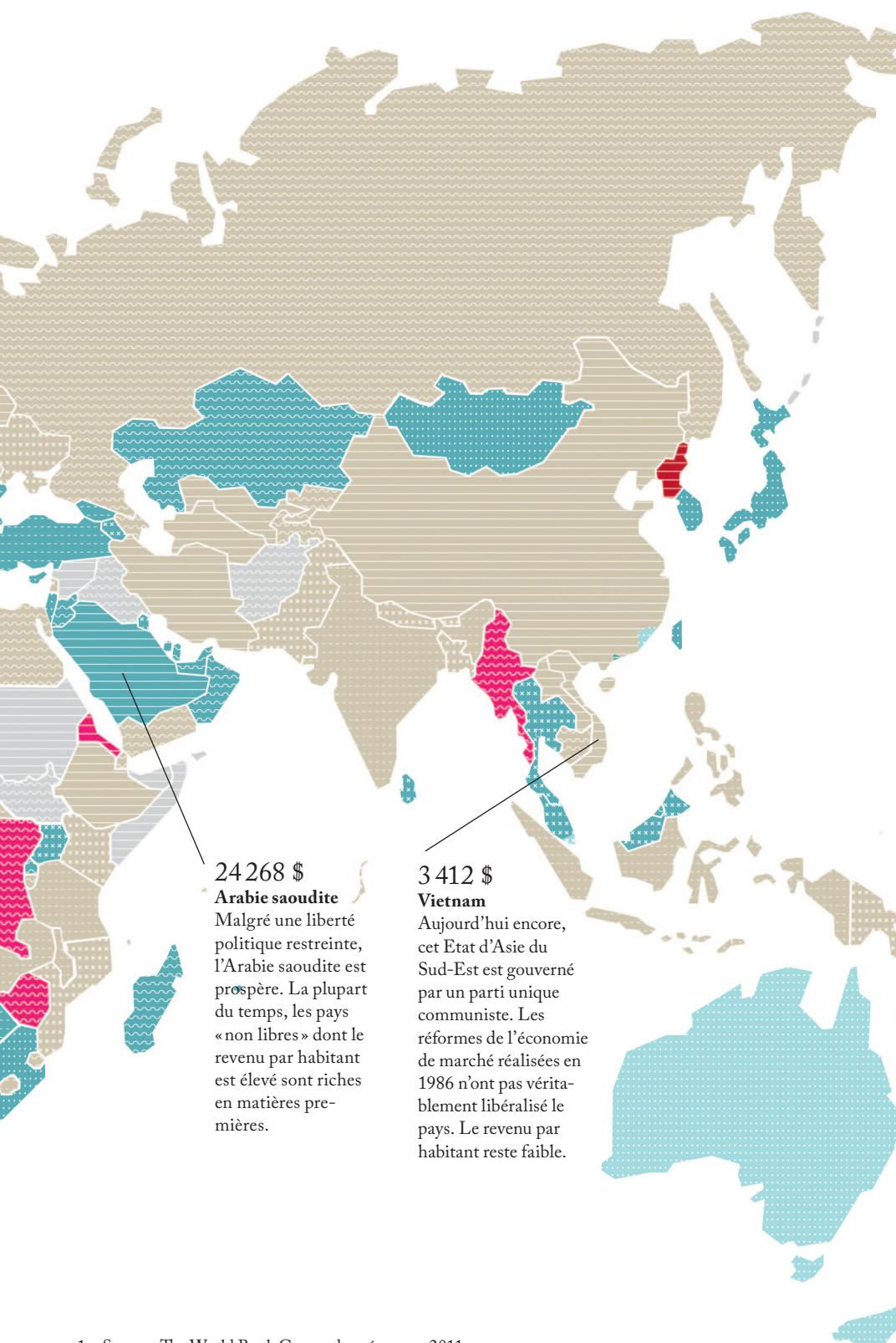
Wolf Lotter est cofondateur et auteur du magazine économique allemand « brand eins ». Son nouveau livre, « Zivilkapitalismus. Wir können auch anders », paraîtra en août 2013 aux éditions Pantheon.

Une économie plus libre, dans le monde entier

Pourquoi la mondialisation contribue-t-elle à la prospérité,
et à qui peut-elle nuire ?

Par Oliver Adler





1 Source: The World Bank Group, données pour 2011

2 Source: Terry Miller, Kim R. Holmes et Edwin J. Feulner, 2013 Index of Economic Freedom (Washington, D.C.: The Heritage Foundation and Dow Jones & Company, Inc., 2013)

3 Source: Freedom in the World 2013, Freedomhouse

La mondialisation a pris des proportions énormes, surtout depuis les années 1990. Elle a accéléré la croissance économique et amélioré les conditions de vie dans la plupart des pays développés et en développement. Elle a créé des emplois et élargi les possibilités de consommation. En revanche, elle a nui à la répartition des revenus et à l'environnement. Reste à savoir dans quelle mesure elle contribue effectivement à la liberté politique.

La mondialisation, réseau international d'économies nationales toujours plus étroit, suit différents courants : le commerce de matières premières, de produits manufacturés et de services va croissant ; les investissements directs internationaux augmentent ; le savoir ainsi que la culture se propagent dans le monde entier et les individus sont de plus en plus mobiles. Entre ces lignes, les liaisons transversales sont étroites : le commerce et l'investissement international s'accompagnent d'une diffusion accrue du savoir-faire.

Progrès et revers

Comme l'expliquent les économistes Ronald Findlay et Kevin O'Rourke dans leur fascinante histoire de la mondialisation (*«Power and Plenty»*, Princeton University Press, 2007), ce phénomène n'est pas nouveau. Au cours du dernier millénaire, de nombreuses poussées transrégionales et transcontinentales ont alterné avec des phases de «démondialisation». A l'apogée de l'empire mongol entre 1250 et 1350, un réseau commercial «mondial» s'est développé. L'essor et la richesse des villes marchandes de Venise et de Gênes sont le résultat de cette vague de mondialisation, qui a été interrompue par l'épidémie de peste due, quant à elle, à un échange international de bactéries et de virus.

Une période intensive de mondialisation a découlé de l'industrialisation de l'Angleterre et de régions d'Europe continentale, Suisse incluse, et de la croissance rapide des agricultures américaine et russe à partir de la moitié du XIX^e siècle. Entre la fin des guerres napoléoniennes et la Première Guerre mondiale, le commerce international a progressé de 3,5% par an, tandis que les taux de croissance >

s'élevaient à 1% entre 1500 et 1800. Pendant la phase la plus intensive, entre 1875 et 1913, les volumes de matières premières et de produits manufacturés négociés dans le monde ont été multipliés par trois. La Première Guerre mondiale et les secousses politiques qu'elle a suscitées ont ouvert une nouvelle phase durable de démondialisation, au cours de laquelle les performances économiques ont chuté notamment en raison du protectionnisme accru.

Libre épanouissement, mais pas partout

La re-mondialisation de l'après-guerre a d'abord été timide et s'est matérialisée sous des formes différentes. La guerre froide, le cloisonnement des pays du bloc de l'Est et de la Chine à l'égard du commerce mondial, le retrait des puissances coloniales de leurs possessions et la prise de pouvoir par les gouvernements socialistes, nationalistes et protectionnistes ont contribué à ce développement hésitant. Durant les premières décennies d'après-guerre, la vague de re-mondialisation n'a concerné que les pays de l'OCDE actuels. Et la part des exportations dans le produit intérieur brut (PIB) y a rapidement aug-



Trop peu compétitifs, les centres industriels comme la ville de Detroit aux Etats-Unis, marquée par l'industrie automobile, font partie des perdants.

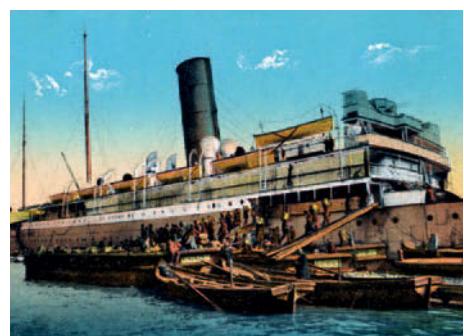
à la phase précédent la Première Guerre mondiale, ces pays fournissaient des matières premières, mais aussi des produits manufacturés. La mondialisation a atteint un point culminant avec l'ouverture de la Chine, l'Etat le plus peuplé du monde, et son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Son essor a accéléré l'intégration dans le commerce mondial de pays exportateurs de matières premières en Amérique latine et en Afrique.

Entre-temps, la mondialisation a pris des proportions considérables : la part des échanges de marchandises dans le PIB mondial (somme des exportations et des importations) est passée de 18% en 1960 à 30% en 1990. En 2007, elle a atteint son point culminant avec 53% du PIB mondial. Les investissements directs internationaux sont passés de 50 milliards de dollars en 1980 à 200 milliards en 1990. Ils ont ensuite été multipliés par dix pour atteindre 2000 milliards de dollars en 2007.

Qu'est-ce qui favorise la mondialisation ? La quête du gain, bien évidemment. Les individus ou les entreprises exploitent les opportunités d'acheter, de vendre ou de produire avantageusement des biens ou des services en dehors de leur pays ou de leur continent. Mais ce n'est pas suffisant pour favoriser l'interpénétration de l'économie mondiale. Les progrès en matière de transport sont un moteur essentiel des

dernières vagues de mondialisation. Le développement de la navigation à vapeur et des chemins de fer a conduit, à partir du milieu du XIX^e siècle, à une baisse draconienne des coûts du transport inter et intracontinental et à un développement du commerce.

Deuxième moteur : le démantèlement des droits de douane et autres limitations. De 1846 à 1949, l'abolition des restrictions à l'importation de céréales en Grande-Bretagne a provoqué une hausse massive des importations d'Amérique ainsi que de Russie, et un afflux de travailleurs et de capitaux de l'agriculture nationale dans l'industrie, qui a pu gagner



Au XIX^e siècle, les innovations en matière de transport étaient l'un des principaux moteurs de la mondialisation.



L'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001 : un temps fort de la mondialisation.

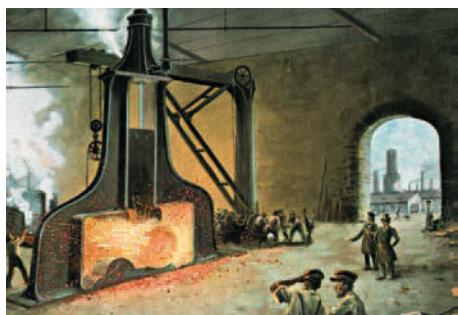
menté ; en Europe de l'Ouest, elle est passée de 9,5% en 1950 à 30% à la fin du siècle.

La réintégration des pays émergents n'a eu lieu massivement qu'à partir de 1980, se limitant d'abord aux « tigres » asiatiques. Fait nouveau, contrairement

en compétitivité et accroître ses exportations. A partir de 1947, l'abolition des droits de douane dans le cadre du GATT a favorisé le commerce entre les membres actuels de l'OCDE.

Est-on à la veille d'une prochaine étape ?

Si les efforts de création du Trans Pacific Partnership (TPP) et les négociations annoncées en vue d'un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE sont concluants, une nouvelle étape de mondialisation sera franchie. Toutefois, l'impact de tels accords commerciaux régionaux ou « préférentiels » sur le commerce mondial est plus faible que celui d'une suppression globale des barrières. Les droits de douane ayant déjà atteint un niveau très bas (entre 1988 et 2011, ils ont chuté de 14% à 6%), la suppression des obstacles non tarifaires ou l'harmonisation des normes et des règlements serait plus favorable à d'autres bénéfices de la mondialisation.



L'industrialisation de l'Angleterre a ouvert une phase de progrès particulièrement intensive.

Troisième moteur de l'intégration économique mondiale : la division du travail, toujours plus poussée dans l'industrie et les services. Voitures, avions, iPad, services bancaires ou même jambon de Parme ne sont plus fabriqués au même endroit, mais sur des chaînes de production transnationales et transcontinentales complexes. Ce moteur pourrait perdre de l'importance si de nouvelles technologies, comme l'impression en 3D – ou une plus forte vérité des coûts du transport –, rendaient de nouveau séduisante la concen-

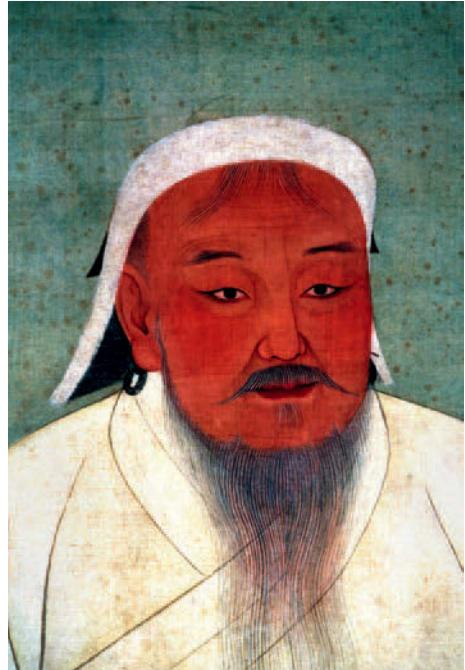
tration de plusieurs étapes de production sur un même site.

Quatrième facteur, bien que temporaire : les fluctuations cycliques des prêts transfrontières, qui intensifient les échanges. L'essor du crédit pendant la phase préliminaire de la crise financière a anormalement attisé la demande de produits étrangers, notamment aux Etats-Unis et en Europe méridionale, et décuplé la puissance de la dernière vague de mondialisation. La stabilisation du système financier et la prévention de fluctuations excessives du crédit, par exemple en renforçant la capitalisation des instituts financiers, contribueraient à la pérennité de la mondialisation.

Toutefois, le moteur principal de la mondialisation est de nature politique : les entreprises et les individus n'osent développer leur activité internationale que s'ils sont relativement sûrs du maintien de la paix dans le monde. Les poussées de mondialisation passées sont venues dans des phases durant lesquelles une « puissance hégémonique » garantissait l'ordre mondial, qu'il s'agisse de Gengis Khan pendant la Paix mongole, de la Grande-Bretagne pendant la Paix britannique ou des Etats-Unis pendant la Paix américaine. Aujourd'hui, la pérennité de la mondialisation intensive de l'économie ou son développement dépendent de la volonté des puissances gouvernementales de renoncer à régler publiquement les conflits d'intérêts et de veiller à la stabilité grâce à des compromis et à des accords bilatéraux ou multilatéraux.

L'économie ne cesse de croître

Les poussées de mondialisation ont toujours été des phases de croissance économique supérieure à la moyenne. Parallèlement aux investissements importants et aux progrès technologiques rapides, la forte croissance des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest pendant les premières décennies de l'après-guerre a conduit à des mesures de libéralisation et à un resserrement des liens commerciaux. L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale a aussi provoqué une accélération de la croissance locale et internationale : le fait que, selon les estimations, les condi-



Gengis Khan a jadis bâti un réseau commercial quasi mondial.

tions de vie de près d'un milliard d'individus, qui vivaient dans la plus grande pauvreté dans les pays en développement, se soient considérablement améliorées entre 1990 et 2010 est aussi une conséquence de l'économie mondialisée.

Qui en souffre ?

Toutefois, la mondialisation ne fait pas des heureux. Au XIX^e siècle déjà, l'intégration accrue a provoqué d'importants mouvements en dents de scie dans les revenus : tandis que les propriétaires fonciers américains et argentins, exportateurs de produits agricoles, profitait de la mondialisation, les salaires subissaient une pression à la baisse ; et dans les pays exportateurs de produits industriels comme la Grande-Bretagne ou le Japon, ils augmentaient. Au contraire, dans les pays comme la France et l'Allemagne, dont les terres sont moins fertiles, les revenus des paysans chutaient.

Pendant la phase moderne de mondialisation, caractérisée par un capital très mobile qui cherche les sites de production les plus avantageux, la rémunération dans les pays à salaires élevés comme les >

Etats-Unis a stagné, surtout pour les travailleurs moins bien formés ; seuls les salaires des individus très qualifiés et le rendement des capitaux ont augmenté. Le transfert massif dans les pays émergents d'une production industrielle gourmande en énergie y a renforcé l'impact sur l'environnement et l'a diminué sous nos latitudes.

Que faire ?

Un débat essentiel s'ouvre sur les effets de la mondialisation dans les pays exportateurs de matières premières. Les données de la fin du XIX^e siècle montrent que le revenu par habitant stagne dans les pays africains et asiatiques (exception : le Japon) qui exportent des matières premières. Pendant de longues phases au XX^e siècle, les salaires ont peu augmenté dans de nombreux pays en développement. Toutefois, ce phénomène n'est pas tant imputable à la mondialisation qu'à la protection étatique du secteur agricole dans les pays riches.

Il est difficile de nier que le processus de mondialisation inclut des perdants et des répercussions négatives. Cependant, certains de ces effets pourraient aussi se manifester sans la mondialisation. Le progrès technique et la croissance de la productivité conduisent à la perte d'emplois qui ne sont plus nécessaires. Dans ce cas, il est bon de se demander quelles réactions peuvent être pertinentes en matière de politique économique. Première réponse possible, l'encouragement des investissements dans les secteurs porteurs est bien plus judicieux que la défense, coûteuse, d'industries non viables. Ensuite, les taxes d'incitation, comme dans le secteur de l'environnement, sont encore plus importantes dans une économie mondialisée. Et enfin, il est préférable de préconiser plus généralement de soutenir les perdants de la mondialisation plutôt que de retirer ses avantages à la majorité. □

Oliver Adler est responsable du service Economic Research du Credit Suisse.

Le protectionnisme : un doux poison. Quand l'économie s'enlise, la tentation de protéger le marché intérieur est grande.

En temps de crise, la politique subit des pressions accrues : elle doit veiller à ce que les capitaux et les emplois ne quittent pas le pays. Le recours aux mesures protectionnistes est tentant. L'exemple de la crise économique des années 1930 montre cependant que de telles interventions peuvent avoir de lourdes conséquences. En réaction à la dépression, de plus en plus de pays ont essayé de restreindre la demande globale à leur propre pays et d'éviter les importations. L'exemple le plus célèbre est le Smoot-Hawley Tariff Act aux Etats-Unis, qui a porté les droits à l'importation de plus de 20 000 produits à des niveaux records.

D'autres pays ont répliqué avec leurs propres restrictions commerciales. La vague de nouveaux droits de douane et de barrières non tarifaires a mené à un effondrement massif des échanges de 30%, dont le commerce mondial ne s'est toujours pas relevé un siècle plus tard.

Les chiffres montrent autre chose
Le GATT, né des leçons tirées de la crise économique mondiale, a été conclu en 1947 en vue de démanteler les droits douaniers et autres obstacles au commerce international. Pendant les décennies suivantes, les droits de douane ont été largement abaissés. Le GATT a aussi posé les jalons de la fondation de l'OMC en 1995, dont il fait encore partie.

Depuis le début de la crise économique de 2008, les représentants politiques internationaux affirment tenir au libre-échange. Toutefois, pendant cette crise, on observe aussi une augmentation des interventions protectionnistes : le groupe indépendant Global Trade Alert Monitoring a dénombré plus de 2 000 mesures de ce type depuis le début de la crise – une tendance à la hausse. En dépit de

tous les accords de libre-échange, plus de 60% d'entre elles émanent des pays du G20.

Des dommages encore limités

Contrairement aux années 1930, au début de la crise figuraient au premier plan des mesures dont la majorité ne tombait pas sous le coup des règlements de l'OMC. Parmi celles-ci, les subventions à l'investissement, les dispositions «Buy National» pour les plans de relance et les appels d'offres, les restrictions de l'immigration ou les obstacles commerciaux non tarifaires comme les contraintes bureaucratiques ou les directives sur les produits.

Le recours aux instruments de protection traditionnels comme les augmentations des droits de douane et les mesures antidumping va aussi grandissant. L'OMC estime que 3,5% du commerce de marchandises mondial, soit le volume des échanges annuels de l'Afrique, est concerné par les nouvelles restrictions commerciales. Cependant, après l'effondrement de 2009, le volume d'échanges de marchandises a de nouveau atteint, dès 2011, le niveau d'avant la crise. En revanche, avec 2% en 2012 et 3,3% escomptés en 2013, les taux de croissance annuels du commerce mondial sont actuellement bien inférieurs à la moyenne à long terme de 5,4%.

Toutefois, les dégâts du protectionnisme actuel sont encore limités par rapport aux années 1930. Jusqu'à présent, le cadre réglementaire de l'OMC a permis à la politique de résister.

Bettina Rutsch Ostermann travaille pour le département Swiss Macroeconomic Research du Credit Suisse.



- Taux préférentiel sur les comptes épargne et salaire
- Retrait d'argent liquide et trafic des paiements* sans frais dans toute la Suisse
- Univers de primes attrayantes

bonviva

Prestations bancaires attractives – pour vivre mieux

Parce qu'il ne suffit pas d'un clin d'œil pour payer.

Commandez le paquet de prestations bancaires complet Bonviva pour bénéficier de nombreux avantages.

credit-suisse.com/bonviva

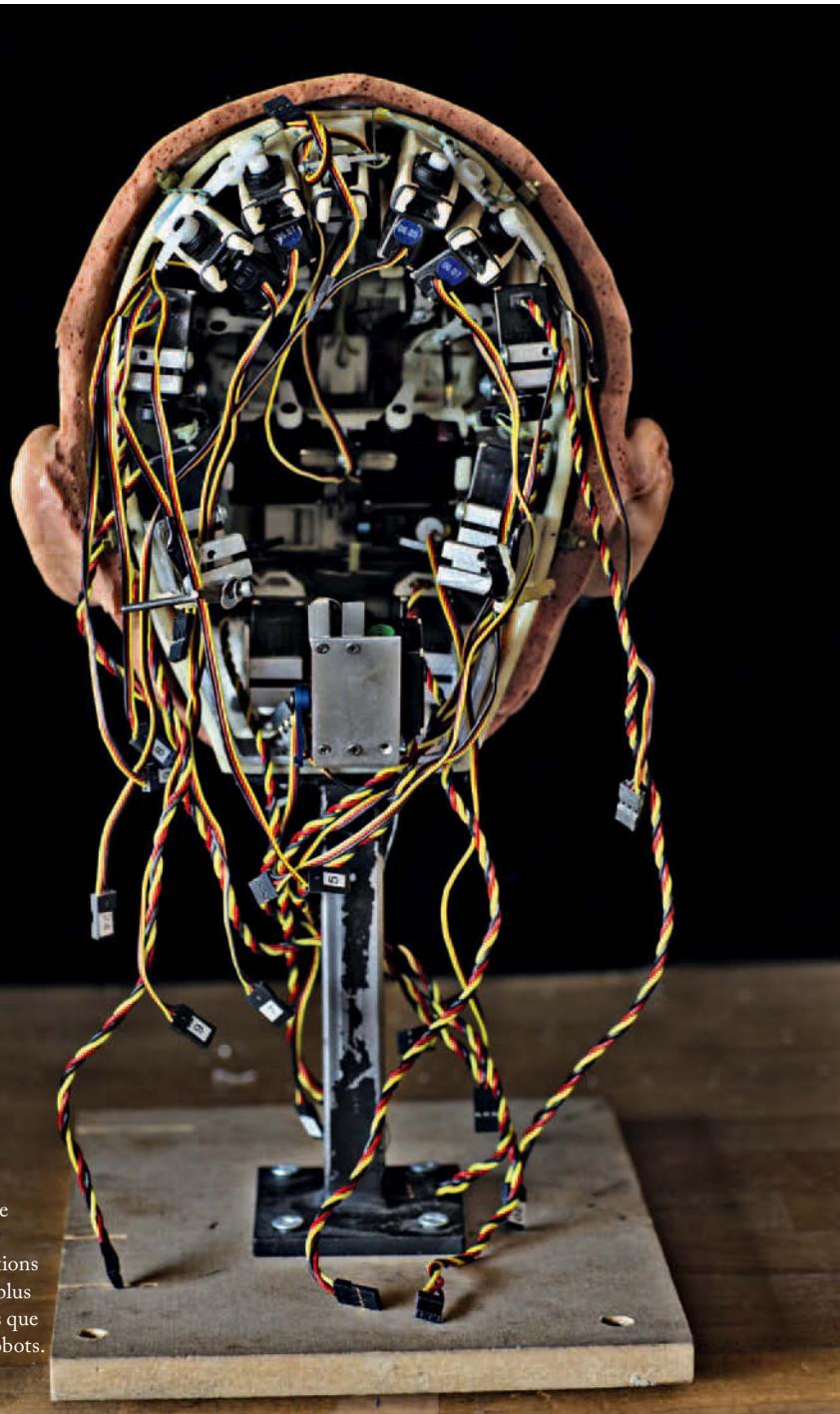
*A l'exception des frais de tiers.

A ½ prix la
première année

Que ma volonté soit faite

Choisissez-vous réellement de lire ce texte ? Philosophes et chercheurs spécialistes du cerveau ne s'entendent pas sur la question.

Par Stefanie Schramm



La consigne donnée aux sujets était simple : décider d'appuyer sur le bouton droit ou le bouton gauche. Le rôle de la personne qui dirigeait l'expérience s'est révélé plus compliqué : découvrir à quel moment la décision naît dans le cerveau, et surtout à quel moment le sujet s'en aperçoit. Il y est parvenu grâce à un scanner cérébral, à un logiciel spécialisé et à des calculs astucieux. Le résultat fut un succès : dix secondes avant que le sujet ait le sentiment de faire un choix conscient, le cerveau avait déjà tout préparé.

L'expérience menée en 2007 par John-Dylan Haynes au Centre Bernstein de neuroscience informatique, basé à Berlin, a ravivé un débat qui fait rage depuis des années entre philosophes et chercheurs spécialistes du cerveau : l'homme est-il véritablement libre de ses choix ? Car si notre cerveau prend une décision avant que nous en soyons conscients, où se situe notre libre arbitre ? Sommes-nous simplement les organes d'exécution de nos neurones ?

Un destin tout tracé

Les philosophes qui croient au principe du libre arbitre s'emportent notamment lorsqu'ils entendent les déclarations de Wolf Singer et de Gerard Roth. Ces deux chercheurs spécialistes du cerveau sont les plus fervents représentants du déterminisme neurologique, selon lequel nos décisions sont prédéterminées par la façon dont notre cerveau fonctionne et le libre arbitre n'est qu'une illusion. Cela aurait non seulement des conséquences sur notre conception de l'homme, mais aussi sur la justice pénale, par exemple : comment peut-on condamner une personne si elle

n'a eu d'autre choix que de commettre un méfait pour la simple raison que son cerveau fonctionne ainsi ?

Le scepticisme à l'égard du libre arbitre est peut-être aussi vieux que l'idée elle-même. Dans l'Antiquité, les atomistes se posaient déjà la question suivante : si les causes se succèdent sans cesse, comme ils le pensaient, où donc le libre arbitre peut-il intervenir ? Au XIX^e siècle, le mathématicien Pierre Simon de Laplace introduisit le « démon de Laplace » : si, à un instant donné, on connaissait toutes les lois de la nature et la situation dans tous les coins du cosmos et si l'on disposait d'une capacité de calcul assez grande, alors on pourrait prévoir l'avenir pour l'éternité.

Fraises ou cerises ?

Les chercheurs spécialistes du cerveau nous apportent une désillusion supplémentaire : nous ne serions conscients que d'une petite partie de ce qui se passe dans notre cerveau. Ce sont surtout des processus inconnus qui déterminent nos décisions, par exemple pourquoi telle personne préférera la confiture de fraises à celle de cerises. La plupart d'entre nous ignorent d'ailleurs ce fait. L'homme est très doué pour trouver *a posteriori* des explications rationnelles aux choix irrationnels.

Une étude menée auprès de patients chez qui le lien entre les deux moitiés du cerveau a été coupé l'illustre bien : un ordre non verbal est envoyé à l'hémisphère non responsable de la parole, sans que l'autre le perçoive, par exemple : « Marchez jusqu'au bout du couloir. » Cet ordre reste inconscient, car il n'est pas exprimé en mots, mais le patient l'exécute sans hésitation et si on lui demande pourquoi il a fait cela, il aura une explication sensée, comme : « J'avais soif et je voulais aller me chercher une boisson. » Cela n'a manifestement rien à voir avec la véritable raison inconsciente.

Pour l'étude de John-Dylan Haynes, cela signifie qu'une succession de processus inconscients prépare la décision bien avant que l'on ne s'en rende compte. Toutefois, nous ne sommes pas pour autant commandés par notre cerveau : « Mon cerveau, c'est bien moi. » Comme bon nombre de ses collègues, le chercheur spécialiste

du cerveau ne fait pas de différence entre le moi et le cerveau, l'inconscient et le conscient. Ce n'est pas parce qu'une chose arrive de façon inconsciente qu'elle relève du hasard ou de l'irrationnel. Au contraire : nos gènes, qui portent en eux l'histoire de l'humanité, et nos impressions d'enfance (les deux plus grands facteurs d'influence) sont souvent à l'œuvre dans l'ombre. S'ajoute notre expérience, que nous faisons au quotidien : la culture, les médias,

quelle forme revêtirait-il ? Le philosophe Michael Pauen compare cela à un parlement qui, dans une même situation, prendrait chaque jour des décisions opposées, de façon arbitraire. Pour nous, cela signifierait qu'un libre arbitre ne serait pas influencé par notre expérience. Toute décision serait, au final, aléatoire. Le philosophe Peter Bieri (plus connu sous le pseudonyme de Pascal Mercier, l'auteur du roman « Train de nuit pour Lisbonne ») ex-

Si tout était prédéterminé par la façon dont notre cerveau fonctionne, cela aurait aussi des conséquences en matière de justice pénale.

nos semblables. Voilà les raisons qui nous conduiraient à agir ainsi, selon Haynes. Nos choix seraient déterminés par notre expérience et celle de nos ancêtres. Pas de libre arbitre, donc.

« Nos actes traduisent notre volonté »

Benjamin Libet, le chercheur qui a déclenché le débat il y a trente ans, a trouvé de quoi faire place au libre arbitre. A l'époque, il avait mené cette expérience décrite plus haut, que Haynes a améliorée par des méthodes plus récentes. Benjamin Libet avait déjà mesuré un écart entre l'activité première du cerveau et la décision consciente, aussi infime fût-il : 0,3 seconde. Puis, entre la décision consciente et l'acte, il s'écoule de nouveau 0,2 seconde.

C'est exactement dans cet espace que le chercheur, aujourd'hui décédé, a trouvé la place pour le libre arbitre : dans cet intervalle, l'homme pourrait encore changer d'avis et sa conscience pourrait opposer son veto. Wolfgang Prinz, chercheur spécialiste du cerveau, reprend aujourd'hui cette idée. La volonté consciente serait une sorte de ratification de la décision prise par le cerveau. En d'autres termes : « Nous ne faisons pas ce que nous voulons, nous voulons ce que nous faisons. »

Reflet de l'image de soi

Pourtant, voudrait-on disposer d'un libre arbitre absolu si on le pouvait ? Et

plique que cela n'aiderait pas l'homme à survivre, et que ce serait même la dernière chose que nous souhaiterions. Pour lui, le libre arbitre est une « volonté consciente » correspondant à l'image de nous-mêmes, à notre expérience et à nos aspirations.

Alors, sommes-nous réellement libres ? Finalement, il s'agit aussi d'une question de vocabulaire. Pour la plupart des philosophes, « libre » signifie « inconditionnel ». La majorité des chercheurs spécialistes du cerveau considère que, dans ce sens, nous ne sommes pas libres, car nos actes sont conditionnés par notre expérience et nos aspirations. Pourtant, notre bon sens interprète cela comme une liberté. L'homme est bien plus libre que tout autre être vivant ; il n'est pas une machine où appuyer sur un bouton suffit pour obtenir une réaction. □

Stefanie Schramm est journaliste scientifique à Hambourg. Elle travaille notamment pour l'hebdomadaire « Die Zeit », le magazine « mare » et la radio publique « Deutschlandfunk ».

La liberté selon l'un Ou l'autre .

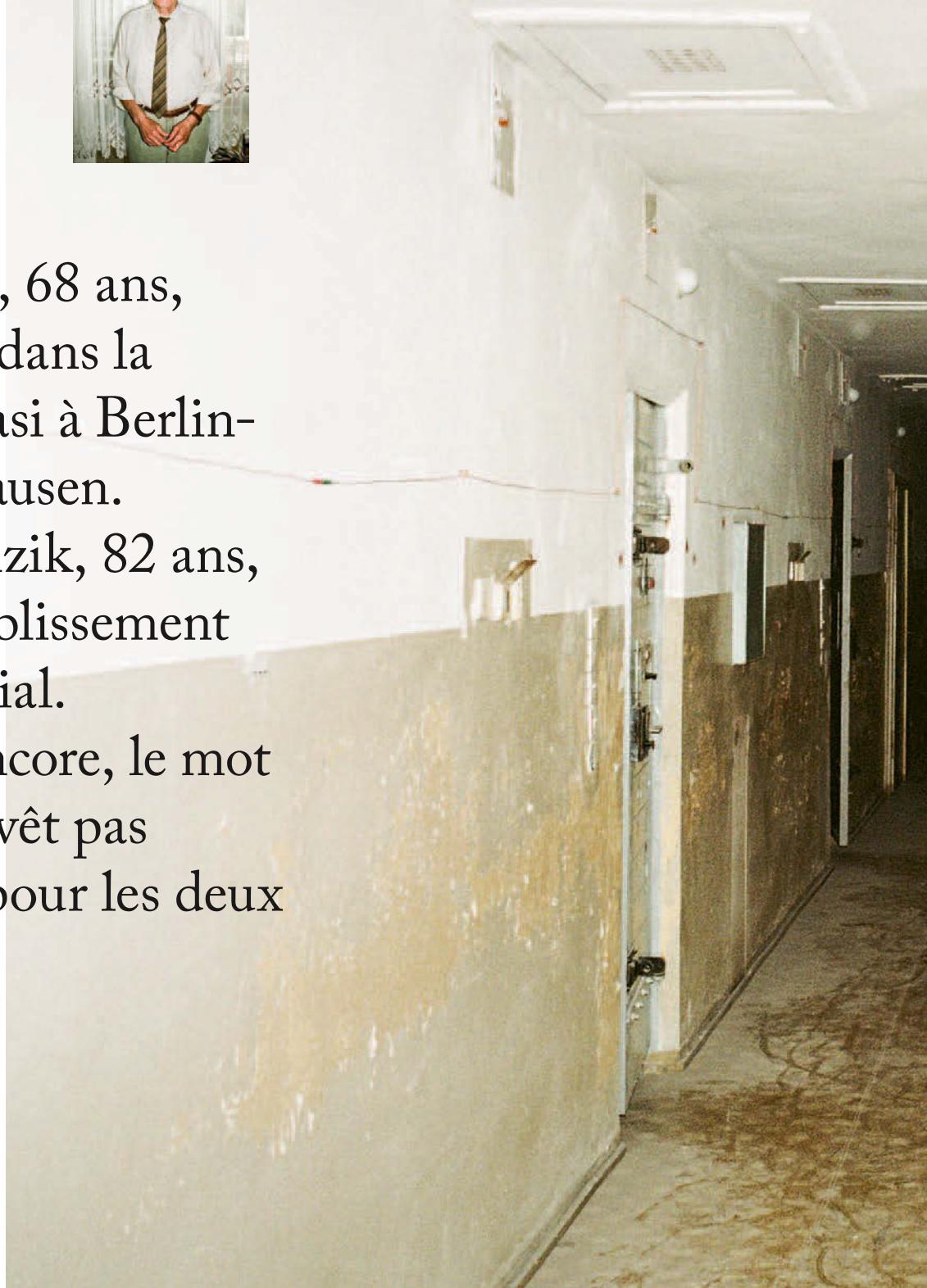


Gilbert Furian, 68 ans,
a été incarcéré dans la
prison de la Stasi à Berlin-
Hohenschönhausen.

Siegfried Rataizik, 82 ans,
a dirigé cet établissement
devenu mémorial.

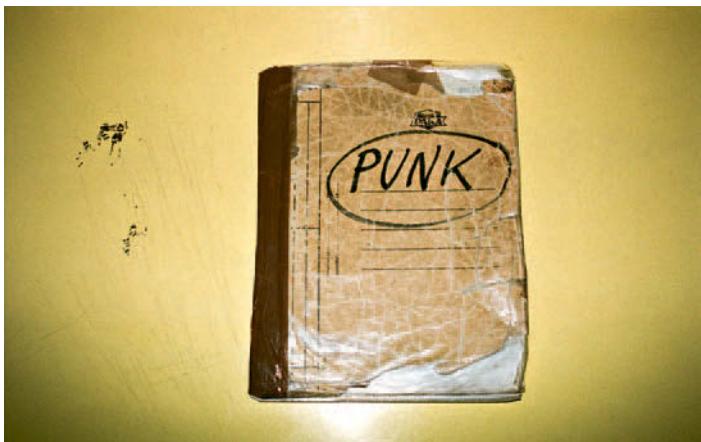
Aujourd'hui encore, le mot
«liberté» ne revêt pas
le même sens pour les deux
hommes.

Judka Strittmatter (texte)
et Lukas Gansterer (photos)





Le couloir qui conduit
à la cellule 314, où
Gilbert Furian a été
détenu.



Pages fatales : le livre qui a conduit Gilbert Furian en prison.

«Et encore, j'ai eu de la chance ici.»

— Gilbert Furian

Lorsque Gilbert Furian guide les écoliers à travers le Mémorial de la Stasi de Hohenschönhausen, difficile de croire qu'il a été écroué dans cette ancienne prison voilà presque trois décennies. Plus sarcastique qu'accusateur, il emploie des mots justes pour n'apitoyer personne. Peu importe la dureté des faits. Impossible de partager ses sentiments, dit-il, on peut juste transmettre des informations qui suscitent des émotions. Il tient à faire un travail sérieux et «non à satisfaire la soif du public pour les maisons de torture».

Gilbert Furian a été condamné en 1986 à deux ans et deux mois de prison. Il a purgé sa peine pendant sept mois dans le centre de détention provisoire de Hohenschönhausen. Son délit : avoir recueilli dans un livre des témoignages de punks interviewés durant son temps libre. Pour lui, ces rebelles marginaux conféraient une touche de gaieté à la RDA. Il tenait à faire passer le message. En secret, il en a photocopié les pages chez son employeur, fabricant d'installations de chauffage dans le centre de Berlin. Il les a remises à sa mère, qui pouvait voyager à l'Ouest. La douane a trouvé les documents et arrêté Gilbert Furian quelques semaines plus tard, sur son lieu de travail. Chef d'accusation : prise de contact illégale.

Pour les visites des cellules capitonnées et individuelles ou des salles d'interrogatoire, Gilbert Furian ne se sépare jamais de son épaisse sacoche en cuir brun. Il y conserve des documents à présenter et l'avait sur lui le jour de son arrestation.

Elle est l'emblème de l'époque «pendant laquelle il a soigné sa paix intérieure».

Il n'a pas laissé la Stasi lui voler son âme, c'est pourquoi il est «ressorti sain d'esprit». «Et encore, j'ai eu de la chance ici.» C'est-à-dire ? Il se trouve qu'il a été incarcéré alors que la torture physique, comme les coups ou la privation de sommeil, avait fait place à la torture psychologique, à la fausse sympathie. Parfois même à la bonne nourriture et à des interrogateurs aimables. Comme le sien. «Il a toujours été correct, presque amical, il me racontait que ses fils voulaient faire des études et qu'une mésange nichait sur son balcon.»

Comprendre et pardonner

Pour Gilbert Furian, être libre signifie aujourd'hui choisir de pardonner ou non. Après la réunification, il a rencontré son interrogateur sur un escalier roulant dans un grand magasin. L'ex-major a agi comme s'ils se connaissaient bien. Il s'est repenti et a accepté que Gilbert Furian l'interviewe. Il l'a même invité dans sa résidence secondaire.

«Aujourd'hui, il est inutile de réclamer une punition pour les anciens bourreaux», écrit-il dans la préface de son livre «Mehl aus Mielkes Mühlen – Politische Häftlinge und ihre Verfolger» (La fabrique Mielke – Détenus politiques et leurs bourreaux). Selon lui, il «vaut mieux essayer de comprendre qui ils étaient et comment ils parvenaient à se regarder dans une glace après leur travail sans rougir de honte. Il faut donc commencer par les écouter.»

C'est ce qu'il a fait, jusqu'au décès de son interrogateur l'an dernier. Ils ont correspondu pendant des années, surtout pour les fêtes. Il souhaitait même aller à ses funérailles pour lui rendre un dernier hommage, mais la famille du défunt s'y est opposée. Guider les visiteurs à travers le mémorial lui donne une impression de «victoire tardive sur les services secrets». Sans compter que son salaire ne lui est pas inutile : homme au foyer depuis 1991, il vit avec sa deuxième femme, pasteur dans le Brandebourg. Ses fils étudient à Berlin.

Le prix de la démocratie

Pour Gilbert Furian, la liberté en RDA était une liberté de «niches». Ecouter un chant religieux ou regarder un film hongrois ou polonais dans un petit cinéma à Leipzig. La chute du mur, déclare-t-il, ne lui a pas apporté la liberté ultime, mais plutôt ce sentiment particulier émanant des tables rondes où l'on réfléchissait à une communauté est-allemande indépendante. Il aurait bien aimé. Voilà ce qu'il pensait au moment de la réunification : ce qui vient, ce n'est pas l'égalité. Mais le plus important pour lui, c'est de «pouvoir exprimer sans crainte son opinion politique». Ce pour quoi il est «prêt à accepter les dommages collatéraux d'une économie axée sur le capitalisme». Le fait qu'exprimer son avis reste souvent sans effet était nouveau pour lui. Mais c'est le prix de la démocratie, qui a bien des visages.

Il philosophie volontiers sur la liberté de voyager, qui fait souvent surface lorsqu'on évoque les citoyens de l'ex-RDA et leurs désirs d'antan, mais elle n'a jamais été un motif pour s'installer dans un autre pays. Ni aujourd'hui ni à l'époque. La liberté de Gilbert Furian réside maintenant dans la littérature et la musique d'avant-garde, et bien sûr dans le choix entre plusieurs vins, yaourts et fromages différents. Mais sa liberté, au sens large, n'a rien à voir avec l'argent.



«J'en suis ressorti sain d'esprit.»
Gilbert Furian dans la cour
où il effectuait ses vingt minutes
de promenade quotidienne.



Aujourd’hui musée:
l’une des salles d’interrogatoire
de Hohenschönhausen.

« Nous n’avons rien fait de mal. »

— Siegfried Rataizik

Schöneicher Strasse, Berlin. Un titre de Docteur précède le nom inscrit sur la sonnette. Une caméra observe les visiteurs. Siegfried Rataizik n'est pas dans l'annuaire, mais s'il est curieux de savoir qui sonne, il se peut qu'il ouvre et fasse entrer ses visiteurs. Grand et légèrement voûté, sa chemise est impeccablement repassée. Comme s'il allait se rendre au travail, à deux pas.

« A deux pas », ou à trois minutes de marche seulement, se trouve l'ancienne prison de la Stasi de Hohenschönhausen, son lieu de travail pendant près de 40 ans, de 1951 à 1990. Le Ministère de la sécurité d'Etat, le MfS, c'était toute sa vie. Comme le socialisme, pour lequel il s'enflammait, par soif de justice après l'époque nazie, qui a tué sa mère en camp de concentration.

« Mensonges » et « inepties »

Le mot « justice », que Siegfried Rataizik aime à employer, doit sembler bien cynique aux oreilles de ses anciens détenus. Que lui et sa suite aient pu punir les personnes incarcérées pour divergence d'opinions, précisément avec les méthodes qu'ils avaient abominées sous l'époque nazie, pour lui ce sont des « inepties ». « Nous n'avons rien fait de mal », dit-il. Il ne faut pas attendre de repentir de sa part, cela reviendrait à renier sa vie. Or il a 82 ans.

Depuis sa salle à manger, il explique que, plus tard, alors qu'il n'était plus chef de la prison, il allait se promener « à deux pas » pour faire le tour de l'établissement qui ressemblait plus à des bureaux qu'à une

prison. Soupe populaire sous le Troisième Reich, les Soviétiques l'ont transformé en entrepôt en 1946. Il est tellement resté attaché au bâtiment qu'il lui est arrivé, des années après son licenciement, de se mêler aux visiteurs du mémorial avec d'anciens camarades du MfS. Ces derniers ont crié haut et fort à la calomnie quand les intervenants ont mentionné l'absence de pitié régnant dans les caves de l'établissement pénitentiaire au temps de la RDA. Il affirme que personne n'a été torturé à Hohenschönhausen, où la loi est-allemande était strictement appliquée. C'est encore ce qu'il pense aujourd'hui. Tout le reste n'est que « mensonges » ! Depuis ce jour-là, il est interdit d'entrée à Hohenschönhausen.

Dans son appartement aux normes pour handicapés, il s'adresse à travers le rideau à sa femme restée sur le balcon, en fauteuil roulant depuis son attaque cérébrale.

« Je ne me cache pas et je n'ai pas peur », affirme-t-il. Il raconte avoir fréquemment reçu des courriers injurieux, qu'il a conservés. D'anciens détenus se sont même présentés à sa porte en quête d'explications, et il les a fait entrer. Encore aujourd'hui, il se rend à des conférences, même à l'Ouest. Il met un point d'honneur à expliquer le fonctionnement du « Cabinet des horreurs du docteur Knabe(lari) » comme ses camarades et lui-même ont surnommé le mémorial. Ils ont même réussi à faire publier un livre sous ce titre, faisant allusion au directeur actuel du mémorial, Hubertus Knabe. Après tout, la liberté d'expression vaut aujourd'hui pour tout le

monde. Pas comme au temps où il travaillait. Pourtant, il a du mal à comprendre que la publication de ses opinions s'inscrit aussi dans le cadre de cette liberté, et il ne se considère pas libre à l'heure actuelle. « Bien sûr que je me réjouis des soins médicaux prodigués à ma femme, mais tout cela a un coût. »

Il touche une retraite « sanction » de 800 euros environ, mais il ne veut pas parler d'argent. Il préfère évoquer la satisfaction qu'il éprouve quand il considère le capitalisme de plus près. Et son « vrai visage », qui s'est révélé avec la crise bancaire. Il sait ce qu'il sait. « Je n'ai jamais voulu vivre sous le capitalisme. » Et c'est pourtant ce qu'il fait, parce qu'il y est contraint selon lui. Voilà pourquoi rien de positif sur le thème de la « liberté » ne lui vient à l'esprit. Ni sur celui de la « démocratie ».

« C'est ça, la liberté ? »

D'après lui, ceux qui exigeaient, d'autan, la liberté de voyager et la chute de la RDA n'auraient pas l'argent pour partir à l'étranger aujourd'hui. « C'est ça, la liberté ? » demande-t-il. Et toute cette criminalité, elle n'aurait jamais existé avec eux.

Siegfried Rataizik fait partie de la Gesellschaft zur Rechtlichen und Humanitären Unterstützung e. V., une association de soutien juridique et humanitaire. Elle est surtout animée par d'anciens collaborateurs du MfS, qui ont servi la dictature d'ex-RDA et se sentent mésestimés. Siegfried Rataizik regrette vivement de ne plus pouvoir autant s'impliquer qu'avant, en raison de l'état de santé de sa femme. Sur une fiche descriptive de l'association, ses collègues s'insurgent : « Craignant d'entendre la vérité sur la détention provisoire au sein du MfS, la direction [...] l'a interdit d'accès ! »

Journaliste et auteur indépendant, **Judka Strittmatter** est née en 1966 dans le Brandebourg. Elle a travaillé pour la « Berliner Zeitung » et le magazine de la « Süddeutsche Zeitung ». Son premier roman, « Die Schwestern », est paru l'an dernier aux éditions Aufbau.

Le photographe indépendant **Lukas Gansterer** vit à Vienne.

«Je n'ai jamais voulu vivre sous le capitalisme» Siegfried Rataizik dans son appartement.





L'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, s'engage en faveur des enfants et des femmes dans le monde entier. **INSTRUCTION ET ÉDUCATION:** Près de 67 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. L'UNICEF s'attache à ce que tous les enfants, en particulier les filles, puissent aller à l'école. **ENCOURAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE:** L'UNICEF met en œuvre des programmes dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'hygiène et de l'apprentissage précoce afin que les enfants passent les premières années de leur vie en bonne santé et en sécurité. **VIH/SIDA:** 2 millions et demi d'enfants de moins de 15 ans sont porteurs du virus VIH, et 16 millions sont orphelins à cause du sida. L'UNICEF s'investit en faveur des orphelins du sida et lutte contre la transmission du virus VIH de la mère à l'enfant au moment de la naissance. **PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE, LES ABUS ET L'EXPLOITATION:** Les guerres, les catastrophes, la violence et les enlèvements privent des millions d'enfants de leur enfance. L'une des missions centrales de l'UNICEF est d'offrir aide et protection à ces enfants. **DROITS DE L'ENFANT:** Chaque enfant a droit à une enfance préservée. C'est pourquoi l'UNICEF œuvre auprès des gouvernements, au niveau national et international, afin que les droits de l'enfant fassent partie de l'agenda politique.

unicef

www.unicef.ch, compte pour les dons: 80-7211-9

L'enfance aux enfants.



Les ados
et les médias
sociaux

DARK
NET



«L'inconnu ne
m'attire pas.»



Des «places de la
Liberté» aux quatre
coins du monde
(sur la photo, la place
munichoise
«Münchener Freiheit»)

Internet — Libération ou malédiction

?



Bloguer pour un
monde meilleur



Faits
et chiffres



Révolutionnaire !
La politique
dans l'âme !

VPN :
le tunnel
numérique



«Déjouer
le pare-feu»

Intro

Sur Internet, tout est possible. Le cyberespace, aussi abstrait que ce mot puisse paraître, est l'espace conférant le plus de libertés aux individus. Sans ce monde parallèle créé de la main de l'homme, nous ne pourrions plus nous représenter notre quotidien sur Terre, au diamètre limité à 12 700 km. Il s'agit du lieu où des idées prennent corps, le savoir est partagé, des opinions et des biens sont échangés, bien au-delà des cultures et des frontières. Ce dossier contient quelques aspects qui caractérisent cet espace incommensurable. Des jeunes s'expriment aussi en quelques mots, comme ils le font par SMS, sur Facebook ou sur Twitter, au sujet de leur rapport aux médias sociaux. Les « places de la Liberté » représentées appartiennent bel et bien au monde réel, photographiées et mises en ligne par les internautes.



Le domaine certainement le plus restrictif appartient à la Corée du Nord. Parmi ses quelques rares sites web accessibles figurent kcna.kp (agence d'information de l'Etat) et www.vok.rep.kp (radio « La Voix de la Corée »).

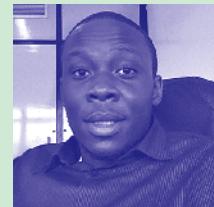


VIE PRIVEE

Hannah, 18 ans, est prudente avec ses données

Sur Instagram, je partage mes photos sans restriction. Mais sur WhatsApp, elles sont réservées aux personnes ayant mon numéro de portable. Et je ne le donne qu'à ceux par qui je souhaite être contactée.

— Hannah Halbheer, Zurich, Suisse



PROTECTION DES DONNÉES

Ekene, 22 ans, se méfie du gouvernement

Je poste mes images sur Facebook, Twitter ou YouTube dans un format non lisible par tous les ordinateurs. Je tente de protéger au maximum mes données, car je sais que si l'Etat veut obtenir des informations, il les obtient. J'utilise plutôt mon smartphone en espérant qu'il soit difficilement piratable et que personne ne m'épie lorsque je chatte avec mes amis.

— Ekene Obodoekwe, Port Harcourt, Nigeria



Freedom Plaza

Washington D.C., Etats-Unis : nommée ainsi en l'honneur de Martin Luther King, qui travailla non loin de là à son célèbre discours « I Have a Dream ».



Pourquoi je suis résolument optimiste

Andrew McLaughlin est l'un des pionniers les plus influents d'Internet. Pour lui, le web est révolutionnaire et profondément politique.

Personne n'a jamais comparé Internet à un eldorado. Les premiers cyberpionniers n'ont jamais supposé que la toile serait une zone de non-droit, il n'en était pas question. L'Etat devait simplement rester à l'écart. Ne pas s'immiscer, ne faire aucune suggestion. La liberté serait alors toujours plus grande, ce qui constituerait une formidable opportunité.

Cette vision s'est largement confirmée. Dans de nombreux pays, une censure est certes appliquée et la conception d'Internet comme un Far West incontrôlable est une caricature. Mais les jeunes gens d'aujourd'hui peuvent exprimer leur avis bien plus librement que les générations précédentes. Nous commençons à peine à comprendre ce que cela signifie.

A mon avis, si Internet est aussi révolutionnaire et profondément politique, c'est parce que sa structure est elle-même porteuse d'une idéologie. Le pouvoir est concentré dans les appareils qui se trouvent en marge du réseau. C'est précisément pour cela que nous vivons ce flux novateur à couper le souffle. Dans l'ancien modèle de télécommunication, toute l'intelligence du réseau se trouvait dans le boîtier téléphonique, cet objet étrange à douze touches qui se trouvait sur le bureau. Le réseau téléphonique était incroyable, mais il ne s'est pas beaucoup développé. Pendant les quarante ans qui ont suivi

l'introduction du téléphone à touches, les innovations se sont limitées au répondeur et au transfert d'appels.

Les médias de masse ont marqué une régression

Aujourd'hui, la Terre compte 7 milliards d'individus et 6 milliards de téléphones mobiles. C'est fantastique ! Tous les appareils ne sont pas compatibles avec Internet, mais 1,2 milliard d'utilisateurs disposent d'un accès haut débit. Sur le plan historique, nous considérerons le XX^e siècle comme un étrange détour dans la marche du progrès. Sur ce point, l'ère des médias de masse a été une régression en matière d'autonomie personnelle et de dignité morale. A l'époque du cinéma, de la radio, de la télévision, des journaux et des magazines, on ne pouvait que consommer et bénéficier passivement de vérités oraculaires annoncées par d'autres.

Les gens se souviennent avec nostalgie des anciens présentateurs de journaux, qui nous offraient un regard informé sur le monde. On ne comptait que quelques chaînes et donc quelques programmes, sujets de débats le lendemain. Certes, c'était génial. Mais c'est ainsi que les nazis ont pu faire campagne et qu'au Rwanda les stations de radio ont appelé à massacer les Hutus.

Communiquer et non consommer

De nos jours, l'idée de simplement s'asseoir pour lire fait sourire. Les jeunes veulent être eux-mêmes créatifs. Ils écrivent, commentent, parlent et communiquent. La démocratisation au sens classique. Bien sûr, il y a beaucoup de déchets. Mais après tout, nous sommes humains.

Je suis résolument optimiste. Les novices diront sûrement : « Mon Dieu, que de bêtises – le porno, les messages de haine, les trolls. » Ceux qui considèrent Internet de cette manière pensent sûrement qu'il s'agit d'une perte de temps. Mais quand je vois avec le recul ce qu'il est devenu... Quelques fans d'informatique californiens ont fédéré le monde de manière inimaginable. ➤

Les temps sont durs pour les forces obscures

Considérons l'appareil de censure gigantesque chinois. Je m'y suis frotté quand je travaillais pour Google. J'avais assis en face de moi des trentenaires carriéristes, diplômés de la Harvard Kennedy School, quiaidaient l'Etat chinois à museler l'opposition. C'était une rencontre avec les forces obscures d'Internet, au sommet de leur sombre art. Mais regardons la Chine d'aujourd'hui : le service Twitter chinois Weibo s'est développé de manière si explosive que l'Etat ne peut plus contrôler la diffusion des informations. Malgré dénormes ressources déployées pour la surveillance et la censure, malgré des arrestations et des peines arbitraires censées intimider la population, l'Etat ne peut empêcher que les habitants du Xinjiang ou du Tibet prennent des photos des émeutes et des actes de violence policière.

Le positif domine

Comme je l'ai dit, je porte un regard optimiste sur l'avenir. Bien sûr, la situation est houleuse et difficile. De nombreux extrémistes utilisent cette liberté pour s'organiser et diffuser des messages de haine. Toutefois, ces derniers sont largement compensés par notre aptitude à communiquer les uns avec les autres, à diffuser des informations et à nous rassembler.

Adapté par Rachel James.



Andrew McLaughlin est Senior Vice President de la société Betaworks et PDG de Digg et Instapaper. Auparavant, il a été notamment conseiller de Barack Obama, vice-président d'ICANN, responsable de la Global Public Policy de Google et maître de conférences dans les Universités de Stanford et de Harvard. En 1997, il faisait partie de l'équipe de juristes qui s'est opposée à la première loi américaine sur la censure sur Internet.

« Les Iraniens font rimer les blogs »

Les blogs politiques déclenchent-ils des révoltes ? Les blogueurs sont-ils plutôt de droite ou de gauche ? Pourquoi les femmes s'expriment-elles moins que les hommes ? La spécialiste Georgia Popplewell nous répond.

Interview : Sandro Benini

Récemment, des révoltes ont eu lieu, notamment dans les pays arabes. On dit qu'elles ont été rendues possibles par les blogs et les médias sociaux. Cela semble un peu exagéré. Les révoltes et les bouleversements ont toujours existé.

Il serait faux d'affirmer qu'elles ne pourraient plus avoir lieu sans communication virtuelle. Mais il est tout aussi incontestable que les blogs et les médias sociaux jouent aujourd'hui un rôle crucial dans les mouvements sociaux de protestation. Ils facilitent la diffusion des informations, l'organisation de rassemblements de masse, la mise en réseau des groupements, y compris au niveau international. Lors des émeutes en Tunisie, il n'était guère possible pour les médias traditionnels de réaliser des reportages sur place. Les chaînes d'information telles que CNN et Al Jazeera se sont donc reposées sur les rapports publiés en ligne par des habitués, et a posteriori il s'est avéré que ces informations étaient très fiables.

Vous êtes membre du jury pour un célèbre prix de blogs politiques et dirigez Global Voices, un site de blogs mondial regroupant

plus de 700 auteurs, né d'un projet de l'Université de Harvard. Qu'est-ce qui fait un bon blog politique ?

Il raconte des histoires passionnantes, en lien avec la vie personnelle de leur auteur. Très important : le blog ne diffuse pas seulement un avis mais se fonde sur des faits et une perception personnelle. Il contient des liens, des photos, des interviews et est régulièrement complété par de nouveaux billets. Il doit véhiculer l'authenticité et la passion de son auteur.

Les blogs politiques sont-ils plutôt progressistes ou conservateurs ?

En dehors des Etats-Unis, où évolue une grande communauté de blogueurs conservateurs, ils sont plutôt de gauche. Dans les pays où les blogs contribuent aux protestations sociales ou aux révoltes, leurs auteurs sont progressistes puisqu'ils se rebellent contre le système dominant. On peut en outre dire que les blogueurs sont majoritairement jeunes, cultivés, qu'ils vivent dans les centres urbains et sont souvent issus d'un environnement universitaire – ces caractéristiques sont celles d'un profil de gauche plus que conservateur.

Les deux blogueuses politiques les plus connues dans le monde sont probablement la Pakistanaise Malala Yousafzai et la Cubaine Yoani Sánchez. Les blogs issus des systèmes totalitaires sont-ils plus intéressants ?

Oui, généralement. Dans les Etats autoritaires, les médias officiels ne couvrent pas des pans entiers de l'actualité, ce qui accroît les possibilités et l'efficacité des blogs. Le cas de Yoani Sánchez est extraordinaire : grâce à sa renommée et au soutien de la défense des intérêts américains à La Havane, elle est la seule blogueuse cubaine traduite dans d'autres langues. A Cuba, il existe de nombreux blogs, proches du gouvernement également, mais à l'étranger on pense souvent que la seule voix cubaine sur la toile est celle de Yoani Sánchez. C'est un paradoxe : elle n'y est pour rien, mais en tant que blogueuse cette grande adversaire de l'absolutisme cubain se voit elle-même attribuer des traits totalitaires.

Vous êtes originaire de Trinité-et-Tobago, votre site publie des blogs de quasiment tous les pays du globe. Quelles sont les différences régionales ?

Les différences sont infimes, à une exception près : dans la blogosphère iranienne, la poésie a la cote.

Sur les forums en ligne, la grande majorité des commentaires sont rédigés par des hommes. La plupart des blogueurs sont-ils des hommes ?

Sur Global Voices, une étude a révélé que les femmes sont aussi nombreuses que les hommes à écrire, ce qui est inhabituel. En effet, comme vous le dites à juste titre, les médias sociaux sont dominés par les hommes. Pourquoi ? Probablement parce que les hommes ont toujours été habitués à exprimer leur opinion. Et ils ont plus de temps, puisque les femmes s'occupent du foyer et de l'éducation des enfants.

« Aujourd'hui, les blogs et les médias sociaux jouent un rôle crucial dans les protestations sociales. »

Les blogueurs travaillent-ils bénévolement ou certains gagnent-ils de l'argent ?

La grande majorité est bénévole. Seuls quelques blogueurs génèrent suffisamment de trafic pour intéresser les annonceurs. Ils ne sont pas nombreux à fonctionner sur un modèle payant. Et le cas échéant, ce sont des journalistes professionnels. Chez nous, seuls 3% des collaborateurs

sont payés, non pas pour écrire, mais pour couvrir certaines régions du monde et, dans certains cas, pour traduire. De nos jours, les journaux respectés luttent pour leur survie ; on ne peut s'attendre à devenir riche en bloguant.

En d'autres termes : les blogueurs sont des aspirants journalistes qui n'ont pas tout à fait réussi.

Je le formulerais d'une manière plus délicate : de nombreux blogueurs s'entraînent à écrire, à raconter des histoires et à formuler leur propre opinion. Rien de risible ici. En définitive, il existe depuis des journalistes chevronnés qui, faute de travail, bloguent ou souhaitent s'imposer comme experts dans un domaine particulier.

Quel blog politique nous recommandez-vous ?

Il est difficile d'en choisir un seul. Mais je vous conseille de lire celui de l'un de nos cofondateurs, Ethan Zuckerman : <http://www.ethanzuckerman.com/blog>



Georgia Popplewell, 50 ans, originaire de Trinité-et-Tobago, est journaliste, responsable des médias et blogueuse. Elle dirige le site de blogs Global Voices. Auparavant, elle a travaillé pour une télévision indépendante et a fondé en 2005 Caribbean Free Radio, la première webradio des Caraïbes.



Meydan-e Azadi

Téhéran, Iran : la place de la Liberté est dominée par la tour du même nom (monument érigé initialement en mémoire du shah), symbole de la ville.



amis

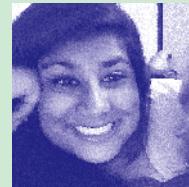
Naama, 23 ans, a réduit son cercle d'amis

Je passe beaucoup de mon temps libre sur les médias sociaux. Par contre, avec les gens, je suis quelqu'un de très réservé. Mes parents le savent et ne s'en mêlent donc pas. Je viens de supprimer tous les amis Facebook que j'avais uniquement ajoutés pour en avoir le plus possible. Je n'ai gardé que ceux que je connais aussi dans la vraie vie.

— Naama Shneior,
Mitzpe Hila, Israël

8,12

millions de téléchargements illégaux de « Projet X » via BitTorrent. C'est le film le plus copié en 2012. La série la plus téléchargée illégalement était « Game of Thrones » (4,28 millions).



MOBBING

Adri, 17 ans, se comporte correctement sur le web

J'ai moi-même été victime de mobbing sur Internet.

Une expérience difficile, dont je me suis heureusement remise. Depuis, je fais attention à ce que je publie. J'ai par ailleurs exploité les possibilités des médias sociaux pour ma candidature au conseil des étudiants, en créant un groupe Facebook, qui a très vite rassemblé 300 membres.

— Adri Lazarus, Charlotte, Caroline du Nord, Etats-Unis

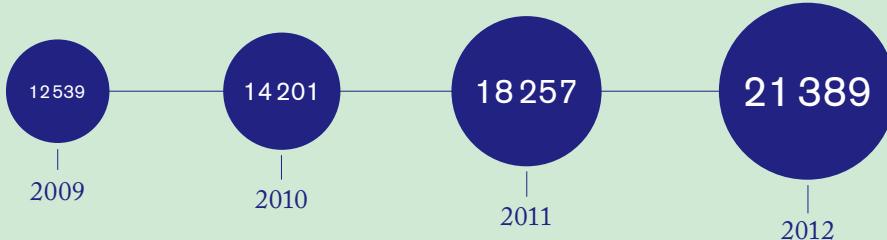


Szabadság tér

Budapest, Hongrie : le Mémorial soviétique controversé de la place de la Liberté rend hommage aux soldats de l'Armée rouge tombés pour la libération de la ville en 1944/1945.

INFO, PLEASE!

Demandes de renseignements sur les utilisateurs



Somme des requêtes gouvernementales déposées auprès de Google pour la divulgation d'informations sur les utilisateurs (selon le rapport de transparence de Google).



Code QR

A l'origine, le code QR (Quick Response) a été créé par Toyota pour des raisons logistiques.

On le trouve aujourd'hui un peu partout. Il peut être lu via un téléphone mobile pour obtenir des informations complémentaires sur des produits ou des articles de presse. Même les pompes funèbres l'utilisent: gravé sur une pierre tombale, il renvoie vers une page web dédiée au défunt.



Azadlıq meydanı

*Bakou,
Azerbaïdjan :
la place de la
Liberté s'appelait
autrefois place
Lénine, nom
resté dans l'esprit
de nombreuses
personnes. Pour
elles, le palais du
gouvernement est
encore le
«Dom Sovyet».*



HACKER

Diego, 25 ans, victime de vol virtuel

Je me suis fait pirater alors que j'étais connecté à un réseau Wi-Fi public. Des pirates ont dérobé mes mots de passe, c'était très pénible. J'ai dû en changer aussitôt pour reprendre le contrôle de mes comptes.

— Diego Elison, Pau dos Ferros, Brésil

FILTRI TEE 12

est l'adresse du centre de cyber-défense de l'OTAN à Tallinn. Depuis 2008 y sont développées des stratégies de défense en cas de cyberguerre. Un lieu qui n'est pas anodin: l'Estonie avait été la cible d'une cyber-attaque un an auparavant, vraisemblablement de la Russie.

320 KG

C'est le poids de l'élan «Pete» libéré après une campagne en ligne en 2010. Echappant à l'euthanasie grâce à une pétition électronique de défenseurs des animaux, il a pu rester dans son parc du Vermont, aux Etats-Unis. Il est mort deux ans après à la suite d'une anesthésie dans le cadre du traitement d'une maladie du sabot.

Internet: l'assurance de la liberté

Le Japonais de 28 ans Daiyuu Nobori, doctorant, a développé un programme donnant à tous l'accès libre à Internet. Certains gouvernements voient ce tour de passe-passe d'un très mauvais œil.

Par Christoph Neidhart



La liberté sur Internet n'existe pas à l'échelle mondiale. Accès limité, contenus bloqués et filtrés, sanctions lourdes contre les blogueurs et lois contre l'anonymat sur la toile : ces dernières années, les Etats n'ont eu de cesse de restreindre l'accès à Internet, même de façon temporaire. Dans son rapport 2013 «Ennemis d'Internet», Reporters sans frontières classe parmi les pays les plus restrictifs l'Iran, la Chine, la Syrie, Bahreïn et le Vietnam, liste à laquelle Freedomhouse ajoute encore quelques pays.

Dans le même temps, les tentatives réussies pour combattre la limitation d'Internet se multiplient, qu'elles résultent de protestations de la population ou de la jurisprudence. Récemment, un jeune Nippon a trouvé un moyen pour contrer la censure et joue depuis au chat et à la souris avec des Etats restrictifs comme l'Iran et la Chine.

Daiyuu Nobori, 28 ans, doctorant en informatique à l'Université de Tsukuba, a développé un programme capable de contourner tous les pare-feu. Un site américain exalte : «Aujourd'hui, des citoyens du monde entier doivent supporter la censure sur Internet. Un Japonais vient de créer des conditions justes pour tous.»

Un tunnel pour les données

Deux mois après le lancement de «VPN Gate» en mars, le programme recensait déjà 4,5 millions d'utilisations. Le principe est simple : l'utilisateur construit un «Virtual Private Network» (VPN) avec «VPN Gate» pour contourner la censure. Il s'agit d'une connexion permanente via Internet, comme celle utilisée par les entreprises pour la transmission sécurisée de leurs données, d'un tunnel passant outre le pare-feu. Une connexion est ainsi établie entre l'utilisateur et une station relais.

Il existe certes des services VPN sur Internet, mais « VPN Gate » n'est pas seulement gratuit : il fonctionne sur toutes les plates-formes et avec tous les protocoles de transmission.

Plus d'un quart des utilisateurs viennent d'Iran, un peu moins de Chine. D'un point de vue statistique, les Sud-Coréens ont jusqu'ici été les meilleurs « clients » de Daiyuu Nobori ; Séoul bloque généralement les contenus jugés choquants, d'où qu'ils viennent. La plupart de ceux qui bravent la censure ne le font donc pas pour des raisons politiques. Les pages bloquées par le gouvernement chinois les plus consultées sont issues de Twitter, Facebook, YouTube et Wikipédia.

Daiyuu Nobori se défend d'avoir des visées politiques : « Je suis ingénieur. » Les gouvernements qui censurent Internet « aiment à invoquer des raisons techniques. Avec mon logiciel, je les aide. » Il l'appelle son « jeu avec les pare-feu ».

« Mario » l'a aidé à faire le grand saut

Au début de sa carrière il y avait déjà un jeu. Et une barrière électronique. Enfant, Daiyuu Nobori jouait à « Mario 3 » sur sa Nintendo, jour et nuit. L'appareil lui permettait d'accéder à l'étape suivante une fois qu'il avait réussi l'étape précédente. Ne parvenant pas au dernier niveau, il a voulu manipuler l'appareil. Cela impliquait d'apprendre le langage de programmation C, raconte son père, qui lui a procuré un vieil ordinateur. Daiyuu Nobori n'a jamais franchi la barrière de la Nintendo, mais en tant que membre du club informatique de son école, il a convaincu le directeur que se connecter sur Internet via un réseau ISDN était du gaspillage. Le directeur lui a alloué 10 000 francs, qui lui ont servi à créer avec ses amis un réseau pour l'école.

Au Japon, les procédures pour être accepté dans une université prestigieuse sont très sélectives, seuls les plus doués y échappent. C'est le cas de Daiyuu Nobori, qui a intégré le département informatique de l'Université de Tsukuba. Il s'est vu confier une mission dès le premier semestre : créer un réseau VPN pour le Ministère du commerce et de l'industrie. En fait, il n'avait pas du tout l'intention de postuler, mais il s'y est senti obligé, son professeur le lui ayant demandé.

A partir du projet pour le ministère japonais, Daiyuu Nobori a créé son premier programme capable de contourner les pare-feu. Et il l'a très bien vendu. A cette époque, il ne pensait pas à la censure des Etats, mais aux entreprises japonaises

et à l'université. Ses clients étaient des employés de bureau qui ne pouvaient pas consulter leurs sites favoris depuis leur poste de travail. Grâce à son programme « Softether », ils ont fait de leur ordinateur personnel un relais.

De ce projet est finalement né « VPN Gate ». Au départ, il mettait le serveur de son université à la disposition de ses utilisateurs. Mais celui-ci a facilement été bloqué par les censeurs. Il a alors commencé à chercher des volontaires à travers le monde ; mi-mai, près de mille personnes s'étaient déjà inscrites. Elles partagent aujourd'hui leur connexion avec des utilisateurs restreints par la censure, qui peuvent désormais établir une connexion VPN.

Un pays parmi les plus restrictifs, Daiyuu Nobori ne dit pas lequel, a adapté son « grand mur » plus d'une fois au cours des dernières semaines pour déjouer « VPN Gate ». Mais chaque fois, l'étudiant est parvenu à le duper. « C'est le jeu du chat et de la souris, mais il est difficile de dire qui est le chat et qui est la souris. »

L'issue du combat de Daiyuu Nobori pour la liberté numérique est incertaine, mais pas la conclusion de sa thèse. Dans l'affaire « VPN Gate », le jeu du chat et de la souris en est à son huitième round. Jusqu'ici, Daiyuu Nobori a toujours une longueur d'avance. Et pour lui, les choses sont claires : « Je continuerai jusqu'à ce que la censure cesse. »

« Difficile de dire qui est le chat et qui est la souris. »

Christoph Neidhart est le correspondant des journaux « Süddeutsche Zeitung » et « Tages-Anzeiger » à Tokyo. Il est également auteur et a notamment publié « Die Kinder des Konfuzius. Was Ostasien so erfolgreich macht » (Les enfants de Confucius. Ce que l'Asie de l'Est réussit si bien) (éditions Herder).



« Je me méfie de l'inconnu »

Tina Brown dirige l'un des principaux sites d'information. Elle est pourtant très réservée vis-à-vis d'Internet.

Interview : Simon Brunner

Tina Brown, Internet est-il une malédiction ou une bénédiction ?
C'est ironique : dans les pays développés, Internet est plutôt un mal, mais dans les pays en développement, c'est un outil fantastique. En Occident, la jeune génération est sursollicitée, et le web détruit la vie sociale. A 22 ans, ma fille envoie un message à une amie cinq minutes avant leur rendez-vous : « Désolée, je vais plutôt chez Jack. » Mais dans les pays en développement, Internet est bien sûr essentiel à l'ouverture des sociétés.

Faites-vous confiance à Internet ?
L'ancien président américain Bill Clinton et son équipe refusaient catégoriquement d'utiliser les e-mails, qu'ils jugeaient trop dangereux. Ils communiquaient uniquement par téléphone. Je ne pourrais pas en faire autant. Normalement, je me méfie de l'inconnu, mais je livre beaucoup de choses sur Internet, et cela me rend plutôt mal à l'aise.

Pourtant, vous n'avez pas de profil Facebook ni LinkedIn.

C'est exact. Elargir mon cercle d'amis est bien la dernière de mes préoccupations. Les gens que j'aime, je les vois. Les autres n'ont pas besoin de savoir où je suis. Sur Internet, j'ai l'impression que pour chaque invention positive, il y en a cinq négatives. La banque mobile a fait avancer des sociétés entières, mais les médias sociaux pour un usage privé sont une perte de temps.

Mais vous dirigez une entreprise Internet !
Une entreprise d'information, s'il vous plaît. Nous avons fait de The Daily Beast une marque d'information fortement crédible.

Parlons du journalisme : Internet a-t-il changé le quatrième pouvoir ?
C'est difficile d'être un bon rédacteur en ligne. Lors d'événements comme l'attentat du marathon de Boston au printemps, un flot de nouvelles s'abat sur la rédaction. Certains sites réputés sont tombés dans le piège et ont publié de fausses informations, comme CNN. Ils ont été trop rapides et ont fait confiance à un tweet peu sérieux. Il suffit de deux ou trois erreurs de ce genre pour perdre toute sa crédibilité.

Comment contrôlez-vous la qualité des informations ?
Nous avons gagné le « Webby Award » du meilleur site d'information pour la deuxième fois consécutive en 2013, face à BBC News, NYTimes.com, Huffington Post et d'autres. Pourquoi ? Parce que nous rejetons des sujets en

permanence. Pour cela, il faut s'entourer des bonnes personnes, celles qui peuvent décider de manière indépendante. Nous n'avons encore rien publié de faux.

Comment utilisez-vous Internet dans votre travail ?

Nous n'avons plus besoin de bureaux à l'étranger. S'il se passe quelque chose dans le monde, comme le « Printemps arabe », on trouve vite de très bons journalistes sur place grâce aux médias sociaux. Nous avons ainsi une sorte de bureau virtuel en Egypte. Ces talents nous restent fidèles, même après les événements.

Internet rassemble-t-il le monde ?
Oui, et l'effet multiplicative est énorme. Nous organisons chaque année un événement féminin avec des personnalités comme Hillary Clinton, Angelina Jolie ou la blogueuse Malala Yousafzai. Lors de la dernière édition, j'ai demandé aux participantes d'écrire et de twitter sur le sujet. Résultat : 4,4 millions de tweets.

Et qu'apporte Twitter ?

Avant, des événements comme les viols en Inde n'auraient fait l'objet que d'un court message dans la rubrique « Faits divers » de nos journaux. Aujourd'hui, et grâce aux médias sociaux, ils soulèvent une vague d'indignation, les gens défilent dans la rue et font pression sur les gouvernements. Mais les médias sociaux agissent-ils toujours dans le bon sens ? Non : imaginez si Twitter avait existé sous le Troisième Reich. Cela

aurait peut-être été formidable, mais la population aurait peut-être aussi été davantage manipulée.

En tant que lectrice, comment identifiez-vous les sources fiables ?

La crédibilité d'une source d'information est de plus en plus importante. Je trouve symptomatique qu'Edward Snowden, qui a révélé en juin comment le gouvernement américain espionnait Internet, adresse son histoire au « Washington Post » et au « Guardian », et non à des canaux en ligne plus importants. Ces derniers ne lui semblaient apparemment pas assez crédibles.

A propos de révélations, que pensez-vous justement du cas Snowden, qui a dévoilé le programme espion Prism ?

Edward Snowden pensait ne rien dévoiler de secret puisque le Congrès en était informé. Une vision très solipsiste, égocentrique de l'activisme social.

Et après, qu'est-ce que ce sera ?

Un médecin qui, en désaccord avec la gestion de son hôpital, publiera le dossier des patients ? Un employé de banque qui publiera des documents sensibles parce qu'il est mécontent de son employeur ? Pour moi, ce n'est pas la bonne méthode.



Tina Brown, 59 ans, est considérée comme la meilleure journaliste de magazine américaine. Britannique de naissance, elle dirige « The Daily Beast » et « Newsweek ».

Le Bulletin a rencontré Tina Brown à Art Basel où elle participait au Credit Suisse Art Dinner, en hommage cette année à l'artiste Theaster Gates à l'occasion d'une série de conférences présentées par la banque.



**Medan
Merdeka**

Jakarta,
Indonésie :
encore appelée la
place des Rois par
les Néerlandais,
c'est l'une des plus
grandes places
du monde et un
lieu de rendez-
vous prisé.



Vidéos

**Shang-Chien,
20 ans, les films
parlent pour lui**

Avant de participer à une plate-forme sociale, avec mon PC plutôt qu'avec mon smartphone, je lis les conditions d'utilisation pour connaître mes droits. Et je ne révèle presque rien sur moi. J'exprime mes sentiments en postant et en commentant des vidéos de musique.

— Shang-Chien, Taipei, Taïwan



Une organisation à but non lucratif britannique milite pour l'abandon, au moins temporaire, d'Internet. Elle prône, sans succès pour le moment, une « journée sans Internet » le dernier dimanche de janvier pour se consacrer uniquement au monde hors ligne.



Praça da Liberdade

São Paulo, Brésil : rien de typique, mais un lieu animé dans le quartier japonais, avec beaucoup de stands de rue, réputé pour sa nourriture asiatique de qualité et bon marché.

Au plus profond



Dans les abîmes d'Internet

Le monde numérique s'étend bien au-delà des jolies interfaces de Google et autres moteurs de recherche. Drogues, armes et pornographie enfantine se négocient dans la partie obscure du web. Un voyage pour découvrir la face cachée d'Internet.

Par Tobias Ochsenbein

Aujourd'hui, Internet est une métropole majoritairement ordonnée. Des millions de gens flânen quotidiennement sur les grands boulevards Facebook, YouTube et Twitter, visitent les centres commerciaux (Amazon, eBay) ou les quartiers « chauds » (YouPorn, etc.). On y retrouve aussi les banlieues endormies, d'innombrables pages privées, où rares sont ceux qui s'égarent. Et comme dans toutes les villes, il existe aussi un niveau souterrain, invisible pour les passants. Des hommes et des affaires qui évitent la lumière du jour.

Ce n'est pas par hasard que l'on tombe dans les profondeurs du web. En effet, celles-ci sont composées essentiellement de données qui ne sont pas indexées par les moteurs de recherche ; par exemple, les bases documentaires des universités, utiles et insoupçonnées. En creusant encore un peu, on atteint le côté obscur du web : des réseaux cryptés où règne l'anonymat, et auxquels personne n'accède par accident. Les dimensions de ce réseau caché sont difficiles à évaluer. Certaines sources parlent d'une taille représentant entre 30% et 50% d'Internet ; pour d'autres, il serait 500 fois plus important que le réseau public.

« Scarface » propose ses services d'homme de main. Torture et meurtre inclus.

La protection étendue de l'anonymat sert de nombreux intérêts, qui ne sont pas nécessairement douteux : les profondeurs du web protègent les dissidents chinois des poursuites, tout comme les initiateurs de la dénonciation. Ici, le partage de musique et de films a lieu à grande échelle, c'est également l'habitat naturel des nomades numériques et des fans d'informatique pour qui les interfaces Internet sont trop commerciales, trop contrôlées, trop policiées. Mais une telle zone attire inévitablement les criminels et autres sinistres personnages, qui font illégalement commerce de fausses cartes de crédit, de drogue, d'armes et de pornographie enfantine.

« Aucune règle ! »

Pour explorer de tels endroits, les habitants du web ont besoin d'une clé : un protocole d'anonymat relativement simple à installer. Ainsi, l'utilisateur n'accède pas directement à un site Web, mais chaque saisie est détournée via d'autres ordinateurs qui cryptent l'ensemble des requêtes. Tandis qu'Internet conserve des traces numériques de notre passage – d'où l'apparition, par exemple, de publicités sur mesure ou la possibilité de ne pas retaper son mot de passe – ici on reste anonyme. On bifurque autant qu'il le faut pour semer ses poursuivants.

La navigation dans le côté obscur du web est difficile, la première impression perturbante. Google n'y est d'aucune aide. Seuls des services d'annuaire semblables à des reliquats de l'âge de pierre d'Internet fournissent un aperçu, comme HiddenWiki. Ce dernier rassemble près de 300 liens, classés par catégorie comme « Activism », « Erotica », « Drugs » ou « Weapons ».

Partir en excursion dans ces régions, c'est comme se rendre dans un quartier mal famé. La loi de la jungle prend tout son sens : « Aucune règle ! » et guère de police. Le territoire est trop vaste et trop opaque, les investigations systématiques trop onéreuses. « Bien sûr, nous réalisons des recherches aléatoires dans les zones moins accessibles d'Internet », déclare Danièle Bersier, porte-parole de l'Office fédéral de la police (Fedpol). D'après les statistiques de cet organisme, 450 dossiers de soupçons ont été établis après de telles recherches actives en 2012. La plupart ont mené à des perquisitions. Toutefois, ce milieu est trop rapide, trop vif, et les possibilités d'agir – même légalement – sont faibles, regrette Danièle Bersier.

Les militants d'extrême droite et les anarchistes vantent leurs idéologies, les textes considérés comme illégaux dans la plupart des Etats ne sont pas rares. Sur ce marché des petites annonces à grande échelle, on trouve des services de piratage, des codes craqués d'iTunes, des fusils d'assaut M16 (« Livraison aux Etats-Unis uniquement »), de nouvelles identités, des

consignes pour fabriquer des bombes et des drogues à foison. L'utilisateur allemand sous le pseudonyme « Red Bull » vend par exemple de la « cocaïne de premier choix », qu'il livre dans le monde entier. « Scarface », qui se présente sur son profil comme un ancien soldat d'élite

britannique, propose ses services d'homme de main : incendie volontaire pour 7500 dollars, torture pour 10 000, meurtre pour 18 000. Les offres de pornographie enfantine sont pléthoriques ; la catégorie « Porno » rassemble la majorité des entrées sur HiddenWiki. Ici, la liberté du commerce ne connaît aucune limite et les pages sont si répugnantes que l'on voudrait éteindre son écran.

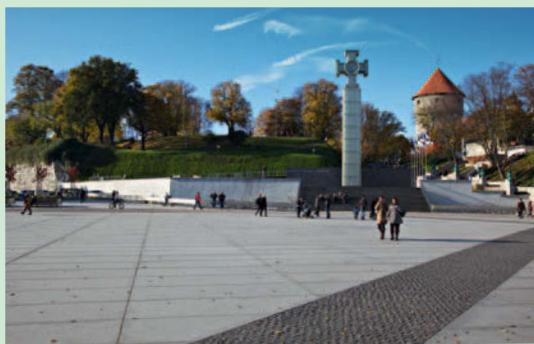
Sur « Silk Road », une société de vente en ligne de produits illégaux et douteux, près de 200 vendeurs proposent du cannabis, du LSD, de l'ecstasy et du speed. Comme l'écrivain Hunter S. Thompson le décrit dans « Las Vegas Parano », il existe tout un spectre de drogues stimulantes, relaxantes, hallucinogènes et euphorisantes. C'est le marché de la pègre, et pourtant les bonnes manières sont de mise. Sur les forums, le ton est parfois plus soigné que dans les colonnes de commentaires des services d'information suisses. « Nous sommes une petite entreprise familiale et nos produits sont notre fierté », écrit par exemple un distributeur américain de marijuana. Des évaluations dignes d'eBay sont censées permettre d'éviter les arnaques.

Monnaie virtuelle, mais véritable blanchiment d'argent

Les devises sont virtuelles. Difficilement traçables, elles sont aussi prisées pour le blanchiment d'argent. Fin mai 2013, une action internationale a été organisée contre des cybercriminels suspectés d'avoir utilisé la devise numérique de Liberty Reserve pour blanchir six milliards de dollars illégalement obtenus, issus de la pornographie enfantine et du trafic de stupéfiants.

Une brève incursion suffit pour le constater : les pages sombres d'Internet révèlent les zones d'ombre de l'être humain, lorsqu'il jouit de sa liberté sans cadre légal, éthique et moral. Un abîme dont on ne peut qu'espérer sortir indemne.

Tobias Ochsenbein est journaliste indépendant et achève sa formation à l'Ecole suisse de journalisme (MAZ).



Vabaduse väljak
Tallinn,
Estonie : symbole national, la place de la Liberté est un lieu de rencontre apprécié en bordure de la vieille ville.



Piazza della Libertà
Florence, Italie : l'arc de triomphe, symbole devant lequel une patinoire est installée quand l'hiver est assez froid.



Vrijheids-plein
Bruxelles,
Belgique (aussi appelée «place de la Liberté») : les rues portent le nom des libertés constitutionnelles.

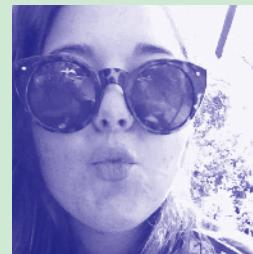


Place de la Liberté
Bamako, Mali : le monument est un hommage de la France aux soldats noirs morts durant la Première Guerre mondiale.



TRULINCS

— ou Trust Fund Limited Inmate Computer System — est un système de messagerie contrôlé pour les prisonniers aux Etats-Unis. Dans la plupart des prisons du monde, l'accès à Internet et aux e-mails est interdit. Avec ce système payant, les détenus restent en contact virtuel avec leurs proches.



PHOTOS

Laura, 18 ans, pourrait s'en passer

Pour donner des nouvelles à mes amis, j'utilise WhatsApp ou des SMS. Je passe par Facebook pour les gens dont je n'ai pas le numéro, et j'envoie des e-mails aux profs. Les médias sociaux, c'est pratique, mais je pourrais vivre sans. Surtout sans Instagram : cette application change les couleurs des photos, et à la fin tout se ressemble.

— Laura Furrer, Kilchberg ZH, Suisse

500 000 \$

C'est le prix de vente du domaine freewebsite.com,
au 4^e rang des adresses les plus chères en 2012.

Adresses de la liberté

freedom.com

Freedom Communications,
entreprise de média et de
divertissement, Etats-Unis

liberty.com

Liberty Global, groupe
de média et fournisseur
de haut débit, Etats-Unis

free.com

portail de bonnes affaires
(« Why Pay, When You Can
Get It Free! »)

freiheit.com

Freiheit Technologies
GmbH, développement
logiciel, Allemagne

liberation.com

Libération, quotidien,
France

libertad.org

Heritage Foundation,
groupe de réflexion
conservateur, Etats-Unis

freiheit.org

Friedrich Naumann
pour la liberté,
Allemagne

liberte.fr

France Obsèques Liberté,
pompes funèbres, France

freedom.co.uk

Freedom to Sail,
centre de voile,
Grande-Bretagne

frei.li

Immobilier Frei, Suisse

libertad.ch

« Para la libertad », vidéo
d'un poème de Miguel
Hernández sur une musique
de Joan Manuel Serrat

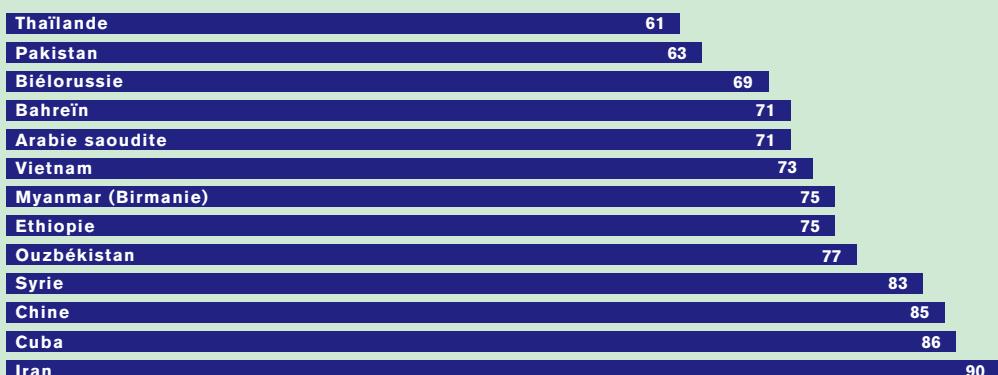


Tawisuplebis Moedani

Tbilissi, Géorgie : la place de la Liberté a été le point de départ de nombreux soulèvements, le dernier datant de 2003 avec la « révolution des roses ».



Pays subissant le plus de restrictions sur Internet en %.



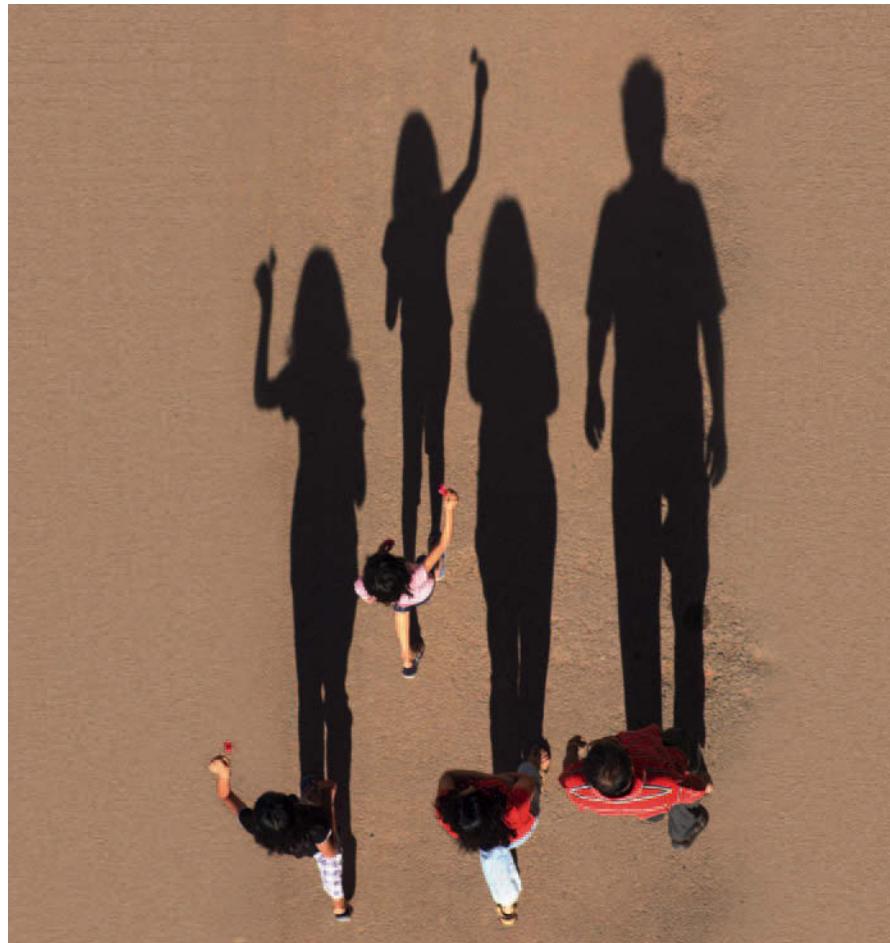


**« Internet est
la première chose
que l'homme
ait créée sans la
comprendre, c'est
la plus grande
expérience en
matière
d'anarchie jamais
réalisée. »**

— Eric Schmidt,
président du Conseil d'administration
de Google

CREDIT SUISSE

3/2013



**Famille – la cohésion,
naturellement**

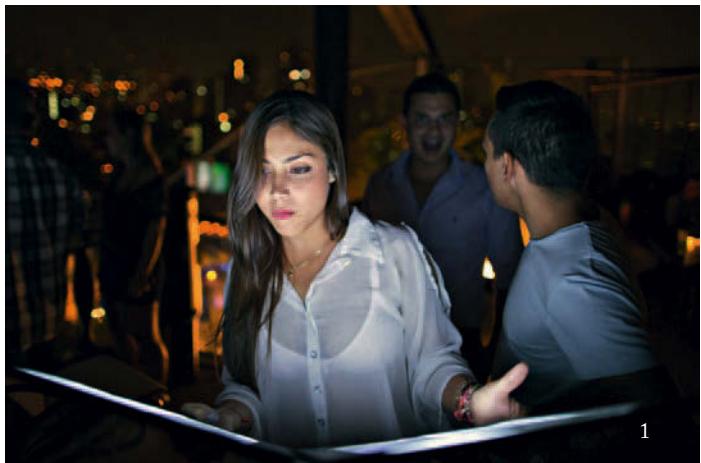
Bulletin
LE MAGAZINE POUR LE
MARCHÉ SUISSE **PLUS**

Bulletin Plus, le magazine du Credit Suisse pour le marché suisse
www.credit-suisse.com/bulletinplus

Medellín, libérée de ses chaînes

Métropole du meurtre, de la drogue et de la peur pendant plusieurs décennies, Medellín se révèle aujourd’hui porteuse d’innovation et d’espoir. Comment cette ville colombienne s’est libérée.

Par Andreas Fink (texte) et Luca Zanetti (photos)



1



2



1) La haute société : de jeunes invités sur la terrasse du toit de la discothèque Envy à El Poblado, le quartier chic de Medellín.

2) La relève de la salsa : session de trombone sur le toit d'un centre culturel.

3) Comme sur des roulettes : des skateurs

à Ciudad del Río, un ancien quartier industriel.

4) L'amour est une jungle : un couple dans le jardin botanique.

La cabine, le bruit de ferraille à la fermeture des portes, la secousse à l'arrivée, les supports d'appui : ce téléphérique n'est pas très différent de celui d'une station des Alpes. Ici, c'est toutefois une ville que l'on remonte. Une ville dense, enclavée, faite de briques nues, de tôles ondulées et de câbles entremêlés. Au-dessus de quartiers aux pentes abruptes, aux ruelles étroites et aux marches de béton escarpées. Des quartiers à flanc de montagne, impitoyables et hermétiques. Cette montée survole la « ville la plus innovante » du monde. Cette cabine, qui fait gagner deux heures chaque jour aux habitants du quartier de la montagne, fait partie intégrante de cette « innovation sociale » qui a poussé l'Urban Land Institute, la Citibank et le Wall Street Journal à décerner à Medellín ce titre honorifique le 1^{er} mars 2013. Oui, à Medellín, capitale d'Antioquia, en Colombie.

C'est l'histoire d'une ville qui a vécu l'enfer. Elle a été la plus meurtrière au monde. Partout, son nom était >

synonyme de guerre contre la drogue et de guérilla. Une ville qui a compris qu'elle seule pouvait chasser ce fléau. Qui s'est rendu compte qu'elle avait les moyens de le faire. Qui a retrouvé son esprit civique et a trouvé la force et le courage de se délivrer elle-même du mal qui la rongeait.

La gare d'arrivée du téléphérique s'appelle Santo Domingo, tout comme le quartier du même nom. La Comuna 1, dans laquelle il se situe, est actuellement l'arrondissement le plus pauvre de Medellín. Au terminus, une ruelle de boutiques grillagées et de bars conduit jusqu'à une place, derrière laquelle se dressent trois blocs de pierre noirs et luisants. Comme si des géants avaient jeté trois dés au bord d'un gouffre. « Parque Biblioteca España » peut-on lire sur un panneau à l'entrée du complexe inauguré en 2007 et pour lequel l'architecte Giancarlo Mazzanti a reçu un prix international d'architecture. Enfin un lieu dont les habitants de Santo Domingo peuvent être fiers.

La renaissance après la violence

C'est un lundi gris et humide. Au rez-de-chaussée qui relie les trois « rochers du savoir » (l'auditorium, la bibliothèque et le centre social et culturel), enfants et parents se bousculent pour entrer. Le service de santé publique présente une exposition sur l'hygiène et le bureau d'aide sociale octroie des allocations. Dans une pièce, une douzaine d'enfants assis en cercle peignent. Ils enverront leurs dessins à l'illustrateur lituanien Kęstutis Kasparavičius. Ils souhaitent ajouter quelques mots sur leur vie et leurs rêves, pour qu'il apprenne à les connaître avant de les rencontrer en septembre dans leur bibliothèque à flanc de montagne.

De telles rencontres, voilà ce que les inventeurs de cette nouvelle bibliothèque souhaitaient. Pour porter les idées de ces gens auparavant prisonniers de leurs quartiers pauvres rongés par la violence. Là où les gangsters des cartels de la drogue surveillaient chaque coin de rue et où sortir d'un périmètre pouvait entraîner la mort.

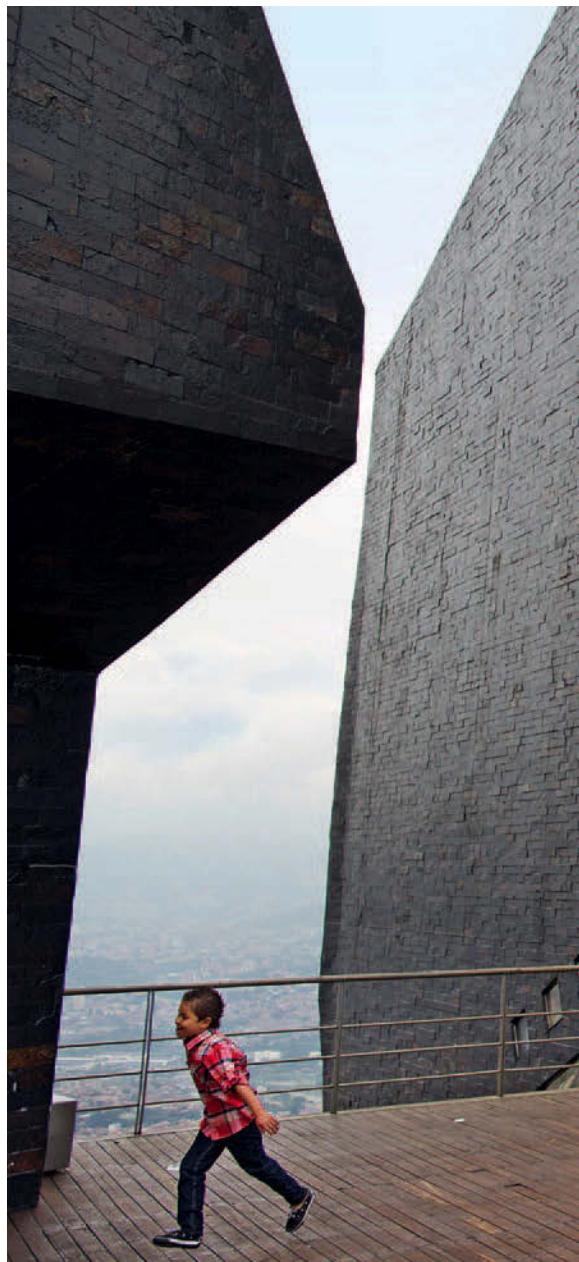
Le seul surnom honorable de Medellín jusqu'à présent était la « ville du



1

printemps éternel ». Dans la haute vallée appelée Valle de Aburrá, où les Espagnols fondèrent la ville en 1675, les températures culminent entre 22 et 28 degrés toute l'année. Jusque dans les années 1950, la cité a grandi de façon à peu près organisée, l'industrie textile et l'industrie lourde y prospéraient. Puis le raz-de-marée est arrivé : en 1954, la guérilla a commencé, et jusqu'à aujourd'hui, elle a déplacé des réfugiés traumatisés et démunis vers la ville. Bientôt, toutes les surfaces ont été construites, et les lotissements ont progressé sur les versants est et ouest de la montagne, dévorant les coteaux sur des centaines de mètres. De nos jours, 3,5 millions de personnes vivent dans l'agglomération de Medellín, 70% d'entre elles dans des taudis.

C'est sur cette montagne de désespoir que le baron de la drogue Pablo Escobar a semé dans les années 1980 les graines qui ont transformé Medellín en métropole de la mort en l'espace de quelques années. Il distribuait aux habitants des avantages et parfois même de l'argent pour s'assurer un soutien politique, ce qui lui a permis d'obtenir un mandat de député au Congrès colombien. A la fin des années 1980, le cartel de Medellín contrôlait près de 80% de toutes les exportations colombiennes de cocaïne. Aujourd'hui encore, des graffitis à l'effigie du tueur moustachu et milliardaire trônent dans le 9^e arrondissement du quartier « Pablo Escobar ». >





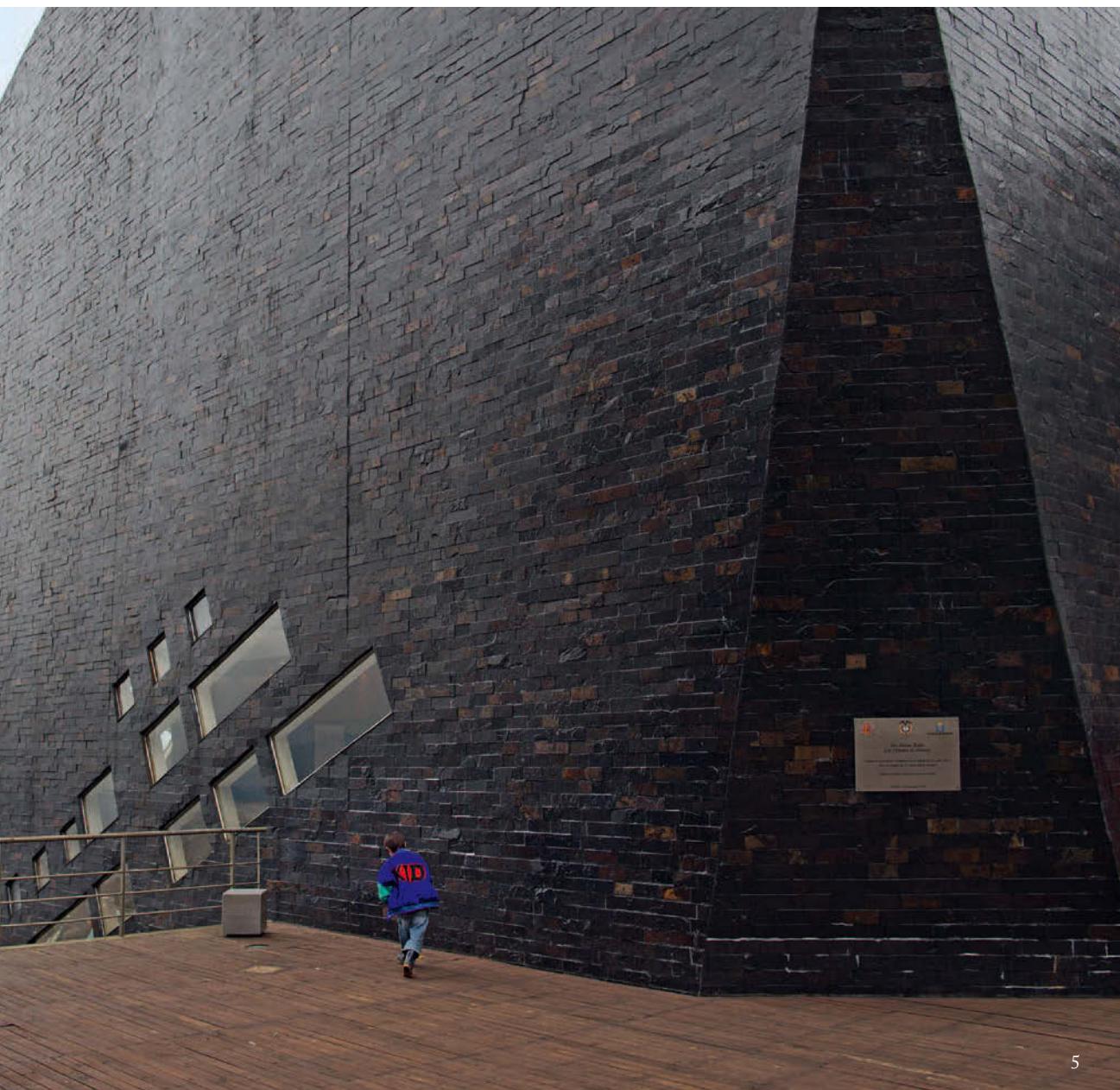
2



3



4



5

1) + 61% : María Adelaida Tamayo dirige avec succès le service Investment du groupe Sura.

2) L'art, pas la guerre : le musicien César López a transformé vingt fusils d'assaut en guitares. Il espère ainsi, grâce à l'art, pouvoir changer les hommes.

3) Medellín chic : Adriana Montoya a créé une collection de maillots de bain pour la marque Onda de Mar. Ses modèles se vendent également à New York et en Floride.

4) Une tâche complexe : Aníbal Gaviria doit approfondir les réformes de ses prédécesseurs. On dit du maire qu'il vise la présidence de la Colombie.

5) Les « rochers du savoir » : Parque Biblioteca España, le centre culturel dans le quartier pauvre de Santo Domingo.





C'est là que le « Patron du Mal » (du nom d'une des plus célèbres telenovelas de ces dernières années) avait fait construire 300 maisons pour en faire don. Lorsque le vent a enfin tourné, que les dirigeants sont sortis de leur silence, que les bombes meurtrières de Pablo Escobar ont explosé dans tout le pays et qu'une alliance entre autorités et gangsters a enfin pris en chasse « El Capo » évadé de prison, celui-ci s'est caché pendant 498 jours dans la jungle de briques des quartiers. Il a été abattu par balle sur un toit le 2 décembre 1993.

« Le meilleur pour ceux qui n'ont rien »

Mais cela n'a pas mis fin à la souffrance. La guerre entre les guérilleros et les paramilitaires a continué dans les taudis, jusqu'à ce que Alvaro Uribe, le président nouvellement élu, envoie ses troupes d'élite. Après plusieurs jours de combat en zone urbaine, Medellín était libre. Depuis, les paramilitaires et leurs successeurs contrôlent les bidonvilles.

« Medellín était synonyme de violence et d'inégalité sociale », déclare l'un d'entre eux, qui a donné huit ans de sa vie pour changer les choses. Mauricio Valencia, aujourd'hui ministre des Infrastructures du département d'Antioquia, était, en tant que directeur municipal des aménagements, l'architecte de cette « transformation urbaine », qui attire aujourd'hui les élus d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud dans la vallée. Cet ingénieur faisait partie des jeunes aux cheveux longs qui ont décidé au nouveau millénaire d'abandonner leur carrière universitaire ou journalistique pour amorcer une nouvelle politique municipale. En 2004, le groupe du professeur de mathématiques Sergio Fajardo, alors âgé de 47 ans, a remporté les élections et a lancé un plan ayant pour devise : « Le meilleur pour ceux qui n'ont rien ». Ainsi sont apparus écoles, structures sportives, centres culturels, crèches, bibliothèques, téléphériques, ponts et même escalators reliant des quartiers jadis rivaux. Les 320 pages du « Guide de la transformation civile » présentent les projets de la commune qui ont été réalisés dans un style moderne >





1) Un marché foisonnant : un commerçant vend des mangues dans le centre. Le secteur informel représente près de la moitié de l'économie colombienne.

2) La paix sous tension : un soldat monte la garde sur les collines de la Comuna 13, où deux gangs de trafiquants s'affrontent pour le contrôle des routes.

3) Pause pique-nique : déjeuner dominical entre amies dans un parc du quartier Ciudad del Río.

2



3

entre 2004 et 2011 et qui fonctionnent aujourd’hui.

Le taxi grimpe dans la montagne, vers l’ouest de la ville. Il traverse le quartier Robledo, de plus en plus pauvre à mesure que la pente augmente. Tout en haut, sur un col, scintille la façade orangée de l’« Institución Educativa Aures ».

Construit autour de la cour grillagée de l’école, le superbe bâtiment de trois étages ressemble à un fort de l’humanité au milieu de toute cette misère. Lors d’une visite de la cour de récréation, du réfectoire, de la bibliothèque et de la salle informatique, la directrice Patricia Salazár, une quinquagénaire stricte, explique que les familles des 1 460 élèves appartiennent aux trois couches de revenus les plus basses. « Ici, nous sommes confrontés à tous les problèmes que vous pouvez imaginer, et bien plus encore. » A l’école, 430 enfants reçoivent un déjeuner chaud afin qu’ils aient au moins un repas par jour.

« Noblesse de cœur, tolérance, respect »
A 9h30, les écoliers sont en pause. C'est l'occasion de jeter un œil dans la salle de classe. Deux choses sautent aux yeux : les nombreux bancs (jusqu'à 42 enfants par classe) et le tableau blanc, qui est en réalité une toile. Le cours y est projeté depuis l'ordinateur portable de l'instituteur. Toutes les salles de classe sont équipées des dernières technologies, précise la directrice en embrassant les enfants qui se jettent dans ses bras. Elle explique que la technologie est un outil bien utile. Mais ce qui compte vraiment, les élèves l'ont écrit sur le vieux tableau : « Implication, noblesse de cœur, tolérance, respect, amabilité ».

82% du budget municipal est alloué à des projets sociaux. En 2012, la somme était de plus de 1,24 milliard de dollars, dont 400 millions étaient destinés à l'éducation. Aucune ville du continent américain n'investit autant dans l'éducation.

L'exception, sans corruption

Comment Medellín peut-elle financer tout cela ? La réponse se trouve en partie dans un « bâtiment intelligent », un splendide building argenté du centre-ville. Ici, Juan Esteban Calle, 47 ans, directeur

d'EPM, nous reçoit à 7h00 au 15^e étage. « Empresas Públicas de Medellín » est une société créée en 1955 avec le soutien de la Banque mondiale, qui a fortement conseillé que ce service municipal soit géré selon les règles du marché et le plus loin possible de la sphère politique. Tous les directeurs ont suivi cette recommandation, un cas unique en Amérique latine. Depuis sa création il y a 58 ans, l'entreprise n'a été impliquée dans aucun gros scandale de corruption, encore un fait exceptionnel. Ainsi, EPM est devenue la deuxième plus grande entreprise colombienne parmi les 55 sociétés d'approvisionnement en énergie, de technologies et de financement ayant participé à la « transformation urbaine » : l'année précédente, EPM a versé 600 millions de dollars à la trésorerie municipale. « Dans cette entreprise, nous savons tous que nos agissements sont béné-

María Adelaida Tamayo explique : « Nous soutenons la transformation sociale, car nous avons confiance dans les institutions. » Cette jeune diplômée en gestion d'entreprise dirige le service Investment de SURA, l'ancienne compagnie d'assurances Suramericana, devenue la plus grande holding financière du pays. Gérant 120 milliards de dollars, elle sert aujourd'hui 29 millions de clients dans huit pays d'Amérique latine. Au premier trimestre 2013, la holding a augmenté son bénéfice de 61,2% par rapport à l'année précédente. SURA a signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, entré en vigueur en 2012.

« Nous allons bien quand le pays va bien », déclare-t-elle. Depuis plusieurs années, l'économie colombienne connaît une croissance stable d'environ 5%, tandis que les investissements dans le pays ont plus que quintuplé ces douze dernières années. L'entreprise a ainsi pu investir dans sept pays voisins en 2011 et soutenir des programmes culturels, sportifs et sociaux à Medellín.

La collaboration étroite et durable avec les principales entreprises privées constitue le deuxième élément fondateur de la construction sociale de Medellín. Néanmoins, la dirigeante précise que « cela ne fonctionne que si nous avons la certitude que les programmes auxquels nous contribuons survivront au passage de chaque maire ».

Aníbal Gaviria n'aurait pas été élu s'il avait voulu s'écartier du chemin de ceux qui l'ont précédé, car la transformation urbaine est devenue une évidence. Depuis 2012, le destin de la ville est entre les mains de cet homme de 47 ans. Contrairement à ses deux prédécesseurs, il n'est pas un outsider politique. Ce diplômé en gestion d'entreprise est issu de l'élite (sa famille possède la plus grande maison de presse de la ville) et du parti libéral. Quand le rénovateur Sergio Fajardo a été élu maire en 2004, Aníbal Gaviria est devenu gouverneur d'Antioquia. Début 2012, ils ont échangé les rôles : Sergio Fajardo dirige la province, dans un bâtiment situé juste en face de la fenêtre pare-balles du bureau du maire. Aujourd'hui encore, ils travaillent en étroite collaboration.

Aucune ville du continent américain n'investit autant dans l'éducation.

fiques à l'ensemble de la société, explique le directeur, c'est pourquoi nous allons au travail avec fierté. »

La fierté : un mot qui revient souvent à Medellín. Les Paisas, nom des habitants d'Antioquia, sont connus et parfois décriés pour leur sens des affaires et leur chauvinisme : l'assurance-vie de Medellín pendant les années difficiles. Car aucun des quatre géants qui dominaient la vie économique de la métropole pendant des années n'a tourné le dos à la ville. Face à la menace que représentait Pablo Escobar, la banque Bancolombia, l'entreprise de ciment Arcos, l'entreprise alimentaire Nutresa et la holding financière SURA échangeaient entre elles des lots d'actions afin d'éviter les abus. A ce jour, elles sont les moteurs de l'économie locale et les principaux acteurs privés de la libération de Medellín.



1

La fierté était
l'assurance-vie de
Medellín pendant
les années difficiles.



2



3

Aníbal Gaviria doit maintenant approfondir la transformation, dans un contexte complexe. Depuis l'accord de libre-échange, l'industrie du textile souffre de l'ouverture des frontières. Quant à la culture du café, source de revenu depuis toujours dans la campagne d'Antioquia, elle n'est plus rentable depuis la revalorisation du peso. De nombreux Campesinos doivent alors faire un choix : cultiver de la coca ou tenter leur chance dans la ville déjà surpeuplée.

Et Medellín reste l'une des villes les plus dangereuses. Même si elle a reculé de dix places dans ce triste classement en 2012, la ville occupe la 3^e place en Colombie et la 24^e dans le monde, avec 49 meurtres pour 100 000 habitants (381 en 1991). A court terme, cela peut encore empirer, car dans les quartiers, les narco-trafiquants s'affrontent encore pour le contrôle des routes. Rien que dans la Comuna 13, les autorités ont déployé quatre bataillons de policiers et de militaires. A l'endroit même où les six >

1) Plus de joie !
Les fontaines face au centre des expositions « Parque Explora » sont en accès libre.

2) Plus de savoir !
Une salle de lecture de la bibliothèque du quartier pauvre de Santo Domingo. 400 millions de dollars sont destinés à l'éducation.

3) Plus d'art ! La directrice, María Mercedes González, dans le musée d'art contemporain.

4) Plus de temps !
Les téléphériques désenclavent les quartiers pauvres. Beaucoup de gens se rendent ainsi plus vite au travail.



4



Une forme parfaite : ce cercle de béton est l'entrée du nouveau jardin botanique. Comme tous les bâtiments de la « transformation urbaine », il a été réalisé dans un style moderne.

escalators, l'un des projets emblématiques ayant valu à Medellín le titre de «ville la plus innovante» en 2013, ont été installés.

L'objectif: l'avant-garde

Le maire espère que ce titre permettra d'attirer davantage d'entreprises internationales à Medellín. La ville dispose depuis longtemps d'une agence efficace qui aide les prospects à réaliser leurs souhaits : réductions d'impôts, relation avec les universités, bureaux pour les start-up et sites attractifs. L'entreprise américaine Kimberly-Clark s'est installée dans le Parque Tecnológico Manantiales, dans les collines qui surplombent le quartier chic El Poblado, où les plus fortunés ont aménagé une enclave sous surveillance, comprenant centres commerciaux, clubs de sport, restaurants et discothèques. Plus bas dans la ville, on aperçoit le logo du géant de l'informatique Hewlett-Packard, qui a installé son centre de service pour l'Amérique latine dans un immeuble de bureaux ultra-moderne. L'entreprise suisse de ciment Holcim s'est installée depuis mars deux étages plus bas pour coordonner ses services dans la région.

L'objectif est l'avant-garde, et c'est ici, dans le complexe « Ruta N », que bat le

cœur de la ville. Juan Pablo Ortega, directeur et gérant du centre, a imaginé une triple stratégie. D'abord, il souhaite aider les entreprises locales à intégrer les marchés internationaux, et encourager les start-up étrangères à s'installer à Medellín. Un étage entier de bureaux entière-

Le cœur innovant de la ville doit devenir le cartel du progrès de Medellín.

ment équipés est à la disposition des entreprises étrangères pendant deux ans. A moyen terme, « Ruta N » deviendra une plate-forme qui commercialisera des innovations, en collaboration avec des universités et des laboratoires de recherche, une sorte de cartel du progrès de Medellín. A long terme, la cellule de réflexion devra aider à développer une culture systématique de l'innovation, qui accepte le risque (également financier) et qui bâtit sur l'échec pour mieux rebondir. « Et qui

ouvre nos horizons, malgré les montagnes qui nous entourent », conclut en plaisantant Juan Pablo Ortega.

Cinq minutes seulement après notre départ de « Ruta N », le chauffeur de taxi met subitement fin à cette douce musique d'avenir. Il nous confie avoir récemment perdu sa fille, âgée de 15 ans. Elle est morte lors d'une fusillade entre deux gangs de trafiquants. □

Andreas Fink est un correspondant d'Amérique du Sud de « Focus » (Allemagne) et « Die Presse » (Autriche).

Luca Zanetti est un photographe free-lance, qui vit entre Zurich et Medellín.

L'économie de l'Amérique latine La fin de la poussée de croissance des années 2000 implique inévitablement des réformes.

Après une croissance très faible dans les années 1980 et une performance mitigée dans les années 1990, l'Amérique latine a atteint une croissance très solide dans le sillage du boom économique mondial des années 2000. Une politique économique orientée vers davantage de stabilité financière et monétaire après plusieurs années de crises a notamment contribué à ce développement. Dans les années 2000, les pays exportateurs de matières premières ont bénéficié de la demande croissante en Asie, tandis que la demande intérieure a été stimulée par des conditions favorables de financement. Mais dans l'ensemble, l'expansion au cours de cette période a été bien plus lente que dans d'autres régions émergentes comme l'Asie.

Le Brésil n'est plus en tête

Le Brésil, qui représente près de la moitié de l'Amérique latine aux niveaux géographique et économique, s'est retrouvé au centre de l'attention suite à la baisse de la croissance ces deux dernières années. En raison de sa monnaie forte et de réglementations protectionnistes, le pays se voit confronté à un secteur industriel affaibli et à une perte de compétitivité. Il souffre également d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures performantes.

Même s'il accueillera prochainement la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques, le Brésil est dans l'ombre du Mexique. Depuis la crise financière, des réformes axées sur l'investissement ont

vu le jour. Mais certains problèmes importants subsistent, telle la simplification du système fiscal. Un ralentissement de la croissance et les élections en 2014 devraient encourager des réformes plus favorables au marché.

Une productivité insuffisante
L'urbanisation avancée de la région (80% de la population vivait dans les villes en 2009, un niveau comparable à celui des pays industrialisés) a eu des conséquences dans les grandes villes d'Amérique latine : systèmes de transports surchargés, augmentation des prix de l'immobilier et aggravation de la pollution. Ces manques infrastructurels limitent les opportunités de développement.

Le principal problème de nombreux pays d'Amérique latine reste le faible niveau de productivité (qui était même négatif dans les années 1980 et 1990), principalement dû aux faibles taux d'épargne et d'investissement. La dynamique des PME d'Amérique latine qui, comme dans le reste du monde, représentent la majorité de la population active, est relativement faible par rapport à des entreprises similaires en Asie de l'Est. Cela est dû au manque d'incitation de l'Etat et à une culture d'entreprise moins développée.

Pour améliorer leur croissance, ces pays doivent donc réformer. Au lieu de s'occuper de l'emploi et des subventions à la consommation, les Etats doivent notamment chercher à attirer des investissements étrangers à long terme. Pour cela, des réformes du marché

du travail, du système fiscal, de la politique financière et de dérégulation de certains secteurs sont nécessaires.

Certains pays d'Amérique latine sont plus enclins à réformer que d'autres. Grâce à une gestion solide de la politique financière et monétaire et à des institutions bien formées, le Chili est l'un des pays les plus développés de la région. Le Pérou et la Colombie ont également pris des mesures afin d'encourager l'investissement, tandis qu'en Argentine et au Venezuela, le protectionnisme est plus fort depuis la crise financière.

Le Mexique, porteur d'espoir

Le nouveau gouvernement mexicain a récemment lancé un des programmes de réformes les plus prometteurs : l'assouplissement du marché du travail a été poursuivi et le secteur des télécommunications a été libéralisé. En outre, des réformes de politique budgétaire et l'ouverture du secteur pétrolier dominé par l'Etat sont à l'ordre du jour.

Conclusion : ceux qui réussissent, même en Amérique latine. Ceux qui négligent les réformes auront du mal à lutter face aux pays émergents asiatiques bien établis.

Nora Wassermann travaille au sein du service Global Macroeconomic Research du Credit Suisse.

LE POINT SUR LA RÉGION: FAITS ET CHIFFRES

30%

Depuis les années 1990, l'inégalité entre les revenus en Amérique latine a diminué, mais reste assez élevée. La part de la population dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté local a nettement chuté, d'environ 50% à 30%. En parallèle, l'urbanisation croissante a conduit à une progression de l'emploi dans l'industrie et les services, et ainsi à une augmentation du revenu moyen.

8%

Depuis les années 1990, l'Amérique latine n'a presque pas augmenté sa part au produit intérieur brut (PIB) mondial (environ 8%), tandis que les pays émergents asiatiques ont quadruplé la leur (environ 20%).

70%

Près de 70% des exportations mexicaines, principalement des produits industriels, partent pour les Etats-Unis. Le développement cyclique du Mexique dépend ainsi fortement de la croissance américaine. En revanche, le reste de l'Amérique latine est davantage orienté vers l'Asie. Depuis 2000, la part des exportations d'Amérique latine vers l'Asie est passée d'environ 3% à 17%. Dans les plus grands pays d'Amérique du Sud, les matières premières représentent aujourd'hui la majorité des exportations. Ces pays sont donc dépendants de la croissance asiatique, notamment de celle de la Chine. Une croissance structurelle plus faible en Chine pourrait donc avoir un impact négatif.

Une législation omniprésente

Peu importe le sujet : les lois, ordonnances et règlements sont partout. Ainsi, cette scène du quotidien d'Aarwangen, dans le canton de Berne, est soumise à près de 140 textes législatifs, règlements et articles de lois. Garants de l'ordre pour certains, excès de régulation pour d'autres.

Par Urs Zurlinden





Articles pertinents (sélection)

● — Droit fédéral

2 Couple : Code civil suisse (RS 210)
P.ex. art. 13 : action en recherche de paternité

3 Famille : Constitution fédérale (RS 101)
Art. 14 : droit au mariage et à la famille

25 Air : Ordonnance sur la protection de l'air (RS 814.318.142.1)
Art. 14 : exécution des mesures

30 Restauration : Loi sur l'alcool (RS 680)
Art. 27 : Protocole concernant les importations

■ — Droit cantonal

41 Territoire cantonal : Loi Vellerat (RSB 105.232)
Art. 1 : transfert de Vellerat au canton du Jura

42 Mairie : Loi sur les publications officielles (RSB 103.1)
Art. 23 : consultation gratuite

60 Arbres : Loi sur la protection de la nature (RSB 426.11)
Art. 11 : utilisation de produits toxiques

76 Cyclistes : Loi sur la santé publique (RSB 811.01)
Art. 34 : recherche expérimentale sur l'être humain

✖ — Droit communal

92 Façades : Règlement communal des constructions
Couleurs des revêtements

95 Eaux usées : Règlement sur le traitement des eaux usées
Obligation de raccordement

100 Mairie : Règlement communal
Organisation communale

105 Eclairage public : Règlement sur l'électricité
Obligation d'approvisionnement et tarification

▲ — Droit de la circulation routière

111 Case de stationnement : Ordonnance sur la signalisation routière (RS 741.21)
Art. 48 : parage

118 Feu arrière : Ordonnance sur l'équipement technique (RS 741.41)
Art. 73 : Annexe 10 : couleur

121 Tracteur : Ordonnance sur les règles de la circulation routière (RS 741.11)
Art. 86 ss : véhicules agricoles

Cette scène du quotidien est concernée par 138 articles. Nous en avons sélectionné quelques-uns pour vous.

L

a cohabitation fédérale foisonne de règles. Des milliers de dispositions et de paragraphes régissent le quotidien et délimitent les libertés. Il y a actuellement 4 768 lois en vigueur à l'échelle fédérale. Plus de la moitié (2 776) sont incluses dans des traités internationaux, le droit purement national comprend près de 2 000 lois. A cela s'ajoute la législation des cantons avec 16 788 textes

tâches administratives par semaine. En tout, selon les estimations de l'USAM, les coûts de la réglementation pourraient dépasser les 50 milliards de francs. « La surréglementation est le principal problème de notre économie », explique Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'USAM. Selon lui, il faudrait réduire de dix milliards les coûts imputables à la réglementation d'ici à 2018.

Une enquête menée pour le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) montre que la déréglementation et la simplification administrative font baisser les coûts. Ainsi, le nouveau certificat de salaire électronique a permis à lui seul un allégement des charges administratives de 11,7 millions de francs par an pour les entreprises suisses.

Mais la voie vers l'efficacité et la rentabilité est encore obstruée par une montagne de textes. Citons par exemple la TVA avec ses trois taux et 29 exceptions :

La voie vers l'efficacité et la rentabilité est encore obstruée par une montagne d'articles.

et celle des communes, qui est aussi confuse que détaillée.

Le Recueil officiel des lois fédérales est le baromètre de l'activisme légiférateur. Le nombre d'articles y a atteint un niveau historique : fin 2012, le recueil a enregistré une croissance record de 7 508 nouvelles pages (voir graphique à droite). En dix ans, le droit fédéral s'est étoffé de plus de 65 000 pages A4. Mises bout à bout, cela représente 19,3 kilomètres.

Le zèle a un prix. L'Union suisse des arts et métiers (USAM) a fait chiffrer en 2010 les coûts de la réglementation pour les PME. Rien qu'en matière d'assurance sociale, de droit du travail, de sécurité au travail et d'hygiène alimentaire, les coûts annuels s'élèvent à quatre milliards de francs. D'après l'USAM, une PME de neuf collaborateurs ou moins consacre mille heures par an à la conformité de ses activités avec la loi, et un gestionnaire de fortune a au moins quatre heures de

le guide de 1 500 pages est consacré pour les deux tiers aux problèmes résultant des multiples combinaisons possibles. Les responsables politiques ont refusé un taux unique, le menuisier continuera donc de se débattre avec la paperasse. Autre exemple, celui du bâtiment : plus de 140 000 normes régissent l'urbanisme et la construction. En 1998 déjà, une étude a montré que les divers règlements de l'époque avaient coûté entre 2,4 et 6 milliards de francs. Un dernier exemple, la circulation : rien qu'avec le code de la route, tout policier est censé connaître 913 dispositions. De court, ces textes n'ont que le nom : OSR, LCR, OCCR, OCR, OAV, etc.

Bien entendu, les règles et les réglementations sont indispensables et souvent justifiées. Les lois apportent la sécurité, protègent les citoyens contre l'arbitraire étatique et ne font pas qu'interdire, elles donnent aussi des droits.

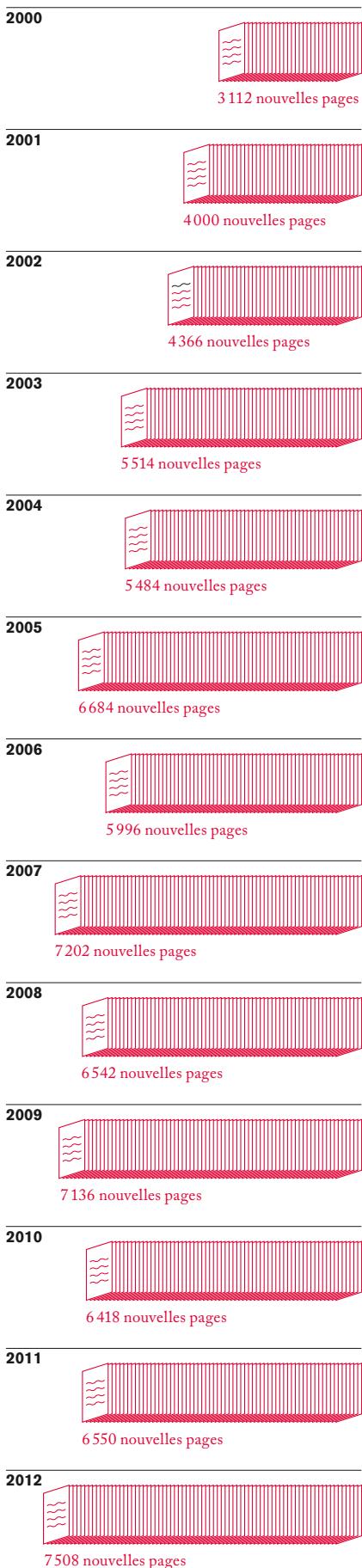
Mais les responsables politiques suisses ont bien conscience d'être tombés dans l'excès. Suite à des offensives parlementaires, le Conseil fédéral a réagi avec une campagne d'assainissement législatif et a supprimé près de 200 textes en 2008 sans préjudice notable pour l'Etat de droit. Il a aussi décidé d'un train de mesures pour réduire la charge administrative. Les nouvelles lois fédérales devront ainsi faire l'objet d'une évaluation quant à leurs retombées économiques. Il a en outre laissé entrevoir plusieurs mesures d'ici à 2015, notamment des simplifications du droit de la construction et le développement du système électronique des salaires.

Les cantons aussi s'efforcent de simplifier leur législation : entre fin 2006 et fin 2012, le nombre total des lois et des ordonnances de tous les cantons est passé de 17 782 à 16 788, soit une baisse de 5,6%. Les différences entre les cantons sont considérables : alors qu'Appenzell Rhodes-Extérieures se contente de 330 textes, Neuchâtel en compte pas moins de 1 263. Que faire ? Des pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont trouvé un moyen de lutter contre une prolifération sans fin : la « sunset legislation », principe selon lequel toute loi expire automatiquement après un certain temps si elle n'est pas renouvelée ou confirmée par le législateur. Le droit de l'UE prévoit également la révision périodique de normes et de lois tous les cinq ans. En Suisse, le flot législatif n'est pas près de se tarir. L'Etat de droit a depuis longtemps pris la liberté de s'étendre délibérément avec légitimité démocratique. □

Le Bulletin a examiné la situation au quotidien avec trois experts : Martin Sommer, préfet de Haute-Aargovie, pour le droit fédéral et cantonal ; Gerda Gruber, secrétaire communale, pour les réglementations locales ; Frank Rüfenacht, responsable de la circulation à la police cantonale de Berne, pour les diverses dispositions routières.

Urs Zurlinden est journaliste indépendant et conseiller municipal (PLR) à Langenthal BE.

Nombre de nouvelles pages dans le Recueil officiel des lois fédérales



Une bureaucratie qui colle à la peau

L'industrie cosmétique est très réglementée, mais ce n'est pas un drame. Les barrières dans les pays émergents sont un problème plus grave.

Notre entreprise produit des cosmétiques. Avec les médicaments et les aliments, ces produits comptent parmi les biens de consommation les plus réglementés. En quoi cela pénalise-t-il une PME comme la nôtre ?

En Suisse, notre branche est régie par l'Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels de 2005. En Europe et dans la plupart des pays industrialisés, les principales directives sur la composition et l'application des produits cosmétiques sont en grande partie harmonisées. Afin de remplir toutes les exigences légales, il faut des collaborateurs compétents suffisamment formés et expérimentés. Leur rémunération peut constituer une charge financière trop lourde pour les petites entreprises.

Les modifications de lois et directives en vigueur sont débattues en amont avec les fédérations et les groupes d'intérêt. Ces réglementations servent avant tout à protéger le consommateur. Bien sûr, cela augmente les coûts liés aux contrôles analytiques (p. ex. métaux lourds, résidus de pesticides dans les extraits de plantes, etc.), aux tests cliniques, aux évaluations de sécurité ou à la détermination de l'indice de protection des produits finis. Ces contrôles sont cependant importants pour la protection des consommateurs, qui est indispensable pour la compétitivité sur les marchés internationaux.

Toutefois, les mesures protectionnistes de certains pays émergents sont un problème croissant ces derniers temps. Surtout en Chine, où l'on exige l'enregistrement de toutes les matières premières cosmétiques mises sur le

marché à partir de 2005. Le mécanisme d'enregistrement est complexe : une multitude de détails est nécessaire mais l'issue et le terme d'une telle procédure sont imprévisibles. Il est clair que ces mesures visent non seulement à protéger l'industrie locale mais aussi à transférer le savoir-faire aux fabricants locaux.

En résumé : oui, il existe un très grand nombre d'articles réglementant la fabrication et la vente de produits cosmétiques. Ceux-ci sont toutefois connus de longue date et compréhensibles. A l'international, ces prescriptions sont souvent harmonisées dans les principaux pays industrialisés. Ce n'est cependant pas le cas dans les pays émergents, qui cherchent à protéger leurs industries à grand renfort de mesures bureaucratiques. Mais dès qu'ils seront eux-mêmes en concurrence sur le marché mondial, ils reviendront sur ces mesures et devront s'adapter aux normes internationales.



Titulaire d'un doctorat en chimie, **Volker Kalhöfer** est responsable des «regulatory affairs» du groupe Induchem, auquel appartient Temmentec, l'un des leaders suisses de la fabrication de cosmétiques.

Temmentec a été fondée en 1914 par le chimiste Paul Müller.

Temmentec est soutenue par «SVC – SA pour le capital-risque des PME», la société de corporate venturing créée par le Credit Suisse.

Sur le compte des autres

Les pollueurs s'en tirent à trop bon compte de nos jours : l'environnement étant un bien public, il n'a pas de prix. Mais comment le protéger ? Plutôt par les forces libres du marché que par les incitations des Etats.

Par Sara Carnazzi Weber



L'air appartient à tous mais tout le monde ne peut pas se payer un voyage dans les airs : approche spectaculaire sur l'île antillaise de Saint-Martin.

Pollution, surexploitation des ressources et changement climatique sont des corollaires négatifs de l'activité humaine. Depuis que les pays en développement connaissent une forte croissance économique et des modèles de consommation similaires à ceux des pays riches, on annonce régulièrement une catastrophe écologique imminente. Deux exemples : en Suisse, il y a 566 voitures pour 1 000 habitants. En Chine, 85 seulement. Et un Allemand consomme en moyenne dix fois plus d'énergie qu'un Indien.

Y a-t-il vraiment incompatibilité entre croissance et durabilité, entre libre déploiement des forces de marché et écologie ? Doit-on limiter les libertés pour protéger l'environnement ?

En principe, les statistiques montrent que l'ouverture des marchés accroît le bien-être des acteurs. Le libre déploiement de forces de marché réunissant l'offre et la demande et rendant l'initiative économique profitable est une condition essentielle pour la croissance, et donc pour la prospérité. Si la nature est surexploitée, c'est parce que le marché n'attribue aux biens environnementaux tels que l'eau ou l'air aucun prix rendant compte de leur rareté effective.

La surexploitation est tentante

L'environnement est un bien public : chacun peut le consommer à sa guise, personne ne peut être exclu de son utilisation. L'air pur est à tout le monde. Une nouvelle paire de chaussures est en revanche un bien privé dont ne peut disposer que celui qui l'a achetée. A l'inverse, les conséquences d'une surconsommation de biens environnementaux affectent non seulement le responsable mais aussi des tiers.

En économie, on parle d'externalités négatives. Ces répercussions sur les tiers sous forme d'atteintes à l'environnement n'ont pas de prix. Les responsables n'en tiennent pas compte dans leurs tarifs et le marché ne paie donc pas pour ces dommages. D'où des distorsions de prix : les biens dont la production nuit à l'environnement ont un coût trop faible, ce qui encourage une surexploitation des ressources. Les mécanismes de marché habituels ne fonctionnent donc pas pour l'environnement : on parle de défaillance du marché.

Un système de marché empêche-t-il vraiment de mieux protéger l'environnement ? Les interdictions, les directives techniques et les seuils d'émission sont-ils les

seuls remèdes à la surexploitation ? La réponse est non. Des instruments appropriés permettent de corriger cette défaillance et de tirer profit des forces de l'économie de marché. Quand une émission affecte des intérêts restreints, cela peut prendre la forme de solutions privées négociées. Lorsqu'un large public est concerné, ce qui est souvent le cas, c'est à l'Etat de créer des conditions-cadres écologiques appropriées, par exemple en introduisant des taxes écologiques ou d'incitation. Cela confère un prix à l'exploitation de l'environnement et contribue à une meilleure réalisation des objectifs écologiques. Les externalités négatives sont incluses dès le départ.

Le pouvoir des certificats

Ces deux solutions nécessitent d'attribuer des droits de propriété sur les biens environnementaux : il faut donc des règles décrivant qui a le droit d'utiliser les ressources naturelles, ce que ces individus ou sociétés peuvent faire de cette propriété et à quel prix, si les droits sont négociables. Le système de marché favorise alors la protection de l'environnement.

C'est cette idée qui est à l'origine de la création de certificats d'émission dès la fin des années 1960. La quantité maximale d'émissions autorisée est fixée à partir d'objectifs environnementaux définis politiquement. Des droits d'émission sont alors attribués aux entreprises, qui reçoivent les certificats d'émission correspondants. Les entreprises générant plus d'émissions polluantes que la quantité permise par leurs certificats doivent réduire leurs émissions ou racheter des certificats à d'autres entreprises.

Lorsqu'il revient moins cher pour une société polluante d'investir dans des technologies propres que de racheter des certificats, elle opte pour l'investissement. En revanche, les entreprises pour lesquelles cette solution serait trop chère peuvent acheter d'autres certificats. Ce sont ainsi les entreprises pour qui la réduction d'émissions coûte le moins cher qui réduisent leurs émissions, et l'objectif écologique prédéfini est rempli par une optimisation des coûts macroéconomiques.

Le succès des systèmes d'échange de droits d'émission dépend de leur organisation et de la volonté politique de faire payer aux acteurs économiques (et électeurs) le prix des nuisances environnementales. L'échange de droits d'émission pourrait ainsi devenir un instrument mondial efficace pour la protection de l'environnement. □

Sara Carnazzi Weber est responsable du service Macroeconomic and Policy Research au Credit Suisse.

A la page suivante : graphiques sur les principaux risques environnementaux.

Comment irons-nous demain ?

La pollution et la surexploitation des ressources pourraient changer le visage de la planète ces prochaines décennies.

Inventaire des risques.

Abréviations

BRIICS : Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine, Afrique du Sud

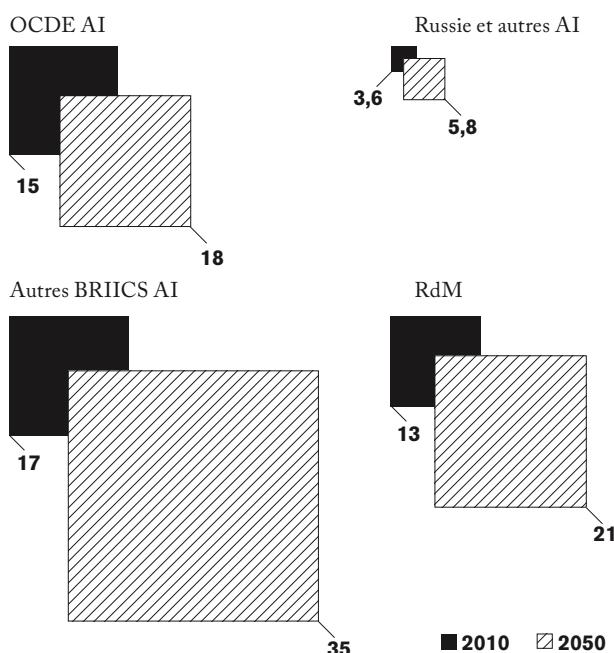
OCDE AI / BRIICS AI : groupe des pays de l'OCDE/BRIICS également signataires de l'Annexe I du Protocole de Kyoto

RdM : reste du monde

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques, 34 pays membres

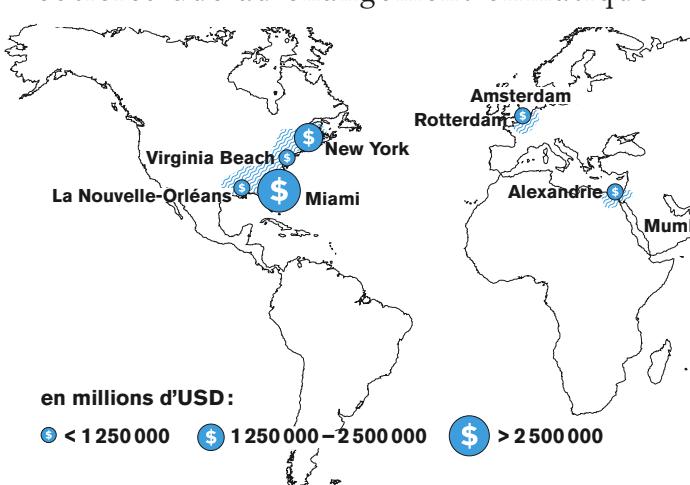
Emissions de gaz à effet de serre : pas de retournement de tendance

Avec la croissance de la consommation énergétique mondiale et de la demande automobile dans les pays en développement, les émissions de gaz à effet de serre vont augmenter de 50% d'ici à 2050.



Chiffres en Gt CO₂e = gigatonnes d'équivalent CO₂
Source : Scénario de référence des Perspectives de l'environnement de l'OCDE ; résultats de calculs basés sur le modèle ENV-Linkages.

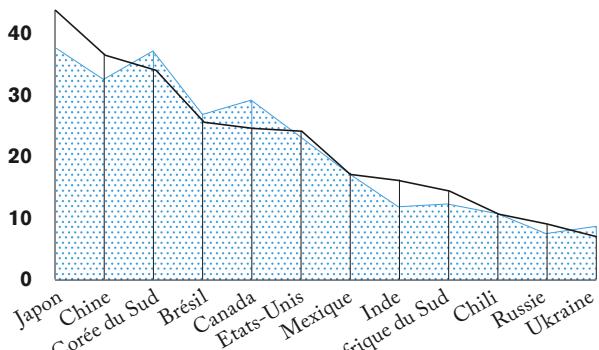
Destruction de capital dans les régions côtières due au changement climatique



Echange de droits d'émission : l'Asie prend-elle les devants ?

Selon les experts, le Japon, la Chine et la Corée du Sud sont les pays les plus enclins à introduire un système d'échange de droits d'émission obligatoire à l'échelle nationale ces cinq prochaines années.

— 2012 ■ 2013



* Probabilité qu'un système d'échange de droits d'émission soit introduit, selon les experts
Source : Thomson Reuters Point Carbon

Environnement et santé

23%

de la charge mondiale de morbidité est due à l'environnement.

88%

des décès dus aux diarrhées sont liés à la pollution de l'eau, au manque d'installations sanitaires et à une hygiène insuffisante.

2 millions

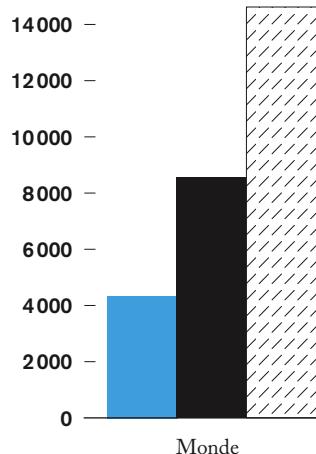
de décès par an dus au dégagement de fumées toxiques de combustibles en cuisine.

Source : Observatoire mondial de la santé

Les régions côtières de basse altitude sont particulièrement exposées aux conséquences du changement climatique. Le nombre de personnes dans le monde menacées par une hausse du niveau de la mer et des raz-de-marée pourrait plus que tripler et atteindre 150 millions d'ici à 2070. Le total des actifs ainsi menacés s'élèverait à 35 000 milliards d'USD, soit plus de dix fois plus qu'aujourd'hui.

Actifs exposés (scénario FAC) (mio. USD)
Source : OCDE (2010a), Cities and Climate Change, OCDE, Paris ; R.J. Nicholls et al. (2008), « Ranking Port Cities with High Exposure and Vulnerability to Climate Extremes: Exposure Estimates », OECD Environment Working Papers, No. 1.

16000 – mrd USD de 2007



Fabrication de produits chimiques : les pays BRIICS rattrapent ceux de l'OCDE

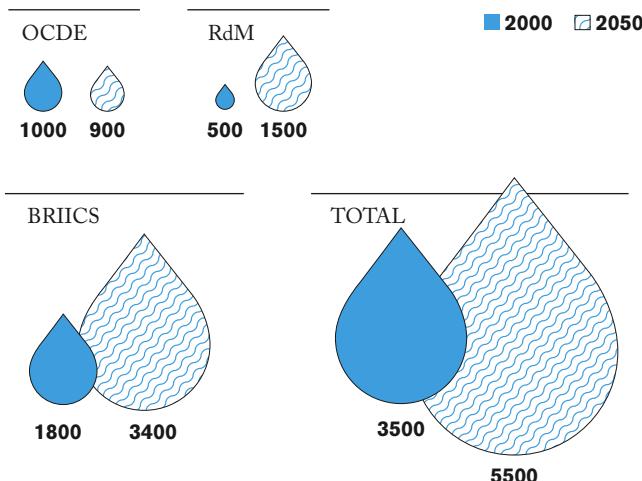
La production mondiale de substances chimiques va augmenter de près de 3% par an d'ici à 2050. Elle va donc presque quadrupler. Les pays BRIICS, la Chine en tête, représentent une part croissante du volume mondial des produits chimiques fabriqués et auront dépassé les pays de l'OCDE d'ici à 2050.

■ 2010 ■ 2030 ▨ 2050

Source : Scénario de référence des Perspectives de l'environnement de l'OCDE ; résultats de calculs sur la base du modèle ENV-Linkages.

Besoins en eau : jusqu'à la dernière goutte

Les besoins mondiaux en eau devraient croître de 55% d'ici à 2050. 3,9 milliards d'humains (plus de 40% de la population mondiale) vivront alors dans des régions manquant d'eau.



Chiffres : en km³
Source : Perspectives de l'environnement ; sur la base du modèle IMAGE

Les dix principales sources de pollution toxique

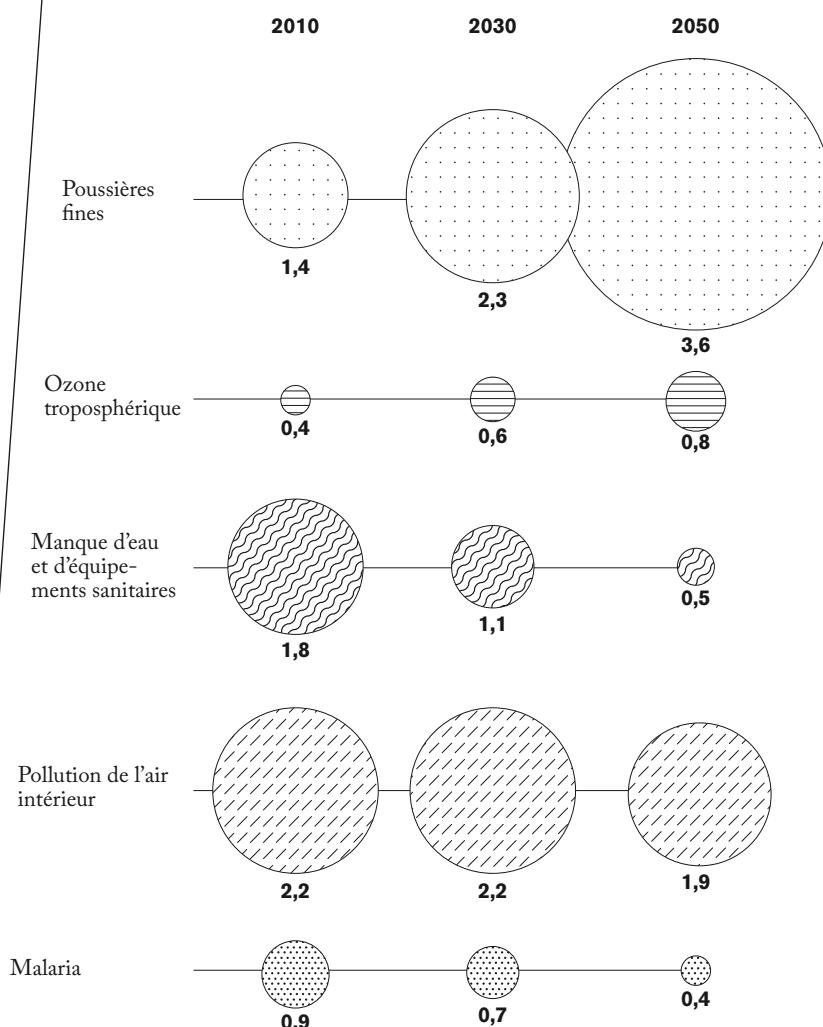
1. Recyclage de piles
2. Fonderie de plomb
3. Industrie minière et traitement des minerais
4. Tanneries
5. Décharges industrielles ou urbaines
6. Zones industrielles
7. Mines artisanales (or)
8. Fabrication de biens de consommation
9. Production chimique
10. Industrie des colorants



Source : The World's Top Ten Toxic Pollution Problems 2012 ; Blacksmith Institute

La pollution de l'air rend malade

Si rien n'est fait, la pollution atmosphérique sera la première cause de décès liée aux facteurs environnementaux en 2050.



Chiffres : décès (en mio.)
Source : Scénario de référence des Perspectives de l'environnement de l'OCDE ; résultats de calculs sur la base du modèle IMAGE.



« Si vous voulez gagner de l'argent, allez en Afrique »

Entrepreneur dans la téléphonie, Mo Ibrahim est devenu milliardaire. Aujourd’hui, il récompense les chefs d’Etat africains pour leur gouvernance remarquable. Ce prix est mieux doté que le Nobel.

Interview: Daniel Ammann et Simon Brunner

Photo : Brigitte Lacombe



Mo Ibrahim, 67 ans,
sur la terrasse de son
appartement à Monaco.

M o Ibrahim, peu de gens connaissent l'Afrique aussi bien que vous. Quel est son potentiel économique ?

Je le dis souvent : « Si vous voulez gagner de l'argent, allez en Afrique. » Ce ne sont ni mes sentiments ni mon esprit patriotique qui parlent. Ce sont les faits. Regardez plutôt les données de la Banque mondiale. Vous ne verrez nulle part ailleurs un rendement des fonds propres aussi élevé. Pas besoin d'être un génie pour reconnaître le potentiel de l'Afrique : le continent est ouvert à de nouveaux services, au commerce, à de grands projets d'infrastructures, et il regorge de matières premières.

Que lui manque-t-il pour prospérer ?

Du capital. C'est aussi pour cela que les rendements sont si élevés : la demande en capital est énorme, mais l'offre est restreinte.

Dans les pays occidentaux, il y a un gouffre entre l'appel de l'Afrique et la réalité telle que vous la décrivez.

Pour ma génération, l'image de l'Afrique était influencée par les films de Tarzan. On y voyait des tribus dans la brousse, des gens peu vêtus. Bref, des cannibales.

C'était dans les années 1940 et 1950...

Pourtant, seuls les décors ont changé depuis. En Occident, tout ce que l'on entend de l'Afrique, ce sont les guerres civiles, comme actuellement en Somalie ou au Mali, ou la famine. A Noël, les organisations caritatives envoient des cartes traitant de sujets déchirants et montrant des visages d'enfants tristes. On se dit alors que les Africains ne s'en sortent pas tout seuls. Ils sont pauvres, malades, sous-alimentés. Et les enfants ne peuvent pas aller

à l'école. Les intentions sont bonnes, mais les organisations caritatives ne représentent pas la réalité de l'Afrique.

Cette mauvaise image colle à la peau de l'Afrique.

Exactement. Même lorsqu'il s'agit des dirigeants africains, les Occidentaux ne pensent qu'aux horreurs des cinquante dernières années : Idi Amin, Mobutu Sese Seko, Sani Abacha et tous les autres kleptocrates. Les gens ne savent pas qu'il existe des dirigeants incroyables sur ce continent. Qui connaît Joaquim Chissano du Mozambique, Festus Mogae du Botswana ou Pedro Pires du Cap-Vert ? Ce sont des héros, de véritables modèles pour nous. Nous devons les faire connaître, auprès des Occidentaux comme auprès de nos compatriotes. Le prix Nobel récompense des scientifiques hors pair, merveilleux, mais personne ne reconnaît officiellement les dirigeants africains.

C'est pourquoi vous leur décernez un prix mieux doté que le Nobel ? Le prix Mo Ibrahim pour un leadership d'excellence en Afrique est attribué à un dirigeant sortant. Celui-ci touche une pension annuelle de 500 000 dollars pendant dix ans, puis de 200 000 dollars par an.

Ce prix récompense des performances d'exception. Lorsqu'un dirigeant parvient à tirer des centaines de milliers de gens de la pauvreté, à améliorer les systèmes de santé et d'éducation, à promouvoir la démocratie et à quitter ses fonctions en temps voulu et de façon pacifique, alors il faut le récompenser. Je me répète : ce sont des héros. Mais personne ne les connaît !

Comment évaluez-vous les dirigeants ?

En collaboration avec l'Université de Harvard, ma fondation a mis au point l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine. Il rassemble 88 indicateurs statistiques de l'Etat de droit, allant de la participation politique à l'économie durable. Autrement dit, il décrit en détail la qualité de la gouvernance de chaque pays d'Afrique. Grâce à toutes ces données, il est possible de juger la performance de chaque pays et de chaque dirigeant, et de les classer.

A propos de « bonne gouvernance » : la corruption n'a jamais été un problème dans votre propre entreprise.

Comment y êtes-vous parvenu dans un tel marais de corruption ?

Tout d'abord, il faut adopter soi-même une position claire vis-à-vis de la corruption, que les collaborateurs comprennent et soutiennent. La mienne était claire : la corruption nuit à l'entreprise, au pays, aux actionnaires. Les gens corrompus mettent en danger l'avenir de l'entreprise, car tout finit par se savoir.

Qu'avez-vous entrepris pour empêcher la corruption au sein de votre entreprise pesant plusieurs milliards ?

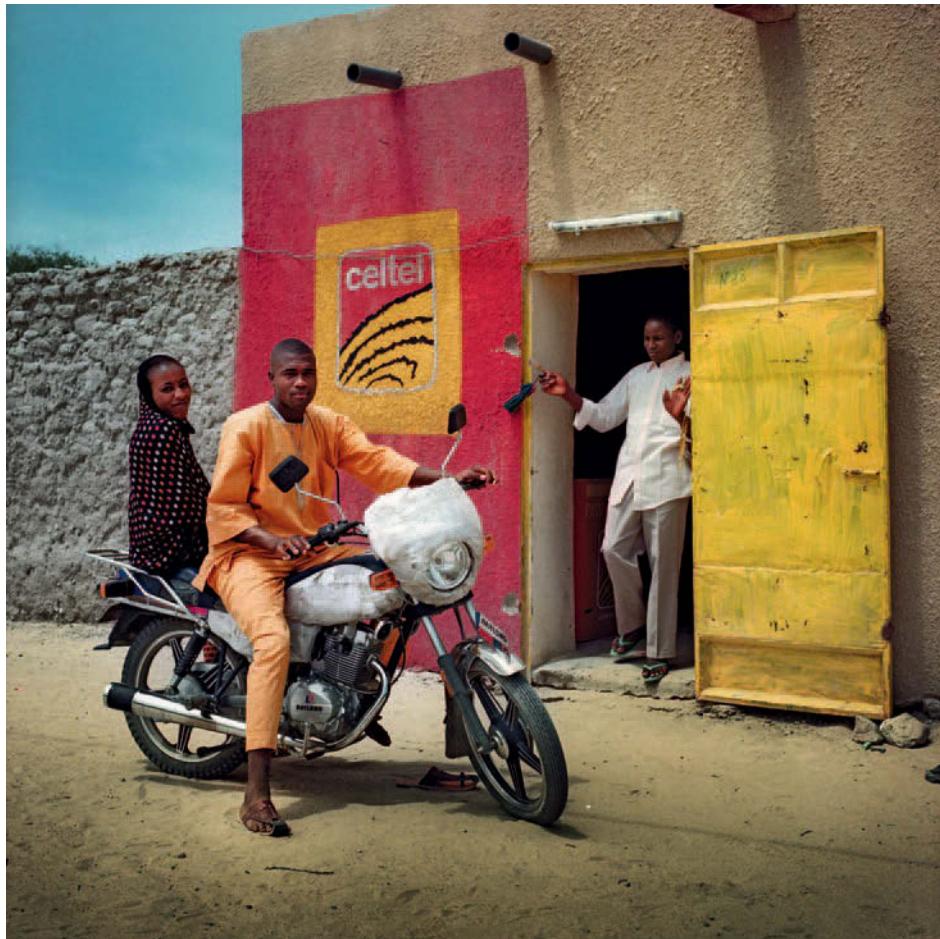
Nous avons mis en place un système encourageant une économie propre. L'un des gros problèmes de la corruption, c'est que les gens du siège central ne savent pas ce qu'il se passe sur le terrain. Visiter les postes extérieurs leur permettrait de s'assurer que tout est irréprochable. Chez Celtel, mon entreprise africaine de télécommunication, nous avons résolu ce problème ainsi : chaque dépense supérieure à 30 000 dollars devait être approuvée par l'ensemble du Conseil d'administration. Sans exception. Si quelqu'un avait essayé d'obtenir des commissions occultes de l'un de nos collaborateurs, celui-ci lui aurait dit qu'il devait d'abord les faire approuver. La nouvelle que nous ne procédions qu'ainsi s'est répandue, et il n'y a plus eu de tentatives de pression.

Comment avez-vous appliqué ces mesures ?

Le plus difficile était de contacter rapidement l'ensemble du Conseil d'administration à chaque fois. Je disais à chacun de mes collègues : donne-moi tes numéros de téléphone et de fax personnels, ceux de ta femme, de ta maison de vacances, et si tu as une liaison, je veux aussi ce numéro. Cette exigence n'a pas toujours été bien acceptée.

Les CEO se plaignent souvent que la corruption est monnaie courante dans certaines parties du monde, et qu'ils ne peuvent pas s'y attaquer seuls.

Les entreprises ont tendance à se victimiser. A mon avis, elles sont concernées autant que les gouvernements, et doivent



Publicité pour Celitel au Niger:
Mo Ibrahim a créé l'entreprise
panafricaine de téléphonie mobile en
1998 et l'a vendue cinq ans plus
tard pour 3,4 milliards de dollars.

être condamnées le cas échéant. Dire que le gouvernement est corrompu, que le système est ainsi ne sert à rien. Les entreprises doivent comprendre qu'elles peuvent contribuer à la solution. Le monde des affaires fait partie du système et peut le changer.

Vous attendez beaucoup des entreprises.
L'entreprise doit toujours favoriser la liberté, l'Etat de droit et la protection des biens, car la corruption et le népotisme lui sont néfastes.

Vous avez créé et vendu deux entreprises pour un total de plus de quatre milliards de dollars. Les collaborateurs ont toujours fortement participé, car ils détenaient des actions.

Quel est l'avantage ?

Deux choses sont importantes : le fair-play et l'attrait. Les employés doivent se considérer comme des partenaires à qui l'entreprise appartient aussi. Cette situation crée une dynamique et une attitude différentes. Rien de plus motivant. Parfois, les actionnaires sont sceptiques face à une forte participation des employés. Nous leur expli-

quons qu'ils ne perdent rien, le gâteau est simplement plus gros. C'est une situation gagnant-gagnant.

A part les mécanismes internes, en quoi un environnement libéral est-il important pour les affaires ?

La liberté est fondamentale pour que les entreprises puissent prospérer. Il faut également des règles claires et une application efficace : un juste équilibre entre une économie libéralisée et une bonne dose de réglementation.

Quelles sont les conditions nécessaires pour faire des affaires dans un pays en développement ?

Il faut des lois claires et équitables, ainsi qu'une sécurité juridique. Les lois ne doivent pas changer tous les mois. L'appareil judiciaire doit également bien fonctionner. Et il doit être totalement indépendant, sinon les meilleures lois ne sont d'aucune aide. Enfin, la justice doit agir vite. Lorsqu'un tribunal met dix ans à prononcer un jugement, celui-ci n'est pas très utile. Entre-temps, l'une des parties impliquées a fait faillite.

L'Afrique est-elle toujours pauvre parce que ces conditions ne sont pas remplies ?

Dans une certaine mesure, oui. Mais il faut reconnaître que l'Etat de droit a bien progressé dans de nombreux pays africains. Aujourd'hui, je préfère avoir affaire à un tribunal africain que russe ou chinois. La justice n'y est certes pas parfaite, mais elle n'est pas aussi mauvaise qu'on le prétend hors d'Afrique. Beaucoup de tribunaux sont sains. Ce qui est certain, c'est que sans une bonne gouvernance, l'Afrique ne peut avancer.

Quel rôle devrait jouer l'aide au développement pour l'Afrique ?

Je suis convaincu que le continent peut s'en sortir seul. Nous n'avons besoin ni d'aide ni de fonds de développement. Nous avons besoin de capital. L'année dernière, près de 50 milliards de dollars d'investissements étrangers directs nous sont parvenus, alors que 200 milliards auraient été nécessaires. Comprendons-nous bien : je n'ai rien contre l'aide >

humanitaire après un tsunami en Asie, une tornade aux Etats-Unis ou une guerre civile en Afrique.

Que pensez-vous de la microfinance ?

C'est une bonne chose pour encourager les petites initiatives, comme permettre à une couturière de s'acheter une machine à coudre. Cela ne crée pas des milliers d'emplois mais peut améliorer considérablement la situation de cette femme. Comme dans un orchestre, chaque instrument joue un rôle.

Vous êtes un ingénieur diplômé et vous dirigez une entreprise de téléphonie mobile. Quelle est l'importance du portable en Afrique ?

Impossible de surestimer son importance socio-économique et politique. Elle est immense. L'Afrique est le deuxième plus grand continent du monde, mais sa population a longtemps été isolée technologiquement : la plupart des gens ne pouvaient pas se payer de téléphone fixe. Et s'ils en avaient les moyens, ils devaient attendre des années, tant les monopoles d'Etat étaient inefficaces. Presque personne n'avait de télévision. On recevait peu d'informations du reste du monde et de son propre pays. Les télécommunications ont permis d'activer et d'informer la société et ont créé de la richesse.

De la richesse ?

La « banque mobile », pouvoir effectuer des virements avec un portable, a transformé l'Afrique. Pour vous, en tant que Suisses, il est normal d'avoir un compte et de réaliser des transactions sur Internet ou dans une succursale près de chez vous. Et vous possédez plusieurs cartes de crédit. Il y a peu encore, ce n'était pas le cas en Afrique. On ne trouve de succursales que dans les grandes villes, et elles ne servent qu'un petit nombre de clients entreprises et quelques individus fortunés. Imaginez une société qui doit s'en sortir sans services financiers !

La « banque mobile »...

... a rendu la banque accessible à des millions de gens. Désormais, on peut transférer et recevoir de l'argent avec de faibles coûts de transaction. Cela a durablement

amélioré la vie des gens : une fille peut envoyer de l'argent en quelques secondes à sa mère qui vit dans un village reculé. Un agriculteur n'a plus besoin d'aller en ville pour commander ses semences. Si deux commerçants frontaliers souhaitent réaliser une affaire en shillings ougandais et en shillings tanzaniens, ils peuvent connaître le taux de change immédiatement grâce au portable. C'est très efficace et cela génère de la richesse.

Comment voyez-vous l'avenir de ces services mobiles ?

Aujourd'hui, l'Afrique est leader dans la banque mobile. L'avenir des opérations avec la clientèle privée sera mobile, dans les pays occidentaux aussi. C'est plus pratique et rapide. L'Afrique est en avance dans la téléphonie mobile. Celtel a aboli les frais d'itinérance depuis déjà dix ans. Y a-t-il chez vous un fournisseur mobile qui propose des appels nationaux et des appels vers les pays voisins au même prix ?

Que pouvons-nous apprendre d'autre de l'Afrique ?

(Il rit) Je ne sais pas si je suis en position de répondre à cette question. L'Occident aime nous dire ce que nous devons faire. Nous apprenons tous les uns des autres, mais nous ne devrions pas nous dicter ce que nous avons à faire.

Le portable est utilisé de différentes façons dans les pays en développement.

Quelle utilisation n'avez-vous pas prévue ?

J'ai déjà vu des services qui aident à lutter contre la corruption : lorsqu'un officiel tente de soudoyer quelqu'un, on peut le prendre en photo et l'envoyer à un certain endroit pour le signaler. Il y a aussi cette application pour la sécurité : si vous êtes agressé, l'appli-

cation envoie un SMS à tous les portables alentour et à la station de radio locale.

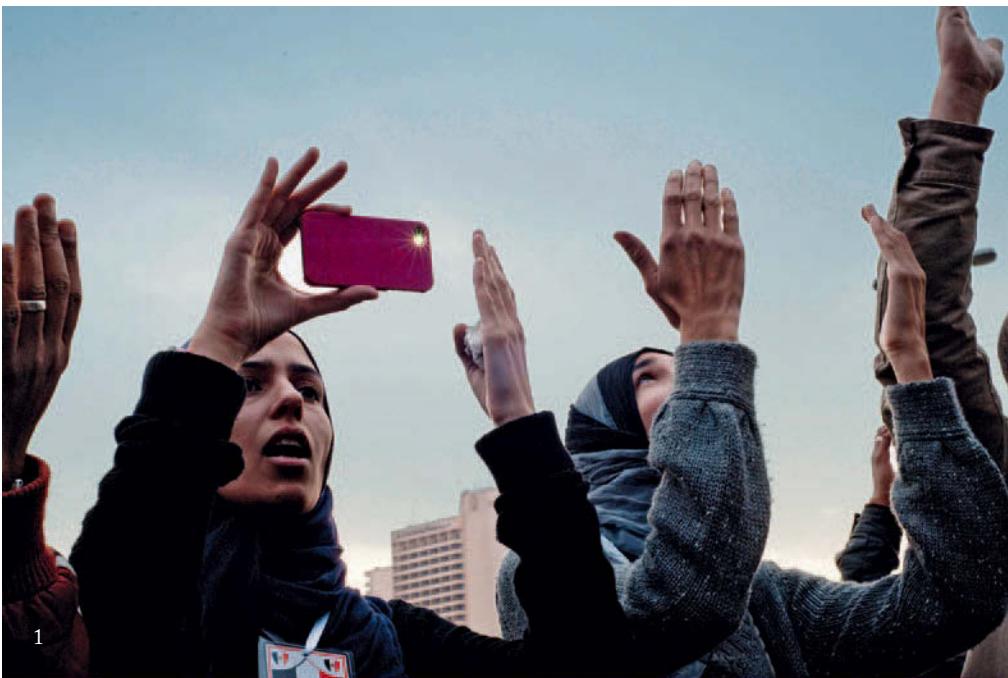
Vous avez mentionné le fait que la téléphonie mobile avait également eu des impacts politiques.

Dans les régimes répressifs, les droits des citoyens sont restreints : on ne peut pas communiquer librement, exprimer ses opinions ni se rassembler. Dans ces pays, les gouvernements contrôlent souvent la police, l'armée et même les médias. Là, les portables ont eu une utilité.

Laquelle ?

C'est devenu plus difficile pour les gouvernements de cacher leurs actes. Les informations se répandent comme une traînée de poudre. L'échange libre d'informations est aujourd'hui possible et on peut organiser la résistance sous les yeux de l'Etat. Le portable a joué un rôle crucial lors du « Printemps arabe ». Par le passé, nous vivions en quelque sorte dans l'obscurité. Ma génération n'avait qu'un quotidien, qu'une station de radio et qu'une chaîne de télévision. Et tous appartenaient au gouvernement. Maintenant, nous avons allumé la lumière. Avec les portables, la société a entre les mains un outil de liberté pour lutter contre l'oppression. □

Fils d'un marchand de coton, **Mo Ibrahim** est né en 1946 dans le Nord-Soudan et a grandi en Egypte. Il a travaillé avec la compagnie de téléphonie soudanaise, puis il a passé son doctorat en Grande-Bretagne et a travaillé chez British Telecom dans le nouveau domaine de la téléphonie mobile. En 1989, il a créé son propre cabinet de conseil, qu'il a vendu en 2000 pour 618 millions de dollars. En 1998, Mo Ibrahim a créé l'entreprise panafricaine de téléphonie mobile Celtel et l'a vendue cinq ans plus tard pour 3,4 milliards de dollars. Aujourd'hui, il agit avant tout en tant que philanthrope au sein de sa « Fondation Mo Ibrahim ». Elle publie un indice annuel de la bonne gouvernance en Afrique (l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine) et récompense des dirigeants exceptionnels avec le prix Mo Ibrahim pour un leadership d'excellence en Afrique. Mo Ibrahim a une fille, qui travaille pour sa fondation, et un fils, qui est acteur.



1

1) «Le portable a joué un rôle crucial lors du «Printemps arabe» : Le Caire en janvier 2011.

2) «Pas besoin d'être un génie pour reconnaître le potentiel de l'Afrique.» Vue du quartier des affaires de Nairobi, au Kenya.



2



3



4



5

Les lauréats du «prix
Mo Ibrahim pour un leadership d'excellence
en Afrique» :

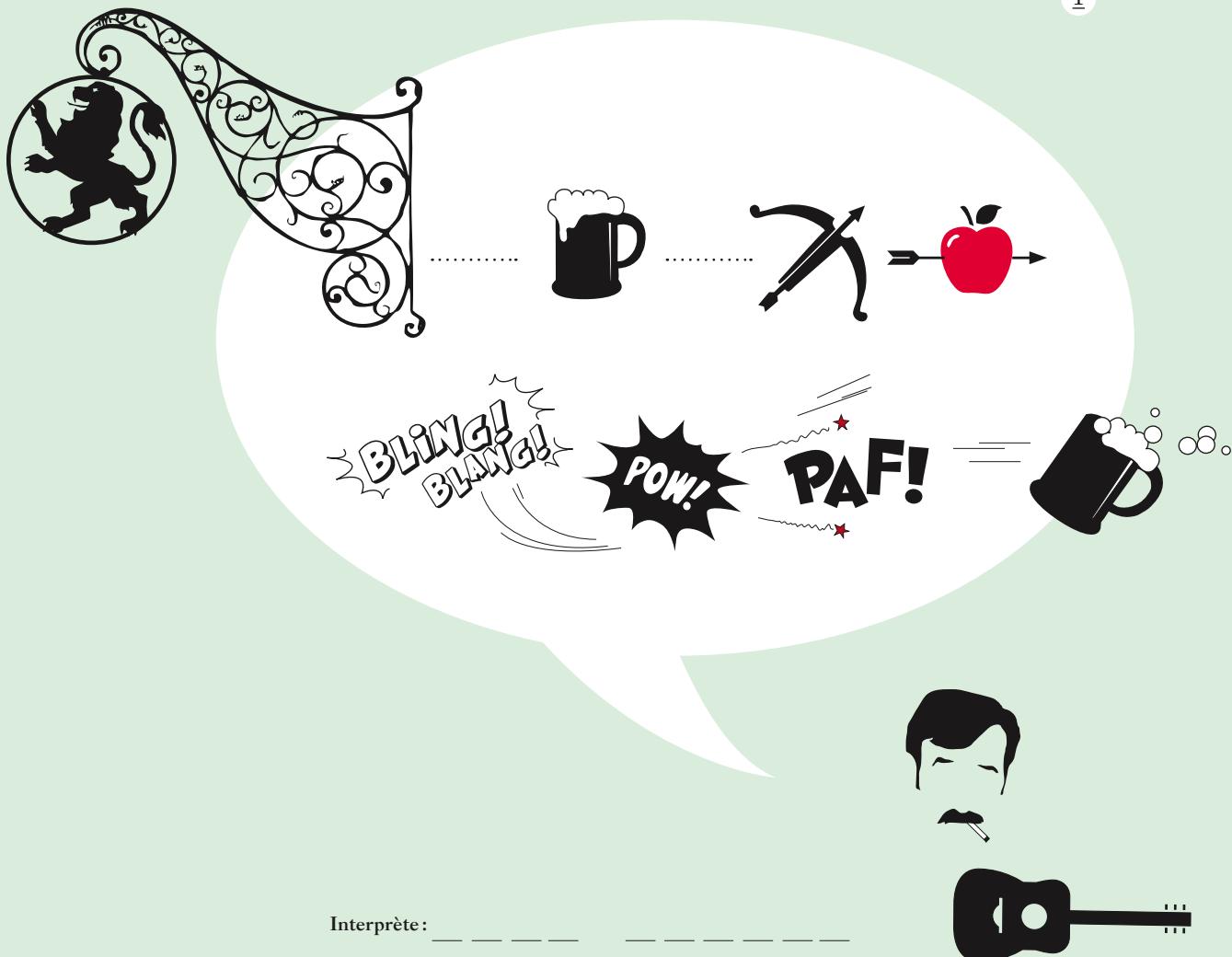
- 3) Pedro Pires, Cap-Vert (2011)
- 4) Festus Mogae, Botswana (2008)
- 5) Joaquim Alberto Chissano, Mozambique (2007), avec Mo Ibrahim

Tous en chœur !

Exaltantes, langoureuses, triomphantes : les chansons sur la liberté sont innombrables, avec ou sans happy end. Nous avons illustré sept d'entre elles librement – les reconnaîtrez-vous ?

Solutions à la page 79

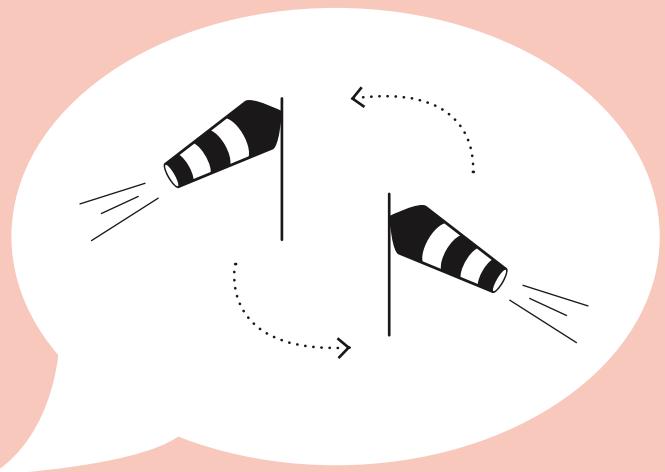
1



Titre de
la chanson : _____

2

Interprète : _____



Titre de la chanson : _____

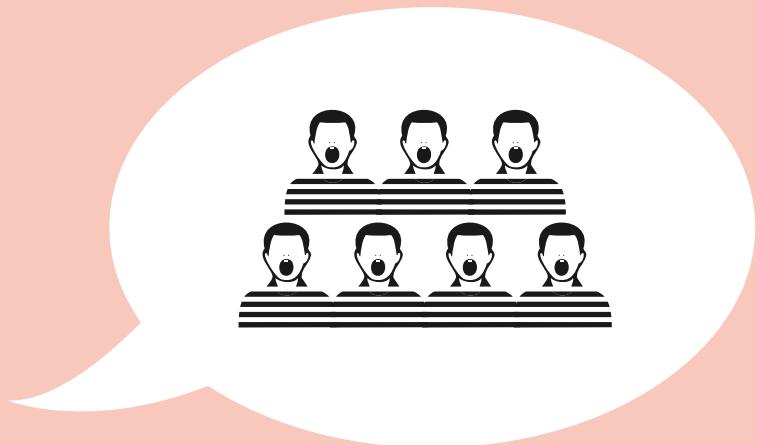
3

Titre de la chanson : _____



Interprète : _____

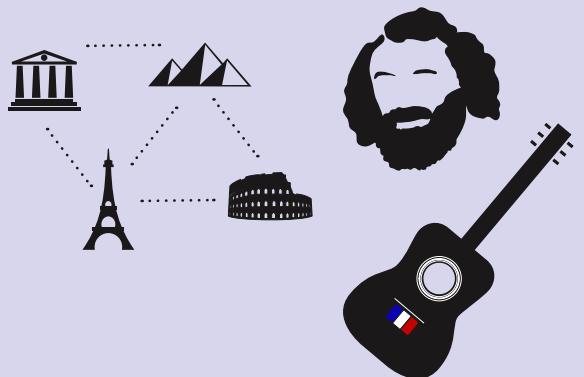
4



Compositeur : _____

Titre de la chanson : _____

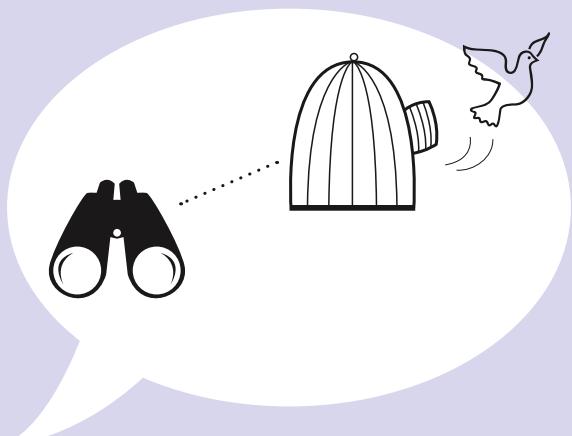
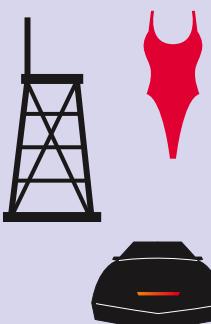
5



Titre de la chanson : _____

Interprète : _____

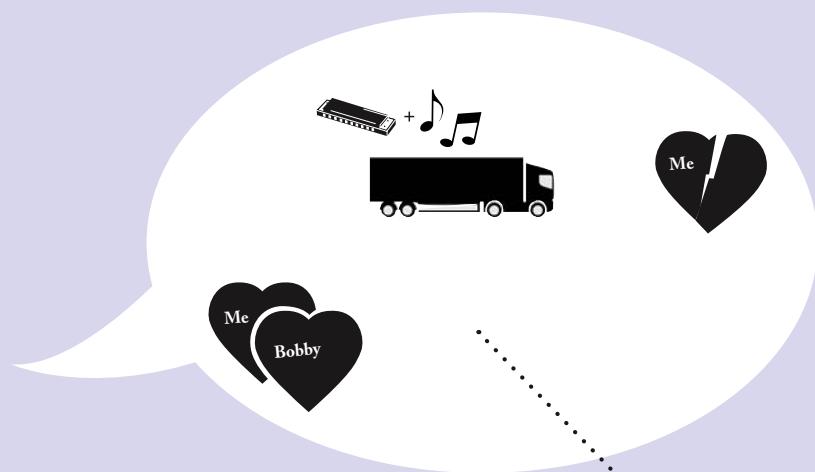
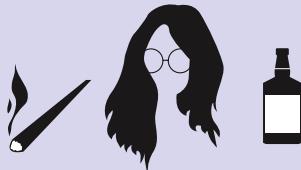
6



Titre de la chanson : _____

Interprète : _____

7



Interprète : _____

Titre de la chanson : _____

1

Si hei dr Wilhälm Täll ufgfüert Mani Matter

Si hei dr Wilhälm Täll ufgfüert
im Löie z Nottiswil
da bruchts viel Volk, gwüss z halbe
Dorf, hett mitgmacht i däm Schpil
(...)
Am Aafang isch es schön gsy, da het
als Schtouffacherin,
d Frou Pfarrer mit dem Schnyder
gret, i Wort vo tiefem Sinn,
(...)
Uf zmal, churz vor em Öpfelschuss,
der Lehrer chunnt als Täll,
sy Sohn, dä fragt ne dis und äis
da rüeft dert eine schnäll,
wo undrem Huet als Wach isch
gschthane, so dass jede ghört,
wiso fragt dä so dumm, het dä ir
Schuel de nüt ráchtes gleert
E Fründ vom Täll, e Maa us Altdorf,
zwickt ihm eis uf ds Muul,
und dise wo dr Huet bewacht,
git ume, gar nid fuul,
und schtoost ihm mit syr Helebarde
eine zmitts i Buuch,
da chunnt scho ds Volk vo Uri
z schpringe,
Donner jetzt geits ruuch (...)
Jetz chöme Gleser z flüge,
jede schtillt sy gheimi Wuet,
es chrose Tisch u Bänk und s Bier
vermischt sech mit em Bluet
Der Wirt rouft sech sys Haar,
d Frou schinet brochni Glider y,
zwo Schtund lang het das duuret,
da isch Öschtrich gschlage gsy
Si hei dr Wilhälm Täll ufgfüehrt
im Löie z Nottiswil
und gwüss no niene i
naturalistischerem Styl,
d Versicherig het zahlt - hingäge eis
weiss ig sithär,
sy würde d Freiheit gwinne,
wenn sy däwäg z gwinne wär

2

Wind of Change Scorpions

I follow the Moskva
Down to Gorky Park
Listening to the wind of change
An August summer night
Soldiers passing by
Listening to the wind of change
The world is closing in
Did you ever think
That we could be so close,
like brothers
The future's in the air

I can feel it everywhere
Blowing with the wind of change
Take me to the magic of the
moment
On a glory night
Where the children of tomorrow
dream away
In the wind of change
(...)

3

If You Love Somebody (Set Them Free) Sting

If you need somebody, call my name
If you want someone, you can do
the same
If you want to keep something
precious
You got to lock it up and throw
away the key
If you want to hold onto your
possession
Don't even think about me
If you love somebody, set them free
(...)

4

Va, pensiero (Le chœur des esclaves de Nabucco) Giuseppe Verdi

Va, pensiero, sull'ali dorate;
va, ti posa sui clivi, sui colli,
ove olezzano tepide e molli
l'aure dolci del suolo natal!
Del Giordano le rive saluta,
di Sionne le torri atterrate...
O mia patria sì bella e perduta!
O membranza sì cara e fatal!
Arpa d'or dei fatidici vati,
perché muta dal salice pendì?
Le memorie del petto riaccendi,
ci favella del tempo che fu!
O simile di Solima ai fatti
traggi un suono di crudo lamento,
o t'ispiri il Signore un concerto
che ne infonda al patire virtù

5

Ma liberté Georges Moustaki

Ma liberté
Longtemps je t'ai gardée
Comme une perle rare
Ma liberté
C'est toi qui m'as aidé
A larguer les amarres

Pour aller n'importe où
Pour aller jusqu'au bout
Des chemins de fortune
Pour cueillir en rêvant

Une rose des vents
Sur un rayon de lune
Ma liberté
Devant tes volontés
Mon âme était soumise

Ma liberté
Je t'avais tout donné
Ma dernière chemise
Et combien j'ai souffert
Pour pouvoir satisfaire

Toutes tes exigences

J'ai changé de pays

J'ai perdu mes amis

Pour gagner ta confiance

Ma liberté

Tu as su désarmer

Toutes mes habitudes

Ma liberté

Toi qui m'a fait aimer

Même la solitude

Toi qui m'as fait sourire

Quand je voyais finir

Une belle aventure

Toi qui m'as protégé

Quand j'allais me cacher

Pour soigner mes blessures

Ma liberté

Pourtant je t'ai quittée

Une nuit de décembre

J'ai déserté

Les chemins écartés

Que nous suivions ensemble

Lorsque sans me méfier

Les pieds et poings liés

Je me suis laissé faire

Et je t'ai trahi pour

Une prison d'amour

Et sa belle geôlière

Still the search goes on

I've been looking for freedom

I've been looking so long

I've been looking for freedom

Still the search goes on

I've been looking for freedom

since I left my home town

I've been looking for freedom

Still it can't be found

(...)

7

Me and Bobby McGee Janis Joplin

Busted flat in Baton Rouge,
waitin' for a train
When I's feelin' near as faded
as my jeans
Bobby thumbed a diesel down
just before it rained
And rode us all the way into
New Orleans
I pulled my harpoon out of my
dirty red bandana
I's playin' soft while Bobby
sang the blues

Windshield wipers slappin' time

I was holdin' Bobby's hand in mine

We sang every song
that driver knew
Freedom's just another word for
nothin' left to lose
Nothin', it ain't nothin' honey,
if it ain't free

And feelin' good was easy, Lord,
when he sang the blues

You know feelin' good was good
enough for me

Good enough for me and my
Bobby McGee

From the Kentucky coal mines

to the California sun
Yeah, Bobby shared the secrets
of my soul

Through all kinds of weather,
through everything we done
Yeah, Bobby baby kept me
from the cold

One day up near Salinas,
Lord, I let him slip away
He's lookin' for that home
and I hope he finds it

Well, I'd trade all my tomorrows
for one single yesterday
To be holdin' Bobby's body
next to mine

(...)

Looking for Freedom David Hasselhoff

One morning in June
some twenty years ago
I was born a rich man's son

I had everything
that money could buy,
but freedom I had none
I've been looking for freedom

I've been looking so long
I've been looking for freedom
Still the search goes on

I've been looking for freedom
since I left my home town
I've been looking for freedom

Still it can't be found
(...)

Concept et réalisation:
Sibylle Kanalz et Andreas Dietrich

Les paroles peuvent varier selon les versions.

Les pensées sont libres



Jörn Kaspahl est un illustrateur hambourgeois. Il a notamment travaillé pour « The New Yorker », « Monocle », « GQ », « Wired » et « Der Spiegel ».



Appartements en propriété de haut standing à Davos

Votre paradis privé au cœur des Alpes

L'aménagement unique et la situation exceptionnelle des appartements spacieux Stilli-Park-Residenzen Davos de 2½, 3½ ou 4½ pièces sont un hommage aux Alpes de Davos. Grâce à l'accès direct à l'hôtel, vous pouvez combiner l'autonomie qu'offre un appartement privé avec l'excellence du service de l'InterContinental Davos. Il est prévu qu'à l'achat vous puissiez arranger votre intérieur en choisissant parmi une sélection d'options attrayantes, en fonction de vos besoins.

Disponibles dès décembre 2013 | www.residences-davos.ch

50 YEARS OF
CARRERA
TAGHeuer



A PARTNERSHIP TO
HELP PROTECT OUR PLANET

Leonardo DiCaprio and TAG Heuer have joined forces
to contribute to Green Cross International initiatives.

To learn more please visit www.tagheuer.com

Carrera
Series



TAGHeuer
SWISS AVANT-GARDE SINCE 1860